

Les lycéens poursuivent leur mouvement  
**AFFRONTLEMENTS ET COURSE POURSUITE À BÉJAÏA** P.2

**Le Quotidien**  
Edition Nationale d'Information **D'ORAN**

**ACTUALITÉ VUE** P.6 à 15  
**AUTREMENT**

# POURQUOI UN QUATRIÈME MANDAT ?

**MOURAD BENACHENHO**



**«HAGROUNA !»**  
**MIMI MASSIVA**



## PRÉSIDENTIELLE 2014 : ALLÉGANCES, RUPTURE OU CONTINUITÉ

**BOUDJEMAË HAÏCHOUR**

- Transition démocratique et réforme du secteur de la sécurité  
**AREZKI DERGUINI**
- De la communication institutionnelle à une cacophonie médiatique  
**KAMEL KACHER**
- Enthousiasme des uns, priorités des autres  
**NOUREDDINE RAMZI**
- Femmes et pouvoirs en islam  
**OMAR MERZOUG**
- Le tiers présidentiel... ?!  
**SLEMNIA BENDAOU**

## QUATRE VICTIMES COLLATÉRALES DU QUATRIÈME MANDAT

**ABED CHAREF**

- Qui se souvient de Beppe Grillo ?  
**CHERIF ALI**
- Et pourtant... il tourne  
**EL YAZID DIB**
- En pensant à Georges Brassens  
**BOUCHAN HADJ-CHIKH**
- Ecritures fécondes !?  
**BELKACEM AHCENE-DJABALLAH**

## LE QUATRIÈME MANDAT, LA COLÈRE ET L'IMPOSSIBLE ACCEPTATION

**AKRAM BELKAÏD**

## SCRUTIN, PARTICIPATION, ABSTENTION ET VOTE BLANC

**ABDELKADER LEKLEK**

Les lycéens poursuivent leur mouvement

## Affrontements et course poursuite à Béjaïa

**Des centaines de lycéens sont sortis hier dans les rues de la ville de Béjaïa pour dénoncer les conditions dans lesquelles ils étudient après la grève des enseignants du secondaire qui a duré près d'un mois et aussi refusant catégoriquement de sacrifier leurs vacances scolaires pour rattraper les cours.**



Ph.: Rachid K.

Z. Mehdaoui/M. Aziza

Ils étaient, selon des témoins oculaires, plus de 600 lycéens à prendre d'assaut le siège de la wilaya de Béjaïa, bloquant du coup la rue à la circulation.

Des pneus en feu ont été placés sur la chaussée créant un décor qui rappelle les émeutes de 2001, attestent les mêmes témoins qui soulignent que le siège de la wilaya a essuyé une pluie de pierres durant des heures sans que la police intervienne.

En effet, les forces antiémeutes dépêchées sur les lieux n'ont pas intervenu et se sont contentées, attestent nos sources, d'empêcher les lycéens d'accéder à l'intérieur du siège de la wilaya, en mettant en place un cordon de sécurité.

Vers 11 heures, les choses ont pris une autre tournure avec l'arrivée de centaines d'autres lycéens de toute la wilaya de Béjaïa. Les lycéens ont tenté de saccager l'académie (la direction de l'éducation) située juste derrière le siège de la wilaya. La police a usé de gaz lacrymogène pour disperser les lycéens, ce qui a provoqué une panique générale. Les affrontements entre policiers et lycéens ont duré plusieurs heures, avons-nous appris. Selon des sources policières, à la sûreté de wilaya de Béjaïa, plusieurs policiers ont été blessés lors des affrontements alors que le service d'ordre a interpellé plusieurs lycéens. La tension était toujours vive, hier en fin d'après-midi, où des centaines de lycéens tentaient toujours de s'introduire à l'intérieur de l'académie.

A Alger, les lycéens ont poursuivi hier, pour le quatrième jour consécutif, leur mouvement de protestation près de l'annexe du ministère de l'Education nationale à Kouba, pour revendiquer «la limitation du seuil des cours avant fin avril», rejetant également les cours de rattrapage. Le lycéen Chakib Me-

rzouk, qui conduisait une délégation d'étudiants reçue mardi par le ministre de l'Education nationale, Abdellatif Baba Ahmed, pour prendre connaissance des revendications, a indiqué à l'Aps que «le ministère n'a pas répondu à la revendication liée à la limitation du seuil des cours», soulignant que les étudiants «refusent de payer les frais de la grève qui est à l'origine du retard accusé dans les cours». Le coordinateur du Syndicat national des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Snapest), Meriane Meziane, que nous avons contacté, insiste sur la nécessité de «tranquilliser et de dialoguer» avec les lycéens des classes de terminale. Pour Meziane, il faut que les lycéens comprennent «que les sujets d'examen porteront sur les cours effectivement dispensés aux élèves». Et d'ajouter : «Les chapitres qui seront dispensés jusqu'à l'approche des examens, durant les séances de rattrapage, serviront à préparer les élèves bacheliers au cursus universitaire». Le coordinateur du Snapest affirme que les cours de rattrapage sont dans l'intérêt de l'élève et le seuil des cours à réviser n'est pas si nécessaire du moment que les sujets du bac porteront uniquement sur les cours dispensés. Meziane Meriane a précisé que la grève et les itin organisés par les lycéens n'ont rien avoir avec la grève des enseignants. «C'est devenu une tradition, dès l'approche du bac, les élèves paniquent et demandent un seuil des cours à réviser». «Nous avons des psychologues et des pédagogues qui doivent dialoguer avec nos enfants et tranquilliser les lycéens», a-t-il conseillé. Le coordinateur du Snapest insiste pour dire que l'attitude des lycéens n'a rien avoir avec la grève des enseignants, affirmant que les lycéens avaient déjà manifesté avant la grève pour exiger un allègement des programmes et la limitation des cours programmés aux épreuves du baccalauréat.

## Une rencontre prévue aujourd'hui à Alger Le Hadj devrait coûter autour de 400.000 dinars

Abdelkrim Zerzouri

La préparation du Hadj et de la Omra, saison 2014, démarre aujourd'hui sous le patronage du ministre des Affaires religieuses, M. Ghoulamallah, et le président de l'Office national du Hadj et de la Omra (ONHO), M. Barbara. Tous les voyageurs et les acteurs du secteur du tourisme concernés par l'organisation de la Omra et du Hadj de la saison 2014 se regroupent aujourd'hui à l'hôtel Hilton à Alger, à l'occasion d'une journée d'étude sur le thème en question et sous la présidence de ces deux hauts responsables directement concernés par le dossier. Beaucoup de questions liées à l'aspect organisationnel des (grand et petit) pèlerinages seront abordés lors de cette rencontre à laquelle ont été conviés les directeurs du Tourisme et les voyageurs à travers tout le territoire national. M. Farid Larbaoui, président du syndicat des agences de voyages de l'Est, nous a confirmé, hier, qu'il a été destinataire d'une invitation, à l'instar d'autres voyageurs, pour assister à cette journée d'étude en sa qualité de gérant d'une agence de voyages impliquée dans l'organisation des deux événements, estimant dans ce sens que ce regroupement permettra d'éclaircir plusieurs points afin de mieux arranger la trajectoire et offrir à nos pèlerins les meilleures conditions possibles de séjour et de transport vers et de retour des lieux saints de l'islam.

Interrogé sur le prix du Hadj pour cette saison 2014, notre interlocuteur avoue qu'il n'a aucune indication concrète à avancer. «On parle d'un coût plus cher pour le Hadj cette année, mais officiellement rien n'est encore établi sur ce plan», in-



diquera-t-il. D'autres voyageurs estiment que le coût du Hadj devrait atteindre cette année les 40 millions, mais en se basant seulement sur un calcul approximatif, a-t-on relevé à ce propos. Le prix du Hadj connaît chaque année une hausse inéluctable qui peut facilement atteindre les 35.000 dinars, et par un calcul arithmétique on peut déduire que le coût du Hadj, qui était fixé à 35.600 dinars l'année passée, devrait avoisiner les 40 millions en 2014. A l'évidence, faut-il se rendre à l'évidence, donc, le Hadj est de plus en plus cher pour les petites bourses. Aussi, il sera certainement question lors de cette rencontre de discuter du quota attribué à l'Algérie. Un quota, faut-il le rappeler, qui a connu une baisse drastique en 2013, soit quelque 10.000 pèlerins en moins relativement aux années précédentes où le quota consenti aux pèlerins algériens atteignait les 36.000, à cause principalement des travaux d'extension de la mosquée El Haram. Cette année, aussi, le

nombre de visas qui sera accordé aux Algériens ne dépassera pas les 27.000, avait affirmé ces deux derniers jours M. Ghoulamallah lors d'une intervention sur une chaîne de télévision privée. Cependant, contrairement à l'année précédente où des voyageurs ont été pris au dépourvu face à cette restriction du nombre de visas, enregistrant des pertes énormes sur les plans moral et financier, cette fois-ci tout le monde est avisé à l'avance que le nombre de visas est restreint et qu'il faut de ce fait gérer la situation selon des prévisions préétablies à l'avance. C'est, certainement, tout le souci de cette rencontre prévue aujourd'hui à l'hôtel Hilton, en l'occurrence corriger les incohérences et les dysfonctionnements relevés durant les précédentes saisons du grand (et petit) pèlerinage et aller de mieux, malgré toutes les imprévisions qui peuvent faire le caractère de cette convergence au même moment de millions de musulmans à travers le monde vers une seule destination, La Mecque.

## ANALYSE

Kharroubi Habib

**L**a proposition d'organiser une concertation nationale inclusive sur un processus consensuellement admis de sortie pacifique de la crise dans laquelle le système politique algérien à bout de souffle a plongé le pays

a été, rappelons-le, préconisée conjointement par Hocine Aït Ahmed, le défunt Abdelhamid Mehri et Mouloud Hamrouche. Leur initiative avait été alors ignorée par le pouvoir et n'avait pas suscité un intérêt notable parmi les autres acteurs de la scène politique nationale. Mais signe que la proposition de ces trois personnalités nationale n'a en rien perdu de sa pertinence et de son actualité, l'ex-président du RCD, le docteur Saïd Sadi, l'a faite aujourd'hui sienne en plaçant à quelques nuances près pour la démarche préconisée par elles. Pour être la plus spectaculaire, la conversion de Saïd Sadi à l'idée d'une phase de transition négociée y compris avec le pouvoir comme sortie pacifique de la crise n'est pas unique car maintenant prônée et proposée par des dirigeants de partis et personnalités inquiets par l'aggravation que connaît la crise nationale et le risque de son dénouement violent et incontrôlable.

De même que Aït Ahmed, Mehri et Hamrouche en leur temps, le docteur Sadi ne voit pas la cause de la crise comme ayant émané des quinze années de pouvoir Bouteflika mais découlant d'un système dont l'obsolescence empirant conduit le pays à «une désintégration inéluctable». La gouvernance de Bouteflika n'a fait qu'en précipiter la perspective. Ce que propose Saïd Sadi ne se résume donc pas à créer un front électoral anti-Bouteflika comme ont tenté de le constituer certains partis et personnalités politiques mais à rassembler autour d'une solution et d'un processus de sortie

### Sadi rejoint le groupe des «sages»

et de la crise présente et du système qui en est responsable. Ce qui implique des acteurs politiques nationaux qu'ils ne tombent pas dans le piège du système consistant à vouloir les faire se déterminer en faveur de l'un ou de l'autre de ses clans

pour conserver ainsi et selon l'initiative en terme de changement à opérer dans le pays.

Pour ce qui est de l'élection présidentielle elle-même du 17 avril, le docteur Sadi en prône le boycott pour en disqualifier le candidat du pouvoir. Une disqualification qui à ses yeux contraindra ce pouvoir à rechercher l'engagement d'une transition dont il lui sera impossible d'en imposer unilatéralement les conditions, la feuille de route et le processus. Au passage et signe que l'ancien président du RCD ne souscrit pas à la thèse faisant de Bouteflika et de son clan le problème unique ayant mené l'Algérie à l'impasse dans laquelle elle se débat, il n'a pas été «tendre» à l'égard de ceux qui en font leur programme électoral ou argument pour réduire la solution de sortie de crise à leur éviction du pouvoir. Sadi les a justifiés en déniait toute crédibilité à leur condamnation du bilan «effectivement catastrophique» de l'homme Bouteflika, qui passe sous silence celui du système qui lui a permis d'arriver au pouvoir et de le conserver, malgré le bilan, et s'appête à lui octroyer une rallonge.

La relance de la proposition des trois personnalités évoquées est chose faite assumée par un Saïd Sadi qui n'en fut pas pourtant «emballé» quand elles l'ont rendue publique mais qui a fini par en reconnaître la pertinence des préconisations et leur caractère imprégné par la volonté de préserver la nation du risque d'implosion de son unité nationale.

Tirage du N°5855  
119.778 exemp.

**Le Quotidien**  
D'ORAN

Edition Nationale d'Information  
Editée par la SPA  
ORAN - PRESSE  
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président  
Directeur Général  
Directeur  
de la Publication  
Mohamed Abdou  
BENABBOU

Direction - Administration  
Rédaction centrale  
63, Ave de l'ANP - Oran  
B.P.N°110 - Oran  
Tél. 041.32.63.09  
32.72.78 / 32.91.34  
32.86.66 / 32.86.67 / 32.86.68

Fax Pub: 041.32.69.06  
Fax et Rédaction  
041.32.51.36 / 32.69.06

Imp.: Oran : imprimerie  
"Le Quotidien d'Oran"  
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"  
Constantine : S.I.E.  
Quargla : S.I.A.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>  
E-mail : [infos@lequotidien-oran.com](mailto:infos@lequotidien-oran.com)  
[publicite@lequotidien-oran.com](mailto:publicite@lequotidien-oran.com)  
[admin@lequotidien-oran.com](mailto:admin@lequotidien-oran.com)  
[lequotidiendoran@yahoo.fr](mailto:lequotidiendoran@yahoo.fr)

Rédaction Algéroise  
Tél.: 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57  
Pub  
Tél.: 021. 64.96.44

Rédaction Constantinoise  
Tél.: 031.64.19.81 - Fax : 031.64.19.80  
Diffusion : Ouest: SEDOR Tél.: 041.58.85.52  
Centre: SEDOR - Est: S.O.D.I. PRESSE - Sud: TDS

**En visite à Boumerdès  
Sellal rassure  
les lycéens**

**Boumerdès ne s'est toujours pas débarrassée de ses nombreux sites de préfabriqués, gros stigmates des conséquences du tremblement de terre qui a frappé la région, en 2003. Le Premier ministre promet de les faire éradiquer, durant les deux années à venir.**

**De notre envoyée spéciale à Boumerdès : Ghania Oukazi**

La brève tournée que Abdelmalek Sellal a effectuée, hier, à Boumerdès, a permis de voir que la région a été, certes, reconstruite mais elle a, aussi, renvoyé les esprits à 2003, lorsqu'un violent séisme, un certain 21 mai, a écrasé Zemmouri et détruit les importantes bâtisses de la wilaya. Au lendemain de la mise en place des maisons préfabriquées ou chalets, le président de la République avait promis que les familles devaient être, toutes recasées, avant l'hiver. Dix ans sont passés et les sites, avec toutes leurs horribles extensions, sont toujours implantés dans la wilaya.

Le Premier ministre rassure «les blessures ne guérissent pas si les plaies ne sont pas totalement pansées.» Il promet que «les programmes de reconstruction seront poursuivis, et on ne tolérera, au retard, dans les délais de réalisation, sous aucun prétexte, notamment aujourd'hui, qu'on a allégé toutes les procédures de l'Habitat.» Il affirme, alors, «on ne veut plus entendre parler des chalets!» Sellal fait savoir qu'il en reste 12.000, qu'il faut éradiquer, 4.000 logements sont en phase d'achèvement et 8.000 vont être lancés, on a, même, permis au wali de signer des marchés de gré à gré, avec des entrepreneurs et les travaux devront commencer, dans les trois mois à venir.»

Il recommande l'éradication totale de l'ensemble des chalets, parce que, dit-il «il ne faut plus qu'on voit, encore, cette catastrophe, ça rappelle de trop mauvais souvenirs.»

Le Premier ministre a profité pour lancer un appel pressant aux lycéens et à leurs familles. «Nous avons remarqué, ces derniers temps, un chahut dans certains lycées. De cette tribune, j'aimerais préciser aux élèves et à leurs familles qu'aucun retard, dans les cours, ne sera accepté, le programme scolaire sera poursuivi,

les vacances seront maintenues aux dates qui leur ont été fixées, et les dates d'examens arrêtées, à la faveur d'un dialogue entre la tutelle, les enseignants et les parents d'élèves.» Il avertit qu'«il ne doit y avoir aucune incidence négative sur les élèves, ni aucune perturbation de leurs programmes.» Des cours de rattrapage seront, selon lui, assurés sans que les vacances ne soient chamboulées.» Il estime ainsi que «le dialogue est la meilleure solution et on est prêt à dialoguer avec tous les syndicats connus.» Sellal promet encore : «je suis disposé à prendre toutes les mesures nécessaires pour résoudre les problèmes de tous les enseignants et tous les élèves mais je ne tolère aucun retard.»

Un message plein d'affection et... d'humour aux élèves «prenez vos cours, mes enfants, vous les reprenez, comme vous le dites, normal, vos vacances, normal, vos programmes, normal et vos examens, normal.»

La Renaissance en Algérie ? Sellal affirme y croire «fortement, avec un projet national supérieur, c'est possible,» pense-t-il.

Avant de se réunir avec les représentants de la société civile et les élus de la wilaya de Boumerdès, le Premier ministre a eu à visiter la station de dessalement de Cap Djinet, un projet de réalisation d'une centrale électrique, un autre de 1.200 logements et un stade de 10.000 places. A son arrivée dans un des chantiers, il sera accueilli avec des sons folkloriques de la région (tambour et flûte) et de nombreux jeunes, portraits de Bouteflika et emblème national à la main, scandant des «viva Bouteflika.» Sellal ne s'arrêtera pas devant ces jeunes dont une grande partie a dansé pendant longtemps. «Il ne peut pas aller les voir, il est en visite officielle», nous dit un de ses conseillers...

On nous rappelle au passage que «Rocher Noir», dans la wilaya de Boumerdès, a vu s'installer le GPRA sur ses territoires.

**Terrorisme**

**«La main de la réconciliation est toujours tendue»**

Le 1<sup>er</sup> ministre affirme à partir de Boumerdès que la charte pour la paix et la réconciliation nationale est toujours en vigueur. Il l'a dit lorsqu'il a demandé à «certains, des minorités, qui activent encore à Boumerdès ou en dehors, dans d'autres régions, qu'ils comprennent définitivement que la main de la réconciliation est toujours tendue, nous sommes des gens de paix». A ceux, dit-il encore, «qui ont failli, l'Algérie est devenue une référence en matière de réconciliation, on se rappelle tous les années 90, l'Algérie était en cessation de paiement, aucun pays arabe ni européen n'a voulu nous passer de l'argent, pas de visa pour personne, rares ceux qui pouvaient l'avoir pour aller se soigner ou rendre visite à leur famille». Pour lui, «la stabilité est aujourd'hui liée à la personne du président de la République, je pars vendredi matin en son nom au Tchad et je reviens le soir, il faut que l'Algérie soit présente pour trancher dans les questions africaines, on n'achète pas la paix, ni la stabilité, on la construit».

Le PAPW a rappelé aux représentants de la société civile et les élus de la wilaya, présents à la réunion organisée hier par le 1<sup>er</sup> ministre, que

Sellal a été le premier wali de Boumerdès après son institution en tant que wilaya à la faveur du découpage administratif de 1984. «J'ai été nommé wali ici en février 84, mais je ne suis resté que 4 mois, et on a tiré le tapis de sous mes pieds (djebdou bia elhssira), pour m'envoyer en tant que wali à Adrar, ce qui m'a rendu plus sage», a rétorqué le 1<sup>er</sup> ministre. Il fera aussi savoir qu'en tant que ministre de l'Intérieur, il a eu à venir à Boumerdès pour expliquer la politique de la concorde civile.

Il rappelle qu'aujourd'hui, il sera à Illizi et terminera son périple la semaine prochaine, par Tipaza. «On aura ainsi visité toutes les wilayas de la République, on a fait un travail de proximité et mené un dialogue franc», a-t-il dit. Il évoquera «les insuffisances et là où on a failli, on règlera tout ce qui reste en suspens». Samedi, il procédera à l'ouverture du congrès de l'UNPA qui se tiendra à Zéralda.

On apprendra par la voix du PAPW et du wali que la wilaya de Boumerdès manque d'une manière accrue d'électricité, de gaz de ville, de réseaux d'assainissement et de l'AEP. «Son budget est dérisoire», dit le wali. **G. O.**



Ph.: APS

**Université de Boumerdès**

**Sellal veut recourir à la coopération technique en matière d'enseignement**

**Lors de sa visite du pôle universitaire de Boumerdès, le 1<sup>er</sup> ministre a choisi de se rendre à l'institut de génie électronique et électrique où un exposé sur les missions universitaires et le développement de leurs programmes lui a été fait par le recteur du pôle.**

Comment exploiter les hydrocarbures conventionnelles avec des technologies modernes, c'est à cette question que nous devons avoir les moyens pour y répondre, il faut impérativement le faire», a exigé le 1<sup>er</sup> ministre. Il a recommandé à son interlocutrice, recteur de l'université Si M'Hamed Bouguerra de Boumerdès, de réorienter les programmes et de faire un choix approprié des filières au regard des besoins nouveaux en technologie du pays. Sellal rappelle à cet effet que «l'Algérie est la troisième réserve au monde de gaz de schiste, on va y aller, on va l'exploiter dans 5, 10 ou 15 ans, on va le faire». Il ne manque de relever en outre qu'«on a raté le numérique mais on doit s'accrocher à la nanotechnologie». Il reproche au recteur d'être resté sur le schéma de l'enseignement sur les changements climatiques. «Mais je préfère que vous vous orientiez vers l'économie verte, pour nous faire nourrir et créer de l'emploi». Il estime d'ailleurs qu'«il y a trop de spécialités dans cette université, il faut fixer les filières à Boumerdès quitte à ramener

des enseignants de l'étranger, il ne faut pas dire qu'il n'y en a pas!» Ce que le ministère de l'Enseignement supérieur n'a pas osé faire, le 1<sup>er</sup> ministre le décide et instruit les responsables des pôles universitaires à importer le savoir.

Il est clair qu'aujourd'hui il est permis de recourir à la fameuse coopération technique que l'Etat avait «employé» durant les années 60-70 et 80. Il est fort probable que l'Algérie aille vers la reprise de ce concept en revoyant certains de ses volets. Il se serait question selon les spécialistes de coopération technique «choisie» selon les exigences de l'économie et du marché nationaux. «Il faut un encadrement de qualité pour le pays, il faut aller vers une spécialisation en pétrochimie parce qu'il faut qu'on aille vers la transformation du gaz surtout, qu'on en a moins aujourd'hui», explique Sellal. Il recommande aussi d'envoyer les Algériens à l'étranger pour se former dans les spécialités en énergie conventionnelle et non conventionnelle (gaz de schiste). Il veut que l'enseignement universitaire en particulier

à Boumerdès soit orienté vers les biotechnologies. Il s'emportera presque pour souligner à l'attention du recteur que «vous jetez de l'argent, pour moi, Boumerdès est un pôle d'excellence en technologies, il faut qu'il soit globalement, vous ne pouvez pas continuer à faire du saupoudrage!» Pour lui, «faire un peu de tout dans un pôle qui doit être spécialisé dans les hydrocarbures et les technologies modernes qu'il leur faut, ce n'est pas bien et ce n'est d'aucune utilité pour le pays».

Sellal demande à ce que «tous les investissements à venir doivent être orientés dans des domaines dont le pays a besoin parce qu'à ce jour, il y a une mauvaise adéquation entre la formation et le marché de l'emploi». Il précise que «nous allons exploiter de nouvelles capacités en hydrocarbures, qui exigent des compétences d'un autre niveau, les élèves de l'Algérie vont être formés dans ce domaine dans l'université de Boumerdès, qui doit aussi assurer la formation des cadres du secteur». Il estime ainsi que «c'est une obligation pour Boumerdès et pour l'Algérie». **G. O.**

**Raina Raïkoum**

Kamel Daoud

**Vers un «Aidez-moi!» médical télévisé**

**Comment ? Simple. Il sait que les Algériens sont de grands émotifs, des passionnés de la brièveté et de l'emportement à cheval ou à pied : il faut donc en appeler**

**à leur sens de la pitié et de la compassion. Se présenter à eux malade, voix chevrotante, l'œil humide pour s'adresser à leur vaste cœur et pas à leurs petites raisons. Cela a déjà fonctionné en mai 2011 en pleine tempête. Là, il fallait se faire passer pour le père du peuple fatigué par tant de sacrifices et de martyr. Incarner la génération qui ne veut pas du pouvoir sauf comme Devoir et crier «notre génération est finie». Justement pour faire pitié et provoquer la réaction contraire. Genre manœuvre à la Nasser ou à la De Gaulle. Cette fois cela sera encore du Gaullisme. La formule ? Le «Aidez-moi!» du célèbre Général qui obsède cette génération. Mais «Aidez-moi» contre le temps, la maladie, l'usure, l'âge, la loi de Dieu et de ses poussières.**

**Là, les Algériens seront touchés dans leur sens de la compassion et vous redonneront le pays comme un mouton que l'on offre au pauvre lors de la mort de son Père. C'est une technique qui fonctionne depuis la traversée du désert avec carte visa émirati. Manteau élimé et mine de l'homme trahi par les siens. Le prochain message TV sera**

**donc un appel au don de sang type «Rhésus éternité». Une technique de l'affect. Une cul-pabilisation des profondeurs : vous voulez nous lâchez nous ? Les pères ? Vous n'avez pas peur de la malédiction des fils égarés ? N'avez-vous aucun sens de la pitié, de la charité et de l'honneur ?**

**Méthode minable et indigne ? En politique rien n'est minable, sauf l'échec. Tous les moyens sont bons pour rouler un peuple et jouer sur ses peurs. L'apitoyer en est un de bon à cet âge. Donc c'est le round zéro qui se dessine : d'un coup, le handicap physique devient un argument de campagne. La maladie devient une force pour convaincre. L'usure devient une preuve de bonne foi. «Voyez, j'ai abîmé mon corps à vous servir et à servir cette nation. Vous ne pouvez pas ne pas me réélire». L'homme assis obligera le peuple à s'allonger. Il jouera la culture patriarcale de ce peuple, sur son sens de l'honneur et de la générosité. On peut ainsi mendier un pays entier à un peuple qui ne possède que ça.**

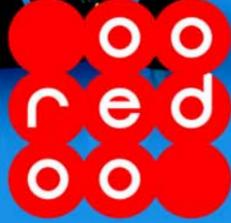
**Quand ? Le «Aidez-moi!» était prévu pour hier dit-on, cette chronique étant écrite à la mi-journée. Ou pour aujourd'hui. Ou demain. Juste le temps de synchroniser l'image et le son, la main, le trait, le verbe et la mine, séparés depuis des mois.**

## Ooredoo souhaite bonne chance à nos volleyeuses pour la Qualification au Championnat du Monde 2014

Tournoi africain - Alger, du 23 février au 1er mars 2014



Ooredoo, Sponsor Officiel et Principal de l'Equipe Nationale Féminine et de la Fédération Algérienne de Volleyball



www.kialgerie.com

# KIA UNE KIA?

c'est le moment !!!

**STOCK DISPONIBLE**



The Power to Surprise

PICANTO, jusqu'à -45 000 DA, Rio - 70 000 DA, CERATO, -90 000 DA, CARENS, -170 000 DA, SPORTAGE S-Premium 4x2, -120 000 DA, SORENTO, -180 000 DA



KIA MOTORS ALGERIE. Caroubier, TEL.021 49 74 19 / 22, Chéraga, TEL.021 37 99 26 TEL/FAX.021 37 97 63, Birtouta, TEL.021 44 21 52 / 57, Oran, TEL.041 49 91 75

**Habitat**

**Les premiers logements promotionnels publics livrés fin 2016**

**Le programme de réalisation de logements promotionnels publics (LPP) est en train d'être réalisé conformément au calendrier des opérations, a indiqué hier mercredi le directeur général de l'Entreprise nationale de promotion immobilière (ENPI), M. Amar Guelati, à la radio nationale.**

**Yazid Alilat**

Le programme LPP, qui concerne les revenus allant de 108.000 à 216.000 dinars, est en cours de réalisation avec le lancement des chantiers de réalisation et les envois des ordres de versements à quelque 36.000 souscripteurs dont les dossiers ont été acceptés sur les 46.000 déposés depuis le mois de juillet dernier, date d'ouverture des demandes par internet. Les citoyens dont les dossiers ont été rejetés peuvent faire un recours dans un délai d'un mois et la commission de recours devrait entamer leur étude au mois de mai prochain, selon les déclarations de M. Guelati à la radio nationale. Les premiers logements de la formule LPP seront livrés à la fin 2016 et au plus tard au début du premier trimestre 2017, a précisé le directeur général de l'ENPI, selon lequel l'entreprise est arrivée actuellement à l'envoi aux souscripteurs retenus entre 500 et 800 ordres de versement par jour de la première tranche. "Notre objectif est de livrer les logements le plus rapidement possible", a-t-il précisé, soulignant que les chantiers ont été ouverts pour la réalisation de ce programme dont les souscriptions restent toujours ouvertes auprès de l'ENPI. Le montant du premier versement, qui a été fixé dans une première phase à un million de DA, a été révisé pour être à hauteur de 500.000 DA, et autant pour le second versement, prévu au cours de l'année 2015. Les souscripteurs peuvent en outre bénéficier d'un crédit bancaire à un taux bonifié de 3%. Ainsi, la construction de quelque 16.000 logements a été lancée, dont 8.000 dans la wilaya d'Alger, 2.267 à Sidi Abdellah, 1.064 à Semrouni et 532 à Tipasa. De-

puis le début de l'opération de souscription à ce programme, complémentaire avec celui de l'AADL, 60.000 formulaires de souscription ont été retirés dont 46.000 dossiers ont été déposés et après examen, seulement 36.000 ont été retenus et qui auront leurs logements en principe à partir de la fin 2016. Sur les 8.000 dossiers rejetés, 5.000 ont été déposés dans la wilaya d'Alger. Par ailleurs, "des bureaux d'études seront désignés pour assurer un suivi rigoureux des différents chantiers", a souligné M. Guelati, selon lequel "500 ingénieurs et architectes seront prochainement recrutés pour superviser les différents projets". Le type de logements prévus par ce programme est en R+5 et R+9, avec des maisons individuelles pour les souscripteurs du sud du pays. «C'est la dernière catégorie d'habitat sera réservée aux wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux», a encore relevé le directeur général de l'ENPI. Par ailleurs, il a affirmé que les 4.000 souscripteurs de logements AADL, réorientés récemment vers la formule du logement promotionnel, bénéficieront d'une priorité absolue dans le traitement de leurs dossiers. Ce programme de logements promotionnels, soutenu par le gouvernement, a été doté d'un financement de 1.000 milliards de dinars, devant être débloqués par le Crédit populaire d'Algérie (CPA), après la signature d'une convention en mai 2013 pour la construction de 151.850 logements répartis sur 48 wilayas. Répondant par ailleurs à des questions de souscripteurs, M. Guelati a notamment rassuré que ceux qui n'ont pas reçu leur ordre de versement, qu'ils peuvent retirer un duplicata auprès de la direction générale de l'entreprise, à Bab Ezzouar, à Alger.

**La direction de campagne de Benflis dénonce le «parti pris» de l'ENTV**

**Z. Mehdaoui**

L'opinion publique a relevé du comportement marqué du sceau de la partialité et du parti pris, émanant de la Télévision publique qui a, délibérément, adopté une attitude discriminatoire, à l'endroit du candidat indépendant Ali Benflis», a tenu à dénoncer, hier, la direction de campagne de Benflis. Dans un communiqué, parvenu à notre rédaction, la direction de campagne du candidat à la présidentielle du 17 avril prochain soutient que l'ENTV, en couvrant les travaux de certaines formations politiques qui ont décidé d'apporter leur soutien au candidat indépendant Ali Benflis, les commentateurs de la Télévision publique ont, sciemment, omis de citer le nom du candidat affublé, étrangement, du qualificatif un «autre candidat». «Cette entorse aux règles élémentaires de l'éthique et de la déontologie et cette violation des sujétions de servi-

ce public s'ajoutent à la couverture, à minima, dont a fait l'objet le candidat indépendant Ali Benflis, lors de sa déclaration de candidature, le 19 janvier dernier», dénonce, également, le communiqué, signé par le directeur de campagne de Ali Benflis, Abdelkader Sallat. Ce dernier soutient, par ailleurs, que de telles pratiques sont de nature à introduire une suspicion légitime sur la volonté de certains médias publics à respecter le droit à l'information du citoyen et à adopter le principe de la neutralité et de l'impartialité, dans la perspective du prochain scrutin présidentiel. Enfin, la direction nationale de campagne du candidat indépendant Ali Benflis dénonce, vigoureusement, ces «pratiques» et déclare prendre, à tel point, l'opinion publique, sur «le fait que de tels agissements constituent une menace sur la crédibilité et la transparence de la prochaine élection présidentielle».

**Selon l'ONS**

**L'inflation à 2,7% en janvier**

**Moncef wafi**

Pour le deuxième mois consécutif, l'indice brut des prix à la consommation de la capitale enregistre, pour janvier 2014, une hausse de 0,7% par rapport au mois de décembre 2013 qui, lui, a enregistré une hausse de 0,9%. Une variation mensuelle, malgré tout, en deçà de celle relevée le même mois de l'année écoulée (+1,2%). Cette évolution positive s'explique, selon l'Office national des statistiques (ONS) par les variations de prix des différentes catégories de produits. Ainsi, les biens alimentaires affichent une croissance de 1,4%, répercutant une hausse des prix (+2,0%) des produits agricoles frais, particulièrement la viande de poulet (+1,8%), les œufs (+5,0%) et les fruits (+16,5%). Les produits alimentaires industriels inscrivent, quant à eux, un relèvement de 0,7%, conséquence directe de l'augmentation des prix des lait-fromages et dérivés

(+2,6%) et des huiles et graisses (+0,7%). Les prix des produits manufacturés varient, pour leur part, de +0,3% alors que les services marquent une baisse de 0,3%. En janvier 2014 et par rapport à janvier 2013, le niveau moyen des prix des produits manufacturés a accusé une baisse de 1,1%, celui des services se situe à +2,4%. Le rythme d'inflation annuel, de février 2013 à janvier 2014 et de février 2012 à janvier 2013, s'élève à +2,7%. Et en janvier 2014 et par rapport à janvier 2013, le niveau moyen des prix des biens alimentaires a connu une hausse de 1,4% avec près de +1,0% pour les produits agricoles frais et +1,8% pour les produits alimentaires industriels. Quant à l'indice national des prix à la consommation, il est établi sur la base d'observation des prix effectuée auprès d'un échantillon de 17 villes et villages représentatifs des différentes régions du pays. Pour le mois de janvier 2014, l'indice général des prix à la consom-

mation au niveau national enregistre une hausse de 1,1% par rapport au mois de décembre 2013. Les prix des biens alimentaires ont augmenté de 1,9%. Pour cette évaluation, l'ONS s'est basé sur une population de référence constituée de l'ensemble des ménages d'Alger, de toutes tailles et toutes catégories socioprofessionnelles. L'indice se compose de 261 articles représentés par 791 variétés sélectionnées sur la base de critères tels que la dépense annuelle, la fréquence de la dépense alors que les pondérations des variétés sont calculées à partir des dépenses annuelles en 2000, données par l'enquête nationale sur la consommation des ménages. L'indice national est, quant à lui, élaboré selon la même démarche à partir de l'observation des prix auprès d'un échantillon de 17 villes et villages représentatifs du territoire national et répartis selon les strates géographiques de l'enquête sur les dépenses de consommation.

**El Tarf**

**Deux directeurs du foncier sous contrôle judiciaire**

**A. Ouelaa**

Coup de tonnerre retentissant, sous le ciel de la wilaya d'El Tarf, avec l'éclatement d'une affaire, touchant au foncier. Tout a commencé lorsque des citoyens ont alerté les services de la Brigade économique et financière de la Sûreté de wilaya qui ont entrepris, sur ordre du procureur de la République, près le tribunal d'El Tarf, une enquête approfondie, auprès des administrations et secteurs concernés. Ainsi donc, le travail de fourmi, entrepris principalement, auprès de l'Agence foncière, la Conservation

foncière et la DUC a abouti au fait qu'une superficie de 3.400 m<sup>2</sup>, destinée à la construction, a été morcelée en lots à bâtir dont la superficie a été reconfigurée et réajustée, puis régularisés pour des personnes dont certaines sont des proches du directeur de l'Agence foncière, suivant un procédé douteux. Tout un dossier a été confectionné par les enquêteurs dans cette affaire puis remis au procureur de la République du tribunal d'El-Tarf qui l'a transmis au magistrat instructeur, aux fins de l'instruction préliminaire qui s'est achevée, tard, dans la journée de mardi, avec la mise sous contrô-

le judiciaire, après leur audition, du directeur de l'Agence foncière et celui de la Conservation foncière qui, lui, se trouvait au moment des faits, dans la wilaya d'El-Tarf, et occupant actuellement, les mêmes fonctions dans une autre wilaya, pour trafic d'influence et octroi d'avantages injustifiés. Un chef de service, à la direction de l'Urbanisme, a été, lui, laissé en liberté provisoire dans le cadre de la même affaire. Pour rappel, enfin, lors de la récente session de l'APW, un élu s'en est pris, vertement, au directeur de l'Agence foncière, sur la manière avec laquelle est géré le foncier.

**Ouargla**

**Deux morts et 14 blessés dans un accident de bus**

Deux personnes sont décédées et 14 autres blessées, dans un accident de circulation, survenu, mardi soir, sur la RN-3, entre Touggourt et El-Hedjira, a-t-on appris, hier, auprès de la Protection civile de la wilaya de Ouargla. L'accident s'est produit lorsqu'un bus de transport de voyageurs, assurant la liaison Bata-Ilizi, est entré en collision avec un véhicule touristique, roulant dans le sens opposé, provoquant le ren-

versement du bus. L'accident a causé la mort, sur place, du conducteur du bus et d'un passager du véhicule léger et des blessures à 14 autres personnes parmi les passagers du bus, selon la même source qui signale que celles-ci ont été transférées à l'hôpital 'Mohamed Boudiaf' de Ouargla. Une enquête a été ouverte par la Gendarmerie nationale pour établir les circonstances de l'accident.

**Tlemcen**

**Plus de 17 quintaux de kif saisis**

**Cheikh Guetbi**

Les éléments de la Brigade régionale de lutte contre le trafic de stupéfiants ont investi, hier, vers 2 h du matin, la demeure d'un narcotrafiquant, B.M, âgé de 30 ans, située, au village frontalier de Boukanoun, dans la commune de Bab El Assa où ils ont découvert 17,62 quintaux

de kif. Cette quantité était entreposée dans le garage, sous forme de 44 colis et une partie était contenue dans 26 jerricans. Selon la cellule de communication de la Sûreté de wilaya, les policiers se sont heurtés, lors de l'intervention, à un chien dressé pour la défense des lieux. Il leur a fallu faire usage d'un pistolet à impulsions électriques (Ta-

ser) pour le neutraliser et réussir à pénétrer dans le garage. La cellule de communication qui a souligné qu'un officier de police a été blessé, lors de cette intervention, n'a pas précisé si le narcotrafiquant a été interpellé ou pas. A noter que c'est la 3<sup>ème</sup> saisie du genre (un total de plus de 30 quintaux) qui a été opérée, à Boukanoun, durant cette semaine.

**Un terroriste abattu à Sidi Ali Bouneb**

Un terroriste a été abattu, mardi, par un détachement de l'Armée nationale populaire, dans le massif forestier de Sidi Ali Bouneb (entre Tizi Ouzou et Boumerdès), a indiqué, hier, un communiqué du ministère de la Défense nationale. «Lors d'une opération menée par un détachement de l'Armée nationale populaire, relevant du secteur opérationnel de Boumerdès (1<sup>re</sup> Région militaire), un terroriste a été mis hors d'état de nuire, mardi,

aux environs de 04h du matin, suite à un accrochage dans la région de Oued Agougou, dans le massif forestier de Sidi Ali Bouneb, entre Tizi-Ouzou et Boumerdès», a précisé la même source. Au cours de cette opération, trois fusils de chasse, quatre bombes artisanales, un PC-portable, un groupe électrogène, des denrées alimentaires, des médicaments et d'autres objets ont été récupérés, a-t-on ajouté.

ser) pour le neutraliser et réussir à pénétrer dans le garage. La cellule de communication qui a souligné qu'un officier de police a été blessé, lors de cette intervention, n'a pas précisé si le narcotrafiquant a été interpellé ou pas. A noter que c'est la 3<sup>ème</sup> saisie du genre (un total de plus de 30 quintaux) qui a été opérée, à Boukanoun, durant cette semaine.

**Béni-Saf**

**Trois pêcheurs secourus par les garde-côtes**

**Mohamed Bensafi**

Trois marins-pêcheurs, qui se sont retrouvés, dans la nuit de lundi à mardi, coincés entre mer et ciel, n'ont eu leur salut que grâce à la prompt intervention des garde-côtes de Béni-Saf. Une panne technique sur le moteur de leur embarcation "Ab-

dallah", une barque de 5m de long, avait figé ces petits spécialistes dans la pêche de l'espadon, à lancer des appels de détresse par radio. Aussitôt alertés, les éléments de la Police maritime se déplacèrent sur les lieux pour apporter leur assistance. Il a fallu presque 05 heures, à ces derniers, pour achever une opération de secours qui

s'est déroulée à 15 miles, à l'ouest du port de Béni-Saf, soit au large de Ouardania (Oulhaça). Un peu plus tard, les 03 marins-pêcheurs (âgés entre 35 et 40 ans et tous originaires de Béni-Saf) finissaient de boire le café chaud, offert par leurs sauveteurs, et s'apprêtaient à rejoindre, tout soulagés, leurs familles. Une enquête a été ouverte.

# Pourquoi un quatrième mandat ?



Par Mourad  
Benachou

**A** considérer le nombre de candidats à la magistrature suprême qui se sont déclarés, soit en proclamant urbi et orbi leur ambition d'occuper le grand bureau d'El Mouradia, soit en retirant le symbolique formulaire des services du Ministère de l'Intérieur, on a l'impression que cette foule de prétendants, veut ardemment concourir, non à la charge la plus lourde et la plus complexe du pays, mais à un poste de chef de bureau dans une mairie perdue des Hauts Plateaux.

## UNE FOULE HÉTÉROCLITE DE CANDIDATS

Cette pléthore regroupe dans la même ambition des personnalités publiques nationales ou parcours brillant au service du système qui les a cooptés, mais qu'ils jurèrent de vouloir changer, et des hommes dont la candidature ressortit plus du folklore que du réalisme politique.

L'un et l'autre de ces deux groupes sont trop apparents pour qu'on ait à en désigner nominativement les composants. Loin de donner la preuve que le pluralisme s'est enraciné dans la pratique politique du pays, cet excès de candidats reflète une profonde crise frappant la société algérienne, qui a fini par perdre tous ses repères, et est en panne de leadership.

La nature ayant peur du vide, selon le juste adage, tout un chacun se croit apte à prendre en charge les problèmes du pays, et est convaincu qu'il a les capacités tant intellectuelles que caractérielles pour mener le peuple algérien au rivage de la stabilité et de la prospérité dans l'indépendance, et pour lui insuffler de nouvelles valeurs qui le haussent aux défis de ces temps dangereux.

## UN LEADERSHIP EN DÉSHÉRENCE

Le problème apparaît comme la solution: le leadership du pays semble en état de déshérence; donc tout un chacun peut prétendre à remplir ce vide.

Étrange raisonnement que celui qui consiste à tirer la nécessité du trop plein pour combler le vide. et c'est, pourtant, ce raisonnement qui semble animer les multiples candidatures dont les uns tirent la légitimité de leurs ambitions de la carte de visite que leur a offert le système et les autres brandissent un certificat de non-résidence pour se prévaloir d'une expérience acquise à l'étranger qu'ils prétendent vouloir faire profiter leurs concitoyens brusquement remémorés pour l'occasion.

D'autres font état leur renommée littéraire comme preuve de leur aptitude à gérer le pays tout entier. Certains mettent en avance leur date de naissance pour prouver qu'ils apporteront un sang frais à la tête du pays.

## MAIS QUI A PROUVÉ DES CAPACITÉS DE LEADERSHIP ?

Dans cette foule qui se propose au choix des Algériennes et des Algériens, il n'y en a aucun qui se distingue par une capacité démontrée non seulement d'exprimer en termes clairs et compris de tout un chacun les causes du mal algérien, mais également de proposer des solutions à la fois faciles à comprendre et réalisables.

Tous les candidats manquent de cette habilité à convaincre qu'ils ont vraiment ce qu'il faut pour sortir le pays du borbier dans lequel il a été placé.

Les moins convaincants sont évidemment ceux qui ont contribué à maintenir en vie ce système et en ont été les serviteurs fidèles, si ce n'est serviles. Sous-produits du systèmes, dont ils brandissent à toute occasion la carte de visite qu'il leur a offert, ils sont d'autant moins convaincants, quelles que soient leurs proclamations de virginité politique retrouvée du fait de leur basculement dans la critique acerbe, qu'ils ont attendu, pour proclamer que «ce régime n'avait rien de bon,» d'être éjectés, pour des motifs aussi clandestins que ceux sur la base desquels ils ont été promis.

## DES CANDIDATS SOUS-PRODUITS DU SYSTÈME!

En fait, ces candidats, loin de représenter une menace sérieuse pour le candidat déjà titulaire de la position, contribuent à rehausser le poids de sa candidature, car c'est de lui que leurs vient le poids social leur permettant de se présenter.

N'ont-ils pas été choisis par lui pour l'assister dans le gouvernement du pays? La cooptation étant le fondement des promotions politiques dans ce pays, et les cooptateurs n'étant

pas tenus de révéler les critères sur la base desquels ils ont choisi telle personne plutôt que telle autre pour occuper les postes les plus importants du pays, le coopté doit tout son prestige social à ses cooptateurs, et non à telles ou telles qualités qui l'auraient fait distinguer, dans l'opinion publique, d'autres candidats aussi -si ce n'est plus-qualifiés que lui. C'est de la part du coopté un sérieux manque de gratitude à l'égard de ses cooptateurs que de se retourner contre eux quand ils ont décidé de se passer de ses services. On a la nette impression que quelque part il y a des analystes de la fourberie qui promeuvent au poste le plus recherché après la position de chef d'Etat celui dont l'indice de dissimulation est le plus élevé!

C'est en même temps un manque de moralité politique de base, qui ne promet rien de bon, et dont une règle d'or est de ne pas mordre la main qui vous a donné à manger et vous a mis au rang des hommes les plus connus du pays.

Devant tout à ce système, leur meilleur choix aurait été de ne pas le desservir dès lors qu'il a décidé de les éjecter d'un poste qu'ils ont dû moins à leur valeur intrinsèque qu'à son bon plaisir.

## LES CANDIDATS LES PLUS TITRÉS ET LES MOINS APTES À CHANGER LE SYSTÈME

En réfutant leur capacité à être des candidats crédibles, pour la bonne raison qu'ils ont gagné leurs «galons» politiques par la grâce du système contre lequel ils se retournent maintenant, on ne tire nullement la conclusion que ce système n'a pas besoin de se réformer profondément si on veut éviter le sort d'autres pays de la région.

On veut seulement souligner le fait qu'étant des sous produits du système, ils sont les moins aptes à le changer ou à le faire évoluer pour que peu à peu il laisse la place à un système plus efficace et plus transparent.

Les mêmes forces qui, pour défendre leurs propres intérêts, ont aidé ces candidats à se placer au devant de la scène ne vont pas certainement pas accepter de se plier aux exigences que dicteraient des réformes politiques, économiques et sociales contraires à ces intérêts, si, ayant atteint la magistrature suprême, l'un ou l'autre de ces candidats venait à garder ses velléités réformatrices esquissées dans ses promesses électorales.

On aurait la continuité dans le changement de personnel politique, et non le changement par la rupture avec le passé. Et, sans aucun doute, on assisterait à des règlements de compte mettant aux prises les membres du sérail dont les uns et les autres sont issus. Et au lieu de réformes attendues, on aurait un bain de sang-réel ou figuré- dont le peuple serait de nouveau le spectateur impuissant.

## UN SYSTÈME SANS CONTREPOIDS

Le système politique actuel n'admet pas de contre poids au pouvoir de celui qui exerce la magistrature suprême; et compter sur la sagesse du candidat qui promettrait de passer de l'adhésion pleine et entière et sans réserve à ce système de gestion des affaires du pays à un système plus équilibré d'exercice du pouvoir suprême, est prendre ses désirs pour des réalités.

C'est dans leur déclaration d'adhésion à la démocratie pluraliste que ces candidats-maison sont les moins crédibles. Ils ne feront rien, une fois parvenu au pouvoir suprême, pour le changer et mettre à sa place un système qui restreindrait leur liberté d'en faire à leur tête, tout comme celui qu'ils critiquent avec tant de hargne.

Tout simplement, la démocratie est, dans ce pays, un mouvement ressortissant du débat intellectuel, non de la pratique politique traditionnelle.

## QU'EST-CE DONC QUE LA DÉMOCRATIE?

De plus, on sait que la «démocratie» est devenue un slogan, si ce n'est un cri de guerre, et même si ce n'est un prétexte d'intervention armée directe, contre les pays qui contreviennent aux nouvelles règles de l'ordre international.

Le concept est d'autant plus dangereux, si ce n'est destructeur, que son contenu n'a pas de définition uniforme. La pratique démocratique, telle qu'elle est vécue ailleurs, favorise, certes, la liberté individuelle tant qu'elle ressortit des affaires strictement privées, mais enlève toute influence aux citoyens dans les domaines essentiels de l'économie, de la défense et des relations internationales.

La pratique politique démocratique est une fiction habilement entretenue par les hommes de pouvoir et d'argent pour dissimuler une réalité politique où le peuple ne connaît pas des décisions les plus cruciales à son existence.

Tout citoyen n'est en fait qu'un sujet qu'on

berce-en le laissant agir comme il l'entend dans sa vie personnelle, en l'abandonnant à toutes ses turpitudes les plus basses, en l'encourageant même à se droguer, de l'illusion qu'il est la source du pouvoir.

## DÉMOCRATIE ET STABILITÉ POLITIQUE

Si, par malchance, on établissait un système démocratique à la mode occidentale, quelles forces économiques, financières, nationales ou étrangères, manipuleraient-elles les mécanismes du pouvoir pour faire prendre les décisions qui les arrangent? Quelles distorsions anti nationales et islamophobes seraient convoquées, sous l'influence de puissances étrangères, par une presse qui confondrait liberté d'expression et propagande antinationale et reprise servile des slogans antipathiques à la culture nationale, pour ce qui en reste, et à l'unité nationale tant menacée? Jusqu'à quelles extrémités irait-on pour accentuer les discordes sous couvert d'exercice de la liberté d'opinion? Ne voit-on pas cette sacro sainte liberté d'opinion s'exercer de manière unilatérale au profit exclusif de certaines idées et au détriment d'autres dans les pays qui s'en réclament tout en exerçant une censure sournoise et hypocrite sur les idées qu'ils n'aiment pas? Comment définir la laïcité dans un pays où la religion a perdu tout rôle autre que social et où la place de la charia a été réduite à la portion congrue? Comment croire à la laïcité occidentale quand sa civilisation se proclame judéo-chrétienne, quand le génocide pour raison religieuses est accepté sur la Terre Sainte, et qu'une province d'un pays se proclamant laïc veut définir une laïcité fondée sur la Croix?

## DES PROMESSES EN L'AIR

Le candidat qui fait croire qu'il aurait la capacité d'agir selon sa conscience, bonne ou mauvaise, dans l'exercice de son pouvoir, et qui promettrait aux Algériens une démocratie totalement copiée sur les meilleurs exemples étrangers est soit naïf, soit inconscient, soit incompétent; et dans les trois cas, il s'exclurait de la course au pouvoir suprême. Un système politique est un ensemble complexe d'échange de services et d'équilibre d'intérêts matériels et moraux qu'il est difficile de changer sans usage de la violence extrême.

## POLITIQUE INTÉRIEURE ET RELATIONS INTERNATIONALES

De plus, dans ce monde où la distinction entre politique nationale et politique étrangère est de plus en plus difficile à maintenir, où la moindre décision interne a des répercussions sur les rapports avec tel ou tel pays, y compris dans le domaine de l'éducation ou du droit de propriété, encore plus dans le domaine économique, sous le couvert de la mondialisation qui constitue une machine à appauvrir les plus pauvres au profit d'une minorité de plus en plus restreinte, il est sûr que les puissances étrangères, qui sont à l'affût de la moindre faille dans le système, pour renforcer leur influence, accentueraient leurs pressions et escaladeraient leurs formes d'intervention si elles sentaient que les réformes institutionnelles ou économiques portent préjudice à leurs intérêts. Tout candidat qui fonderait son raisonnement sur une indépendance totale d'action n'intégrant pas l'élément étranger dans les calculs menant à telle ou telle décision intérieure, risquerait, au cas où il arrive au pouvoir suprême, de conduire le pays à des situations de crise qui pourraient rapidement se transformer en conflit violent et en tentatives directes et franches de déstabilisation, comme cela s'est produit sous le couvert de «printemps arabe.»

## L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE : UNE CONDITION DE L'ÉVOLUTION POLITIQUE PACIFIQUE

Faut-il en conclure que les élections présidentielles n'ont aucune raison d'être, que la meilleure solution serait de nommer un président à vie? Cette conclusion est fautive, car elle ignore le fait que les élections ont le double objectif, non seulement de remettre le compteur à zéro dans la vie politique du pays, de permettre au président élu ou réélu d'avoir les mains libres pour mettre en œuvre une politique qui rompe avec les errements du passé, et constituer une nouvelle équipe qui ne soit pas prisonnière des pratiques que l'on veut abolir, mais

Hé bien ! filles d'enfer, vos mains sont-elles prêtes ?  
Pour qui sont ces serpents qui sifflent sur vos têtes ?  
À qui destinez-vous l'appareil qui vous suit ?  
Venez-vous m'enlever dans l'éternelle nuit ?

(Racine (1639-1699), *Andromaque* (1667) Acte V, scène 5)

également à l'opinion publique d'exprimer avec clarté son vœu de voir renforcé la légitimité du chef de l'Etat.

## LE SYSTÈME POLITIQUE DOIT SE RÉFORMER

Il ne fait pas de doute que le système politique actuel, dans ses errements, n'est pas viable à moyen terme, et qu'une nouvelle direction dans les domaines économique, politique et social, doit être adoptée, qu'une nouvelle moralité dans la gestion des affaires publiques soit respectée, qu'apparaisse une nouvelle pratique institutionnelle renforçant l'état de droit et donnant plus de poids à l'opinion publique, que soit plus transparente la gestion des grandes affaires du pays.

## DES CANDIDATS ENVELOPPES-SURPRISE !

Les candidats, sous-produits du système, n'offrent pas les garanties de personnalité, de culture politique, d'indépendance intellectuelle, et de capacité de leadership permettant la continuité de l'amélioration dans la gestion du pays sans tumulte et sans violence. Leurs déclarations d'intention, que reflèteront, sans doute, leurs programmes de campagne, ne seront que des exercices de rédaction, de la pure rhétorique dont la mise en œuvre n'est pas garantie par l'existence d'institutions de contre poids vivaces et dynamiques.

Elire l'un d'eux serait aventureux, car, en fait, personne ne connaît ni leurs convictions profondes, ni leur personnalité réelle. Ils sont autant d'enveloppes surprises qui ne seront découvertes que lorsqu'ils seraient définitivement investis du pouvoir suprême.

C'est le grand défaut du système de cooptation de mettre en avant des hommes en apparence tout acquis, mais en réalité munis d'une capacité de dissimulation qui ne se révèle qu'au dernier moment, lorsqu'il est trop tard.

Quelles sont les convictions profondes et sincères de ces hommes qui sont passés de serviteurs serviles du pouvoir en place à opposants hargneux et revanchards? Personne ne le sait. Et surtout qu'on ne se fie pas à leur verbiage publicitaire qui dissimule plus qu'il ne révèle leurs vraies opinions. Leurs déclarations de principe, leur larmoiement sur les malheurs du pays ne sont qu'hypocrisie et cynisme, un machiavélisme de bas étage, une chaîne de slogans auxquels ni eux, ni d'ailleurs beaucoup de leurs soutiens ne croit!

## EN CONCLUSION

L'avantage du candidat déjà en place est qu'il est connu, avec ses qualités et ses déficiences, dont l'une des plus patentes est de s'être entouré d'hommes soit ingrats, soit incompetents, soit malhonnêtes, soit tous les trois à la fois, et de leur avoir accordé une confiance aveugle qu'ils ont exploité à leur avantage personnel, mais également avec une philosophie du pouvoir clairement exprimée et mise en œuvre avec détermination, cohérence et continuité et sans concession. On peut aimer ou rejeter, certes, cette philosophie, mais elle a donné à ce pays la stabilité et la paix auxquelles aspire chaque Algérienne et chaque Algérien. Tout a-t-il été parfait dans la poursuite de cette philosophie politique? Certes, non! Le positif l'a-t-il emporté sur le négatif? Et comment en juger? Ces questions sont ouvertes au débat, à condition qu'il ne cache pas une volonté de dénigrement sans réserve et sans pudeur de la part de ceux qui ont bénéficié de la générosité du système bien plus que le citoyen lambda, mais attendaient encore plus de retombées positives sur leur propre destin de la part du tenant du pouvoir suprême. Y avait-il une solution alternative à la gestion des affaires du pays, une route moins escarpée, semée de moins de scandales, de plus de prospérité? Laissons les historiens du futur en discuter en leur propre temps. Et surtout qu'on ne transfère pas le débat sur les solutions technocratiques qui font fi des cheminements complexes de la démarche politique et simplifient jusqu'au simplisme les problèmes de changement de système et de valeurs sociales.

Sans aucun doute, les quinze années de pouvoir donnent-elles au Président actuel une expérience de l'exercice du pouvoir, de la gestion des affaires de l'état, de la relation avec les grandes puissances, autant d'acquis qui font de lui, dans le contexte actuel, le meilleur candidat à la Présidence de la République.

# Présidentielle 2014 : allégeances rupture, ou continuité

Par Boudjemaâ  
Haïchour\*

**J**amais élection n'a fait couler d'encre que celle-ci. Au FLN les militants et leur Direction (le Comité Central) n'ont cessé de le crier sur tous les

toits à la candidature pour un quatrième mandat pour deux raisons au moins :

- Celle d'être un Moudjahed ayant accompli les missions les plus complexes depuis le maquis jusqu'à être le porte parole pour plaider les causes justes de par le monde en tant que brillantissime Ministre des affaires étrangères. - celle d'avoir pris la responsabilité du pays à un moment où on a frayé une guerre civile, remettant l'Algérie par une Concorde civile ensuite par celle de la Réconciliation nationale en étroite collaboration de l'ANP et des services de sécurité.

La lecture que j'ai fait sur les deux messages présidentielles ont montré clairement la symbiose des trois Responsables et non moins Moudjahidine (Président Abdellaziz Bouteflika-Salah Gaïd-Toufik Médiène) révélant à ceux qui veulent douter du bien-fondé de la Génération de Novembre 54 dont la hauteur de vue dépasse confirme l'intelligence de ces personnalités à dépasser tout ce qui pourrait être un obstacle à la sérénité et au progrès dans notre pays.

**M**aintenant que le Président a confirmé par son Premier ministre l'intention de se présenter une fois sa candidature approuvée et acquise par le Conseil constitutionnel, à chacun des Outsiders le Destin qui l'attend.

Nous sommes à la veille d'une échéance électorale cruciale qui met en jeu les alliances d'intérêts devant configurer l'Algérie de demain. Nous sommes dans le cas type d'une approche Khaldounienne de la Zassabya traditionnelle où l'enjeu principal est la survie de clans opposés.

Cinquante deux ans depuis notre indépendance, notre société continue de fonctionner dans l'interaction des composantes où se situent tous les enjeux sociétaux où se tissent les relations reposant sur la parenté qui fonde toute l'organisation sociale notamment dans sa dimension politique. Malgré les efforts de brassage entrepris par notre Révolution de Novembre 1954, l'individu continue de croire dans l'autorité légitimée par sa famille, son clan et parfois même sa tribu. D'où la solidarité avec les membres du groupe, le sens de l'honneur, la loyauté, la fierté de son ascendance.

L'Etat s'avère parfois impuissant face aux stratégies matrimoniales. Il ne peut mettre en place des institutions ayant la légitimité et l'efficacité nécessaires pour réduire les allégeances traditionnelles et fonder le respect de son autorité. L'Etat semble être enserré et segmenté par des réseaux de relations claniques y compris dans la formation de partis politiques. Il en résulte des rivalités et des comportements conflictuels régis par des codes de conduite. Ce qui explique la volatilité des alliances.

Comme attendu le Président Abdellaziz Bouteflika vient d'adresser sa lettre d'intention auprès des services du ministère de l'Intérieur pour être candidat aux présidentielles de 2014. Son Premier ministre Abdelmalek Sellal venait de le confirmer depuis Oran lors d'un point de presse.

En extrapolant ce qui se passe en ce moment dans cette controverse régaliennne, quelle lecture doit-on faire pour comprendre les tenants et les aboutissants? Faudrait-il de l'habileté politique, de la sagesse pour préserver notre pays de tout dérapage pouvant nuire à la sérénité et à la cohésion sociale ?

**R**ien ne semble être linéaire puisque la rivalité pour le pouvoir politique peut opposer des clans si le mécanisme de régulation dans la recherche des équilibres n'a pas pris en considération. Dans la phase ultime si on n'arrive pas à trouver le consensus, les acteurs extérieurs c'est-à-dire des entités étrangères s'impliqueront dans la confrontation pour leurs intérêts économiques ou des impératifs stratégiques. La géopolitique nécessite que notre pays soit à l'écoute pour tisser dans la réciprocité des intérêts les meilleures relations possibles avec ses voisins au Nord et au sud de la Méditerranée.

Si aujourd'hui la situation comporte une certaine complexité cela démontre une part d'incertitude. Ces rivalités de pouvoir ou d'influences s'exercent pour revêtir des formes diverses dans cette compétition électorale. Il faut rechercher tout ce qui est en jeu et ne pas se limiter aux enjeux. En ce XXIème siècle, les rivalités de pouvoir s'imbriquent les unes aux autres. La vulnérabilité des réseaux et les flux sur lesquels repose une part croissante de notre sécurité nous interpelle tous pour éviter toute situation malheureuse.

**L'**Algérie doit pouvoir continuer à se développer harmonieusement et aller sans trop de heurts. Dès le quatre mars les différents candidats retenus par le Conseil constitutionnel au regard des dispositions contenues dans la loi organique électorale entreront dans la compétition. Chacun présentera son programme pour séduire son électoral dans une ambiance de fête loin de toute invective.

La civilité politique doit imprimer les comportements de ceux qui seront appelés à convaincre du bien-fondé de leurs thèses respectives. La marche vers le futur des générations doit imprimer les Présidentielles 2014 d'une course haletante vers le meilleur qui sortira des urnes.

L'histoire se développe en des moments toujours plus complexes et riches de sens et de valeur. Les messages des uns et des autres ne valent que par leur pertinence au seul service des intérêts suprêmes de la Nation. Les trois composantes de l'establishment institutionnel à savoir Présidence-EMG-DRS doivent créer les conditions les plus à même de préparer les mutations systémiques qu'attendent les Génération postindépendance.

L'ANP constitue la digne héri-

tière de l'ALN et doit veiller comme stipulée dans la Constitution, à assumer ses missions régaliennes pleines et entières. Il y va de la sauvegarde de la République. La Génération de Novembre reste au-delà des conflits de personnes et des crises vécues dans le contexte des différentes étapes de notre histoire, notre fierté de toujours par leur bravoure et leur sacrifice. Elle demeure la vigilante gardienne de cette Algérie belle et rebelle.

**Q**uelques soient les points de vues et les différents messages rapportés par la presse, la démocratie a besoin de gagner ces lettres de noblesse. Chacun est comptable de ses opinions devant le peuple à qui lui revient la source de toute légitimité. Sans nihilisme l'Algérie a enregistré des avancées qui le mettent comme puissance régionale dans le règlement des conflits.

Même si notre pays possède des potentialités énergétiques et des atouts certains, il demeure un pays en développement qui a besoin d'une bonne Gouvernance. L'effort de développement économique, social et culturel reste marqué par des dysfonctionnements qu'il faut corriger.

La manne pétrolière par ses avoirs a donné des appétits à l'ombre desquels se sont érigées des fortunes dont certaines relèvent de la corruption. Tous les diagnostics et les feuilles de route proposées par les uns et par les autres révèlent leurs positions.

Il s'avère que parmi eux se trouvent ceux qui ont eu à gérer au niveau des chefferies ou des primatures sous différents Présidents dans des moments que l'histoire retiendra en termes d'évaluation sur les aspects positifs et les aspects négatifs.

**N**ous sommes aujourd'hui en face de contingences explicatives d'une situation où se posent avec acuité des inquiétudes qui remettent à l'ordre du jour le système dans sa gouvernance. Le socle sur lequel est assis doit-il se régénérer pour que les générations se retrouvent sans coupure doctrinale et historique mais dans une rupture systémique ? Les institutions de l'Etat et les Partis politiques ne peuvent être que la résultante du système qui les a créés. De toutes les sorties médiatiques de la Présidence de la République, il a été des messages qui montrent que nous sommes appelés à choisir par l'urne celui dont la majorité des électeurs a jeté son dévolu.

On voit donc émerger une convergence des différentes institutions, très forte loin des tensions et des déclarations par presse interposée. Loin de toute illusion l'Algérie donne l'image d'une Nation unie, forte et solidaire dans les grands moments de l'histoire.

(\* Chercheur-Universitaire)

LA CHRONIQUE  
DU BLEDAIR



Paris : Akram Belkaïd

## Le quatrième mandat, la colère et l'impossible acceptation

**I**l y a des moments dans la vie où la conciliation et la volonté de recherche de compromis sont impossibles y compris pour celui qui est toujours enclin à prôner le dialogue et l'ouverture. Cela vaut pour la politique et pour les positions que tout un chacun se doit de prendre vis-à-vis de cette sinistre farce qui est imposée actuellement au peuple algérien. Il est inconcevable, il est moralement et politiquement impossible de trouver la moindre raison pour accepter que le président Abdelaziz Bouteflika soit de nouveau élu en avril prochain.

**N**ous connaissons le système. Nous savons que l'officialisation de cette candidature équivaut à nous annoncer la troisième réélection d'un homme pourtant diminué par la maladie et dont on voit bien qu'il n'est pas capable de mener campagne, de s'expliquer sur ses choix, de dessiner des perspectives pour le pays ou de défendre son (piètre) bilan. Cela été écrit et répété dans ces colonnes. L'Algérie a un besoin urgent de changement, de réformes, d'une nouvelle dynamique, d'un projet fédérateur pour entrer dans le vingt-et-unième siècle. Le monde change, des forces d'une puissance tellurique sont en mouvement et ce n'est pas l'actuel président qui est capable de faire face à ces défis.

Non, il n'y a pas de conciliation possible. Non, ce qui se passe n'est pas admissible. Non, on ne peut accepter de se faire insulter de la sorte car, que dit-on d'autre aux Algériens, si ce n'est qu'ils vont voter pour un fantôme qui n'a plus parlé en public depuis près d'un an, qui n'a plus présidé de conseil des ministres depuis longtemps, qui ne se déplace plus si ce n'est lorsqu'il s'agit d'aller faire des examens médicaux à l'étranger ? Quel mépris pour le peuple (ce n'est guère nouveau) et quel mépris pour la fonction présidentielle (ce l'est moins). Aujourd'hui, n'en déplaise à notre fierté nationale, l'Algérie est la risée du monde et il est inévitable que de médiocres humoristes d'Egypte ou de France y trouvent matière à sarcasmes.

**I**l ne faut pas être devin pour décrire ce qui va se passer durant les prochaines semaines. Il va y avoir une campagne électorale virtuelle où, pendant que les autres candidats chercheront à grappiller quelques minutes à la télévision, des communiqués dûment distribués nous informerons d'une activité présidentielle que nul ne sera en mesure de vérifier. Nous serons alors, non, pardon, nous le sommes déjà mais ce sera pire, dans un monde de faux-semblants, de boas à avaler, d'orgueil à ravaler, de dents à serrer et de colère à contenir. Plus que jamais, le message du système sera « on pisse sur vous et quoi que vous fassiez, ce sera ainsi ». Pauvre Algérie. Pauvre Algériens...

«Que faire ?» s'est interrogé dans ces colonnes un illustre confrère en reprenant les fameux mots de Lénine. Il est évident que la réponse n'est pas simple et qu'elle ne peut être le fait d'une seule personne. Plus que jamais, nous avons besoin de penser l'avenir ensemble. Se taire parce que la sidération est tellement forte n'est pas une option. Posons-nous la question du « que faire » les uns aux autres ; Réfléchissons. Ne perdons pas notre intelligence, c'est le seul monopole que nous détenons et qui fait cruellement défaut à ceux qui prétendent nous gouverner.

Que faire ? On peut aussi, on doit, refuser d'être partie prenante de cette mascarade. Non, pas de compromis, pas de compréhension, pas d'oreille indulgente aux discours lénifiants à propos d'une candidature au service de la stabilité du pays (ah, la stabilité... cette nouvelle religion qu'on veut inculquer aux Algériens et qui entend les mettre plus bas que terre, serviles et interdits de manifester la moindre revendication). Non, pas d'ambiguïté, pas de tolérance.

**J**e conchie donc celles et ceux qui défendent cette candidature. Je ne leur accorde aucune circonstance atténuante, aucune raison valable d'être les complices, certainement intéressés, de ce qui est déjà l'un des épisodes politiques les moins glorieux depuis l'indépendance du pays.

Et je ne serai guère économique de mon mépris à l'égard des fripouilles qui font semblant d'être convaincues par le discours qu'ils tiennent sur la réussite du pays et sur la nécessité d'un quatrième mandat pour aller encore plus loin dans etc... etc... Que ces gens-là n'espèrent pas qu'on oublie un jour leur lâcheté et leur compromission.

Certes, faire cela, c'est faire peu mais c'est déjà beaucoup. Il n'est pas question de se laisser aller aux évitements d'antan, notamment ceux qui ont eu cours dans les mois qui ont suivi l'élection de 2009 et un troisième mandat qui était déjà de trop. La vie n'est certes pas un référentiel binaire mais il y a des moments précis, rares, ou c'est un ou zéro mais pas les deux à la fois et certainement pas quelque chose entre les deux. On est soit pour soit contre le quatrième mandat. Et ceux qui y sont favorables, ou, plus encore, ceux qui font semblant de l'être en expliquant à qui veut les entendre qu'ils n'ont pas le choix doivent savoir que leurs noms seront inscrits à jamais au mur de l'infamie et de la honte. Il est des comédies auxquels même les pires acteurs refusent de participer. Celle qui se déroule en ce moment en est une et c'est pourquoi je n'irai pas voter en avril prochain car cela reviendrait à donner de la crédibilité à un scrutin joué d'avance et dont l'Algérie paiera chèrement le prix.

# Le tiers présidentiel... ?!

Par Slemnia Bendaoud

**N**ous délivrant au grand jour corruption, clientélisme et combines de haut rang prenant à la gorge cette haute sphère du pouvoir, cet oued, autrefois presque toujours à sec sinon ruisselant par occasion, est subitement devenu coulant à flot, atteignant par endroits et par moment le haut niveau de ses rives.

La digue de l'humilité et de la retenue que s'est imposée le peuple à soi-même venait de céder sous le poids insupportable et farmineux de la tentation d'un cercle tout indiqué, décidé à tout pervertir pour longtemps rester au pouvoir.

L'épidémie de l'opportunisme et de la corruption était déjà bien diagnostiquée parmi ce peuple longtemps exclu et fortement marginalisé. La quête de l'argent sale ne pouvait devant tout ce ménage que logiquement lui succéder.

Ainsi, en un tournemain le tour était déjà joué ! La course derrière les sous venait d'être bien lancée, et plus personne parmi ces nouveaux opportunistes ne s'en privait, dissimulant à loisir en public et en privé ses nombreux dessous.

La recette magique était assez simple : se départir de son humilité, de sa retenue, de son statut de fils de bonne famille pour verser dans celui de l'affairiste et de l'homme à tout tenter parfois sans jamais rien connaître de quoi que ce soit !

Trouvant la bonne parade, ces opportunistes à souhait ne pouvaient être que réglés à l'heure de la cupidité, de l'usure, de la ruse et du mensonge pour bluffer leur monde et partir allégrement vers la conquête de leurs fortunes et palais, se servant uniquement de leurs nombreux et très dociles valets !

Ainsi, à la vitesse de la lumière, la donne, jusque-là encore immatérielle dans son essence et consistance, venait de complètement changer de camp. A vrai dire de totalement basculer dans " l'immoralité " ! En miroitant à dessein ce patriotisme exagéré et exhibé à souhait, ces nouveaux chefs voulaient faire accroire à leur monde civilisé et intelligent qu'ils se sont engagés de la sorte pour sauver la république des griffes et tentacules d'un " intégrisme religieux ".

Et au nom de cette noble mission, tout était alors permis, à l'occasion ! Mais dans la réalité des faits, le labyrinthe de la corruption et ses nombreux corolaires venait tout simplement de prendre forme et bonne place parmi ces " nouvelles mœurs " de la société, faisant décaler d'un rang ce " terrorisme religieux " objet de leur combat.

**D**epuis, tout était devenu sujet à être dénaturé ! Et tous les moyens étaient bons pour y parvenir et bien évidemment longtemps ou beaucoup s'enrichir ! Des gens véreux, des énergumènes suspicieux et soupçonneux ainsi que des individus sans réel impact sur la société, flairant le gain substantiel à tirer ou à en soutirer, se rallièrent rapidement au groupe et prirent part à cette longue caravane faisant très mal au pays, laquelle fait encore son chemin.

Dans la foulée de barrer la route à un " parti intégriste ", virtuel champion d'une course au pouvoir, au départ très mal lancée, le frère cadet des gens au pouvoir, prenant bon appui dans la haute sphère d'une administration docile et à-plat-ventriste suppléa pour un bon moment celui aîné, écarté de la politique juste pour un temps pour lui permettre de revenir plus tard, en force et au galop aux affaires du pays, une fois l'orage passé et la tempête complètement tue.

Depuis, tout s'est accéléré pour mener le pays vers l'autre chaos et son économie vers la ruine. Ainsi, la culture de l'oubli céda la place et le pas à celle de l'inculture. Une nouvelle meute de gens assoiffés de pouvoir, venus initialement tout juste se remplir les poches, sont longtemps restés à se remplir le ventre et se construire leurs somptueux palais et empires contre toute logique et bon sens et surtout au détriment de tout service public ou vertu accordée à la profession !

Le vice remplaça alors la noble vertu, l'opportunisme la toute nécessaire retenue, l'humiliation la sagesse, et l'indispensable humilité le gain cupide, celui juste et bien mérité ! Tout ce désordre était né une nuit d'un scrutin dirigé mais jamais digéré par un peuple encore aux aguets !

Même pas par le frère aîné, alors largement

**Lorsque l'espace d'un battement de cils, naquit par l'effet de la magie ou le miracle cette " organisation pseudo-politique de l'administration ", laquelle non encore complètement dégagee de ses hardes, pour être totalement délivrée à l'existence, prit ainsi les commandes du pays pour jouir toute seule du pouvoir et de ses nombreux avoirs, le fleuve aussitôt annoncé de l'opportunisme ne pouvait attendre une seule seconde pour charrier à toute vitesse toutes ces eaux troubles, nous troublant à présent la vue et surtout la bonne voie à suivre jusque-là empruntée par tout un peuple très jaloux de sa dignité et liberté.**

recalé pour faire passer au peuple une pilule difficile à avaler, poussant tout naturellement le délit de détourner les voix des électeurs à servir de paravent à un régime chancelant, lequel tentait par tous les moyens de se repositionner sur l'échiquier politique du pays, brouillant pour l'occasion toutes les pistes de sa dérobade et sacrifiant dans sa fuite en avant plusieurs lampistes.

**L**a recette était donc connue. Le repas tout à fait reconnu ! Le menu n'intéressait personne donc ! Et pas même le cuisinier ne voulait y goûter ! Mais...c'était décidé ainsi ! En haut lieu, bien entendu ! Au nez et à la barbe de la démocratie ! Celle enseignée ou celle prônée ! Bref, un autre terrorisme venait de succéder à celui descendu tout droit du maquis (!). Le monde des gens déprimés et opprimés, ne pensant qu'à sauver sa peau, s'est laissé aller à cette gymnastique qui lui était imposée.

A tout simplement se laisser-faire ! Et grâce ou à cause de la peur, le régime s'est depuis replacé ! S'est complètement repositionné ! Définitivement réinstallé !

Plus tard, le frère cadet, tout heureux de l'aubaine, devait se laisser faire pour partager le gâteau et le pouvoir avec celui aîné. Tout naturellement, des années plus tard, on inversa sciemment les rôles pour changer complètement le fusil d'épaule et faire revenir au pays ceux, un moment plus tôt, mis au placard, à l'écart et en hibernation, jetant au passage de la poudre aux yeux à un peuple pris de frousse par tant de drame et de malheur qui s'abat sur le pays.

Et pour donner l'illusion d'une animation politique au sommet de l'état, on fit venir un " invité surprise " de la vingt-cinquième heure pour tout boucler et complètement fermer avec toutes les issues à une vraie démocratie, en réel danger d'extinction !

Ainsi, le tour était joué ! Sans le moindre baroud d'honneur ni encore un quelconque tir armé contre l'adversaire ou l'ennemi ! Des tireurs d'élite appuyés par des tireurs au flanc, postés aux alentours du temple du pouvoir ont, pour ce faire, tout programmé, et comme déjà initialement planifié, ils ont tout réalisé sans faire la moindre victime, hormis ce peuple blessé dans sa dignité et liberté !

Très profonde est la blessure de tout un peuple ! Ouverte sur des décennies encore est la plaie sociale, difficilement cicatrisable malgré souvent l'impact favorable de l'oubli et du temps qui parfois à lui seul tout détruit !

Notre mal le plus incurable et concret est du à notre attitude passive d'être souvent enclin de tomber depuis dans la facilité de l'opportunisme à souhait, et... par extension de tenter ce diable de la corruption dans nos habitudes nouvellement acquises et bien entretenues.

La course à cela est, depuis cette mémorable élection ratée de la seconde moitié des années quatre-vingt-dix du siècle dernier, ouverte à... tous les interdits, devenus par miracle licites et légalisés ! A tous les rêves impossibles... hier encore inaccessibles et irréalisables par la faute à une humilité de tout un peuple érigée comme seule vertu de toutes ces populations restées encore accrochées à leur grande histoire et culture ancestrale !

Sur tous les risques, même les plus improbables, eu égard aux virages très dangereux que nous prenons par inadvertance dans notre nouvelle logique de pensée, laquelle courtise à souhait l'intérêt subordonné au poste occupé et le substrat de la matière à acquérir dans nos relations quotidiennes, sujettes à toutes les convoitises soutenues par nos nombreuses bêtises et innombrables sottises à vouloir tout le temps privilégier le hâtif sur le naturel ou le tardif, l'excessif sur l'utile ou le sélectif, le suspensif sur celui ordinaire ou permissif, le pratique sur celui relevant plutôt de l'éthique, l'administratif sur celui démonstratif, et surtout... le diminutif sur celui distinctif et de caractère cumulatif.

Ainsi, au besoin, ce sont plutôt nos yeux qui ont exagérément grandi et tellement grossi, happés par ce désir de tout prendre à la fois et ne rien laisser aux autres souvenant de tout démunis !

Tout prendre comme pouvoir et ses nombreux avoirs ! Comme supposés mérites et ses qualités émérites ! Comme ascendants sur les êtres et les choses dus à notre caractère descendant vis-à-vis des autres et de la valeur à leur légitimement accorder... nous poussant à l'outrecuidance de nous considérer toujours comme le plus fort de tous, le plus futé du groupe et le plus intelligent de la tribu ou de la contrée, pour être le seul à être élu sur cette liste toute désignée pour être celle de la victoire appelée par euphémisme ou réellement "errabha", la gagnante !

Quel nom pour quels candidats ! Et pour tout gagner, il suffit juste de tout tenter sans la moindre retenue ! Facile à faire tout de même... ! Mais très difficile à pouvoir bien digérer plus tard, même pour les plus lointaines générations !

Ainsi, beaucoup de candidats jusque-là inconnus du public se sont fait, l'espace d'une liste épousée, imposé à tout un peuple ! Une vraie surprise, d'abord pour les candidats eux-mêmes ! Et ils sont nombreux à l'admettre aujourd'hui que l'orage est bel et bien passé une fois le statut de rentier ou de député définitivement acquis.

**L**eur aveu se fait seulement en intimité ! N'allez surtout pas le leur demander de le dévoiler en public ! Voilà comment ces nouvelles valeurs se sont emparées de tout un peuple, miné depuis par cette course à " l'enrichissement rapide et sans cause " de ces nouveaux venus à la politique, nés tout juste la veille de cette mascarade électorale qui tout devait tout emporter ou chambarder sur son chemin. Et comme la nouvelle constitution introduit ce tiers-présidentiel de ces opportunistes très privilégiés, ces sont tous les algériens opportunistes qui se sentent désormais concernés ! Les plus opportunistes parmi ou des opportunistes se voient déjà arriver, siéger au Sénat, nantis de tous ces appoints, bons points privilèges qui les éloignent des nombreux sacrilèges de la basse société.

Ils espèrent eux-aussi arriver par effraction ou de force au sein d'une gouvernance dillettante et corrompue.

Ils veulent y figurer pour certains, distribuant à profusion argent contre cet autre argent à plus tard récupérer des tiroirs-caisses d'un état rentier et très solvable ! C'est le comble des comble, pourrait-on y penser ?

Ainsi, les Rois des opportunistes rêvent de prendre leur monde de haut. De la toute haute tribune de ce Sénat, pour jouir eux aussi des larges avantages et non prérogatives de ces gens haut placés ! Le reste des opportunistes, opportunistes à différents niveaux et degrés, cultiveront toujours ce désir de pouvoir, un jour, épouser la fille de l'un des premiers cités, et envoler en justes noces avec la progéniture féminine de ces potentiels potentats du pouvoir, dans l'espoir d'emprunter le même escalier par lequel est déjà passé ce rusé opportuniste, plus vieux d'une génération de plus que ce jeune prétentieux.

Dans un monde où la culture et la valeur du travail ne constituent nullement une quelconque référence, l'opportunisme reste la seule voie à suivre pour parfaire cette gymnastique, laquelle se pratique sur ce vrai tremplin de la vie en société. La règle en la matière dit : " par où est passé le chef passera nécessairement le reste des soldats du régiment ". A présent, la voie semble toute tracée !

Il est question alors d'être tout le temps en tenue de sport pour bondir sur sa proie dès le moindre mouvement annonçant la manifestation de sa présence sur les lieux. Elle constitue ce préalable pour gravir un jour ces marches de la fausse gloire.

Mais, face à cet opportunisme à souhait, que fait l'autre monde déprimé ou opprimé ? Croit-il encore et toujours au Croissant ou a-t-il définitivement alors opté pour la Croix ?

Telle une nuée de volatiles fuyant le danger dans un battement d'ailes affolé, les jeunes populations quittent aujourd'hui précipitamment leur territoire et patrie dans cette continue et infinie caravane de carrousel de " felouques " vers l'autre continent, leur nouvelle terre bénie, très conscients qu'elle leur sera d'un précieux secours après avoir été humiliés sur cette terre où ils ont pourtant été nés et surtout trahis par ces mêmes gens qui leur promettaient autrefois une vie meilleure\*.

Ils pensent qu'ils ont tout simplement été trahis par ceux-là mêmes qui leur avaient pourtant tant promis ! Rendons-nous tout de même à l'évidence : un monde miné par l'opportunisme ne créera jamais de richesse ni cette valeur ajoutée nécessaire au progrès social. Cela est une donnée fondamentale dans l'analyse.

C'est sûr et même certain. A contrario, il s'investira tout le temps dans la ruse et dans le mensonge dans tous ses aspects.

Par conséquent, il aura tout le temps peur de l'émeute et de la grogne d'une jeune population tenue à distance du progrès. Une gouvernance par défaut ne peut verser ou souffler que dans le faux débat, plutôt que d'insuffler ou de s'inspirer de l'éclat de la lumière des idées géniales de ses érudits prodiges et purs produits.

Ce monde des usurpateurs se plaint et se complait dans ces règles occultes, distillant à longueur de temps toutes ces sombres alternatives, lesquelles ne remettront jamais en cause la philosophie de la nature de la gouvernance du pays. Ils sont -ne l'oublions pas- les chefs tout désignés ou autoproclamés d'une gouvernance qui chavire au moindre éternuement de sa jeune progéniture. Ils l'ont d'ailleurs toujours été ainsi. Pourquoi alors ces jeunes populations cherchent-elles à changer l'ordre des choses ?

Au fait, que dire encore de ces hauts responsables politiques qui rient au nez et à la face

*Très profonde est la blessure de tout un peuple ! Ouverte sur des décennies encore est la plaie sociale, difficilement cicatrisable malgré souvent l'impact favorable de l'oubli et du temps qui parfois à lui seul tout détruit !*

de nos journalistes à leur moindre questionnement au sujet de l'actualité nationale ou de leur apport personnel à notre gouvernance ?

Croient-ils toujours à cette impunité totale dont ils font l'objet pour narguer de telle façon leurs administrés ? Leur opportunisme exagéré et complètement déplacé leur aura en fin de compte joué un bien mauvais tour pour les amener à carrément refuser de communiquer !

Ils n'ont probablement rien à dire, même pour se déculpabiliser, parce qu'ils savent qu'ils ne seront jamais un Jour de simples justiciables d'une justice de l'homme.

De cette justice positive dont ils doutent tout simplement de son positivisme ! De sa justesse et justice ! Oui, ils ne seront jamais de quelconques justiciables de ce monde si bas. Pourtant, en toute intimité, ils passent de longs moments à peaufiner les moyens et autres documents de leur défense relatifs à cette justice certaine de l'autre monde. Celui de l'au-delà !

Ils oublient cependant que leur ruse sera certainement insuffisante pour les innocenter du chef d'inculpation d'une vraie cabale montée contre le pauvre peuple Algérien. L'entrée à ce tribunal divin est très difficile d'accès ! Et seuls les inculpés y ouvrent vraiment droit ! Sans la présence de leurs avocats... ! Là-haut, le verdict est très sévère et surtout sans appel... ! Jamais ajourné ! Jamais complaisant... !

(\* ) Fameux slogan du FLN, parti unique de l'époque.

# ■ Scrutin, participation, abstention et vote blanc

Par Abdelkader Leklek

**L**e dirigeant en chef de l'histoire parti, devenu marque de fabrique pour de nantis actionnaires, alors que le pays vit des circonstances délicates à la veille d'une élection présidentielle qui va connaître un autre rythme, d'autres positionnements et de nouveaux remplacements depuis l'annonce de la candidature du président Bouteflika, faite par le premier ministre Abdelmalek Sellal, le samedi 22 février à partir d'Oran, s'était comporté comme un éléphant dans un jeu de quille ou bien dans un magasin de porcelaine. De sorte qu'il a fallu, la première fois, d'une malheureuse actualité, le crash de l'avion militaire de transport à Djebel Fartas à Oum El Bouaghi, et une deuxième fois, l'occasion de la célébration du 25ème anniversaire de la journée du chahid, deux opportunités que choisit monsieur le président de la république, pour recadrer les choses. Était-ce un démenti, une réfutation, ou bien une légitimation, comme persiste à le clamer tonitruant le leader conjoncturel de l'histoire parti ? Pour apaiser le lecteur, c'est d'une simple trivialité que les propos balancés par le SG du FLN, sont, si ce n'est déjà fait, dépassables. Ce qui n'est pas le cas du suffrage universel, un des socles de la démocratie. C'est un penseur qui s'intéresse à la question qui disait que, l'élection est à la démocratie, ce que le vol est à l'oiseau. Et jusqu'à la rédaction de ce billet l'esprit humain n'a pas encore inventé de substitut pour contourner cette métaphore populaire. Dans nos discussions à ce propos, Hama El Fahem, m'a toujours proposé, le tirage au sort comme succédané à l'élection. Est-ce sérieux pour le sort de tout un peuple ? Toute élection prise comme une fin en soi, n'a rien à voir avec l'utilité du vol à l'oiseau. Le suffrage qui ne marque pas le départ ou bien la continuité de la réalisation des idéaux démocratiques, ne possède des attributs de la démocratie que l'habillage.

**A**u-delà de choisir un homme ou bien une femme, par le biais du vote, les citoyens doivent avoir la possibilité de choisir une politique, un programme, ou un projet. Et là aussi diverses options se présentent. Doit-on revoter pour réélire un candidat dont le programme est en cours, ou bien élire un autre, pour découvrir et attendre la réalisation de son programme de campagne ? Les tentations que suscite ce mode de désignation, conditionnent souvent le taux de participation, que beaucoup d'analystes classent parmi les indicateurs déterminant pour évaluer d'un côté la légitimité de l' élu, et de l'autre, apprécier le niveau de la cul-

**L'acte politique a-t-il besoin d'être à chaque événement légitimé, sinon démenti ou contredit ? Et quitte à remâcher les sorties médiatiques du secrétaire général du FLN, j'y reviens pour faire avancer le schmilblick, en prenant le risque de m'exposer, pour harcèlement de lecteurs.**

ture politique de l'espace concerné par l'élection. Il va sans dire qu'un fort taux d'abstention dénoterait, non seulement le faible degré de culturel politique, mais peut pareillement signifier le rejet d'une routine électorale, comme également exprimer un niveau de liberté, d'autonomie et de distance, par rapport à la chose politique, des gens vivant dans ce même milieu. Mais au final il y aura toujours quelqu'un pour rappeler, que les deux taux, participation et abstention, doivent être perçus équitablement. La démocratie qui permet cette comparaison exige aussi et parallèlement d'en tenir compte. Si pour la participation le commentaire est aisé, il en va tout autrement pour l'abstention. S'agit-il de déception, de refus et de contestation ? Qui peuvent se décliner en boycott, émeutes et désobéissance civile, ou bien en indifférence.

**M**ais alors qu'est ce qui fait voter les populations. Sont-ce les idées ? La réponse ne peut être que nuancée. Ce n'est pas noir ou bien blanc, sinon salé ou bien fade. Les idées qui croissent et surfent sur le mécontentement citoyen, commandent et orientent régulièrement un vote sanction. Cependant ce vote punition fait vite de se périmé et conduit à l'impasse. Parmi les exemples qui illustrent de tels cas de figures, on peut citer, l'échec des élus du FIS dissout, aux Assemblées Populaires Communales en Algérie en juin 1990. Et qui s'était terminé par la dissolution des assemblées et leur remplacement des délégations exécutives communales. Aussi la poussive et pénible gestion des affaires en Tunisie, où le suffrage du 23 octobre 2011 était essentiellement un vote sanction et qui au bout contraignit le pays à connaître trois gouvernements successifs en 25 mois, sous la pression de la rue, qui avait-elle-même ramené les islamistes d'En-Nadha au pouvoir, pour sanctionner le système Ben Ali. Rien n'échoue comme le succès disait un écrivain anglais. En Egypte, ce sont des officiers qui avaient déboulonné le pharaon Hosni Moubarak et l'avaient poussé à la démission, avec à leur tête le général Omar Souleïman chef des services de renseignements. Et sera un autre général, Abdelفتاح Sissi, promu depuis le 27 janvier 2014 au grade de maréchal, qui annonça, la même journée de sa promotion, accepter la charge de présenter sa candidature à l'élection présidentielle, qui dira répondre à l'appel des égyptiens manifestants à la place Tahrir, quand il prendra le pouvoir, en arguant que "les

forces armées doivent intervenir pour empêcher l'Egypte de plonger dans un tunnel de conflits et afin de prévenir l'effondrement des institutions de l'état". Ainsi, les élections qui avaient ramené les frères musulmans d'Egypte au pouvoir, pour brutalement le perdre, dans des affrontements sanglants, avaient pour résolutions incitatives, la sanction du régime Moubarak. Alors sont-ce les idées politiques que soumettent les candidats aux électeurs ou bien les promesses électorales, qu'ils proposent qui conditionneraient la participation ou l'abstention ? Si pour les idées les exemples qui ont été cités plus haut donnent un aperçu sur la force de leur finalité, les promesses électorales quant à elles, peuvent être plus motivantes considérant leur matérialité. Elles sont plus ou moins mesurables et quantifiables pour ce qui est de leur concrétisation, par opposition aux idées politiques. Donc à la veille de cette élection présidentielle, des opportunités se présentent, pour qu'en dehors du temps réservé à la campagne électorale, les candidats proclament et révèlent leurs promesses aux citoyens. Il est d'usage en Algérie, que les politiques, pour cette occurrence candidats à la présidentielle, profitent de célébrations, de commémorations et autres anniversaires, pour faire des promesses électorales d'ordre socio-économiques. Et ainsi, la 16ème tripartite du genre avait eu ses promesses, dont un préluce optimiste avait été dévoilé par Sidi Saïd, patron de l'UGTA, qui affirmait qu'elle sera porteuse de bonnes nouvelles. Cependant le conclave tripartite a fait quasiment du sur place, concernant les deux points essentiels.

**L'**abrogation de l'article 87 bis de la loi 90/11 du 21 avril 1990, relative aux relations de travail, qui a trait à la structure du Salaire National Minimum Garanti (SNMG) sera traité à l'occasion de l'élaboration de la loi de finances 2015, ce qui laisse en l'état, mais électoralement exploitable, l'espoir suscité. Et aussi le second point concernant la dépénalisation de l'acte de gestion par les opérateurs économiques publics. Selon ce qu'avaient rapporté les journalistes présents, il ne s'agirait désormais plus de dépénalisation, mais d'encadrement de cet acte de gestion. Ce qui en clair signifie, pour ceux que cela intéresse, est une réponse sibylline à une brulante attente. Il en fut de même ce 24 février, à l'occasion de la double célébration de la création de la centrale syndicale UGTA, en 1956, et la nationalisation des hydrocarbures en 1971. Le 19

mars date qui marque la fin de la guerre de libération nationale ne manquera de donner des possibilités aux candidats de faire moult proclamations de promesses électorales. Ainsi les taux de participation et celui de l'abstention sont les indicateurs de ceux qui sont inscrits sur les listes électorales et qui se seront déplacés, pour voter, et ceux qui se seront abstenus de se rendre aux urnes. Mais ce n'est pas tout, car il y a un troisième segment de la population, concerné par le suffrage, qui pour diverses raisons, qui ne seront pas traitées ici, veut à l'occasion de scrutins signifier aux politiques, qu'il refuse tout en bloc, les idées proposées et les promesses annoncées.

**C**es sont les promoteurs de la notion du vote blanc qui constituent cette portion du corps électoral. Et que l'on s'entende sur ce point. Il ne s'agit nullement de voter en glissant un bulletin blanc dans l'urne, et qui sera comptabilisé au décompte final des voix, à la fin de l'opération du vote, comme bulletin nul. Ce n'est pas un suffrage nul, mais un vote blanc. Voter c'est avant tout, choisir. Entre des programmes politiques, des projets de société, et aussi des hommes et femmes qui portent ces programmes et ces projets. Cependant ne pas s'inscrire dans cette vision classique, constitue également un choix, consistant à refuser ce qu'offrent les uns et ce que théorisent les autres, que des citoyens par ce vote blanc, veulent faire savoir aux politiques. Et pour cela il y a un militantisme en faveur de la reconnaissance de ce vote blanc en le comptabilisant comme suffrage exprimé et en tenir compte. En pratique il y aura matériellement, lors des opérations de vote, une pile de bulletins blancs, disposée avec celles des listes et des candidats que les citoyens pourront à leur convenance prendre et glisser dans l'urne. Néanmoins autant le phénomène semble marginal, autant il suscite quand même de la curiosité de la part des spécialistes des élections. Au-delà d'être un choix en plus, qui pourrait s'avérer, éventuellement perturbant, le vote blanc atteste que le citoyen s'est effectivement déplacé, et ne s'était pas abstenu et n'avait pas gardé un mutisme face à l'offre politique. Il démontre au contraire, que les citoyens qui auront choisi le vote blanc n'ont pas trouvé, ni de propositions, ni de candidats qui répondent à leurs besoins et à leurs demandes. Il est proposé par le vote blanc, s'il venait à être reconnu et institutionnalisé, au citoyen la possibilité de se déplacer au bureau de vote pour ne pas choisir. Est-ce logique ? A chacun sa conception, mais c'est Jean Jacques Rousseau qui disait à propos de principes, ceux de la démocratie y compris : « les principes c'est comme les chaussettes plus on s'y enfonce, plus en fait des trous ».

**J**e regardais Hama et lui dis. Tiens-tu tous jours à remplacer le suffrage, la participation, l'abstention et le vote blanc, par le tirage au sort ? Oui, me répondit-il, car toi et tous les autres vous demeurez prisonniers de cette équation qui voudrait que démocratie égale élections. Moi je connais beaucoup de pays où les gens votent, mais les urnes n'ont pas encore ramené la démocratie. Et, même si c'est la fatalité qui décide et choisit à la place du peuple lors du tirage au sort, il me paraît plus équitable. Alors, quand je lui rétorquais, que le sort et son tirage ne peuvent, ni juger des programmes politiques, ni des promesses électorales, encore moins jauger les compétences des candidats. Il me dit avec détachement que les idées politiques généreuses, les programmes parfaits et le candidat idéal, ne sont pas de ce monde. Et heureusement d'ailleurs pour la continuité de la vie, poursuivit Hama, toujours égal à lui-même. Car tant qu'il a des imperfections, il y aura souvent de la place à l'éventualité, pour essayer la perfectibilité. C'est cela qui crée le mouvement, mon ami. Alors scrutin, participation, abstention, vote blanc ou bien tirage au sort, conclut-il...

## ■ Enthousiasme des uns, priorités des autres

Par Noureddine Ramzi

**A**vec l'officialisation de la candidature de Bouteflika aux présidentielles, peut-on dire que les jeux sont faits et que c'est déjà « game over », fin de partie, et que tout a été déjà joué ? Si l'on se réfère aux déclarations des uns et des autres, de tous ceux qui projetaient d'être candidats à la candidature, de tous les autres qui se démènent à recueillir le quota des signatures exigées, ou encore de tous ceux qui hésitent à se déclarer candidats potentiels, rien ne sert plus de courir.

Said Saadi vient de le crier haut et fort, en long et en large, sur ce qui attend le pays dans le cas d'un quatrième mandat du président sortant. Il n'a pas mâché ses mots. Il « appelle les Algériens à une mobilisation pour « disqualifier les présidentielles ». De ce fait, « Abdelaziz Bouteflika fera campagne seul et sera président de la République de lui-même

», Said Sadi qui était l'invité du Forum de Liberté, avant-hier, affirme intervenir en tant que citoyen. « Je suis en retrait de la vie politique mais je ne suis pas en retraite », indique-t-il.

Un autre qui pourrait s'avérer être une grosse pointure des prochaines présidentielles, Mouloud Hamrouche reviendra aujourd'hui sur la question: sera-t-il ou ne sera-t-il pas candidat ? Telle est la question que de nombreux citoyens se posent, quand bien même avant l'officialisation de la candidature de Bouteflika, l'ancien chef du gouvernement avait clairement déclaré, lui aussi, fort et haut, en long et en large, qu'il ne se présentera pas si le président sortant avance sa candidature.

**U**n autre qui vient tout balayer du revers de la main pour démentir certaines rumeurs. Aboudjerra Soltani, ex-président du MSP, a démenti, mardi dernier, les rumeurs qui circulent sur l'éventualité de sa candidature à l'élection présidentielle du 17 avril prochain.

« Je démens catégoriquement les rumeurs qui circulent sur la possibilité de me présenter com-

me candidat à la présidentielle », a-t-il tenu à souligner dans un communiqué.

Chaque jour qui passe en même temps qu'il nous rapproche des élections, ramène tout un ciel de nuages pour envelopper le pays et brouiller de plus en plus les cartes quant à l'avenir de l'Algérie que plusieurs prédisent plutôt sombre tant socialement qu'économiquement ou encore politiquement.

**P**lusieurs vont jusqu'à dire que « dure sera la chute ». Et à d'autres de conclure d'ores et déjà que « le réveil ne pourra se faire que dans la tourmente, dans les ténèbres. Et donc loin sera « la vie en rose » tant et aussi longtemps que l'unanimité ne sera pas basée sur ce qui est le plus important du moment: « avoir des priorités ». À condition, bien sûr, que les dés ne soient pas pipés au départ.

À la volonté de mieux faire brandie par les uns, d'autres affichent le triomphalisme. Et en bout de ligne, la confrontation se fait entre priorité et enthousiasme. Mais sans arbitre... le doute hante les masses.

# Et pourtant... il tourne

La politique ne m'émeut plus. Je préfère disserter sur mes pérégrinations et mes sensations géographiques que de narrer des victoires inachevées ou des défaites mal accomplies. Qui du temps ou de moi consume l'autre ?



Par El yazid Dib

**A**vrai dire j'ai horreur de l'usage du « je », mais le « on » t'oblige à s'en référer pour plus de marques d'identification et d'individualisation de la morfondure qui te pourfend. Le temps tourne les jours comme une main qui tourne les pages d'un livre. Lu ou non, rien ne fera changer le cours du récit imprimé. Le temps est-il en fait un phénomène mouvant ou s'efforce-t-il à arrêter ses pendules pour faire taire ses tic-tacs ? Et pourtant il roule comme moi. A la différence que lui est l'époux de l'éternité et moi un vénérable confus dans une masse apporté au front de l'épouse. Il me pousse à aller à l'aval du parcours que je croyais ne pas atteindre.

Moi, généreux et prodigue je ne compte plus ces unités qu'un calendrier sans avertisseur, tient à les éplucher une à une pour les mettre dans la sarcelle immense d'un passé contenant plusieurs hier. C'est aux ultimes et poussiéreuses unités que l'esprit dicte au corps son incapacité. Puisque ainsi semble fonctionner ce système temporel ; pourquoi alors m'encombrerai-je à réfléchir outre mesure de fadaïses, de suffrage universel et de Khalifa ? Il n'y a qu'une seule différence entre une urne électorale et une urne funéraire ; le bulletin.

Vais-je en remplissant celle-ci, éviter d'être dans celle-là ? La grandeur d'un faiseur de peuple, comme le temps faiseur de rides, n'est pas dans la tyrannie du châtiement ou dans la blessure de la paroi frontale mais dans la précellence du bon jugement et la suprématie de la justice. Candidats ou pas, voyages ou non, Alger sera pris. Devant une résistance entêtée, la capitulation devient sagesse.

Si le temps était un homme il s'arrêterait certainement de rouler pour les autres. Pérenne et insaisissable heureusement et au bonheur des uns ; il franchit les défis et défie tous les acharnements.

Quand je suis sur un chemin, un bout de route de cette autoroute ; de l'asphalte il me sort des silhouettes encapuchonnées, vestons relevés semblant me dire les annales de sa construction. Leur parler est tellement étrange que le fouillis linguistique usé me rappelle

les charivaris belliqueux de Jackie Chan. Ne me faisant pas peur, elles interloquent en confirmant simplement mes soupçons. Les gués et les viaducs qui la longent sont comme des citations directes à comparer et s'étalent parfois tels des dazibaos. Ils pourront disparaître de l'œuvre tant que l'ouvrage possède mille maîtres. Quand je traverse une pompe à essence, je sens le roulis du fric subreptice qui baigne dans l'odeur fétide des torchères jamais éteintes pour les uns et asséchées pour les autres. L'effluence qui s'en dégage préfigure comme un gri-gri mal fait que du blasphème en a été subtilement commis ailleurs sur le pontificat de Rome ou dans une chapelle à Vienne. Le nafiliste qui me sert pantois n'est toujours pas radieux en actionnant son pistolet pour me faire déboursier des centimes et charger ainsi mes besoins.

Le gars connaît bien combien coûte le débit désempéré de son mécanisme grippé en amont. Il n'a qu'à faire multiplier par millions les barils en reliquat que peuvent contenir ses réservoirs. La mamelle raccordée aux puits d'un désert plus dépouillé pour ses autochtones ne tarit point de bienfaisance pour bouffir les numéraires expatriés.

Je préfère le vent, la pluie et la neige. Je hais la place, la chaise et l'attente. Je ne vois plus de télé et mon seul écran à la mesure humaine restent sans concurrence la rue, ses accotements et ces milliers de témoins qui les sillonnent. Le marché est pour moi un ministère. Là, je pèse la responsabilité sans ancrage qui fait tramer les lois de beaucoup de demandes et de moindres offres. Entre un homme et moi, il y a une marchandise forcée d'être prise et payée. L'instant obligatoire provoque une amitié anonyme et conjecturale qui se scelle, à chaque étal dans un troc millénaire. Je n'ai pas besoin d'un permis biométrique plus que des liquidités pour acquérir mes patates. C'est déjà mieux. J'aurais voulu ne pas être. Je n'y vois que des mots texturés et des taux articulés. Point d'âme. Les visages que je rencontre ne me peignent qu'une toile aux teintes obscures et terreuses où l'impressionnisme n'est plus maître des nuances. L'abs-trait et l'impersonnel fusionnent tout le monde dans la même foule. Je suis face à un conglomérat de nuques qui marche, qui avance et qui recule en m'emportant avec. Si je préfère la route c'est qu'elle me permet la mobi-

lité. Bouger ou s'aérer est une hygiène de vie. Le changement est dit-on une salubrité impé-rative presque coranique, « tafassahou » « in-tachirou » sont des sollicitations à voir l'ailleurs, se régénérer autrement. La stabilité n'est pas une bonne chose dans son image statique. L'inchangé dans un idéal est parfois synonyme d'idiotie tant il tend à abêtir tous ses dédicataires. On imagine mal un sénéscrit dactylographe maintenir sa machine à écrire et s'amouracher de ses présomptueuses vertus étioilées par-devant le dernier clavier digital d'une tablette numérique physiquement mobile. Si la science recommande par nécessité l'évolution, la biologie œuvre sans relâche à faner les roses et flétrir les plus belles gerbes. C'est le cycle capricieux de dame nature. Rien ne sert à s'entêter pour corroborer un sort définitif quand la décre de jours ne cesse d'effiloche le temps préalablement établi. Voyez-vous le temps n'est pas un citoyen que l'on peut convaincre d'aller voter ou le contraindre à fermer une route ou y incendier du caoutchouc. Il est indomptable. Il vous rattrape, vous bloque la route et attise en vous les afflictions dues à son passage qu'aucune armée ou conseil constitutionnel ne peut suspendre.

Ah, la vieillesse ! Je commence à en connaître une quotité. Un « naufrage » au bon milieu d'une impuissance en tout genre. Malgré l'assistance d'autrui, l'enrôlement des équipes de sauvetage ; le mal est irréparablement causé, l'avarie consommée. Elle surprend, cette décrépitude comme le ferait la dévotion à un repent en pleine incrédulité divine. Brusque et inattendue elle aura quiconque au crépuscule d'une vigueur qui ne s'avouera jamais vaincue. L'on croit vaincre des pathologies, l'on estime réinjecter le jus à nos atrophies, on les gave de douceurs, mais le temps, ce hardi guerrier imbattable est là comme un condor captieux guettant la proie que nous sommes. Si le temps en termes de compte est une somme de jours et de nuits successifs que représente-il en termes politiques ?

Un agenda, une tactique. Avec tous les appareils du monde, les états généraux, l'exci-

tation générale ; personne n'osera réussir à amadouer sa trajectoire ou apprivoiser ses usures. Car le temps comme la terre tanguent et ne tourne pas au gré des humeurs. Il murit les fruits à temps ou à moisir. Et ceux qui murissent pourront par accélération de maturité plonger dans l'avarie.

Oui je préfère la flânerie à la lecture des communiqués. Les rêveries à l'évidence. Comme la politique ; la vieillesse aussi ne m'émeut pas. Ce n'est pour moi ni un retrait d'une activité qui ne se conforme plus à mes desseins, ni une abdication du souffle de la vie. Je perds un peu de souveraineté en étendant mes territoires. Cependant je crois impavide que je suis ; que l'on peut transvaser son épreuve en bienfait. Il suffit de se suffire modestement en soi. Si la vie ne s'interrompt pas à une station politique ou passionnelle, elle semble aléatoirement s'épanouir

*La grandeur d'un faiseur de peuple, comme le temps faiseur de rides, n'est pas dans la tyrannie du châtiement ou dans la blessure de la paroi frontale mais dans la précellence du bon jugement et la suprématie de la justice. Candidats ou pas, voyages ou non, Alger sera pris.*

davantage chez certains dans un nouvel enrôlement contre-nature. Ils découvrent l'illusion, qu'ils prennent pour réalité et se réengagent encore et encore dans un siècle qui n'est plus leur. Ils ont fait instiller pour ça une nouvelle approche dans la compréhension de la chose publique. Le murissement d'une génération, dans un discours était une promesse, il démontre dans la réalité plus d'acariâtreté. Ramener le pouvoir à se distinguer de l'Etat c'est rendre en finalité l'Etat à son service. Alors n'est-il pas mieux, pour le relâchement des neurones de se sauver dans les sinuosités de chemins escarpés et inspirer cet air doux et rafraichissant qu'offrent les cimes des montagnes ? Surtout en cette période mi-hiver, mi-été. La campagne s'allonge et les lilas fleurissent le long des haies, loin d'une autre campagne qui s'annonce sans lilas et avec beaucoup de haies.

# De la communication institutionnelle à une cacophonie médiatique



Par Kamel Kacher\*

**L**a raison essentielle est l'inexistence d'une communication institutionnelle efficace, efficace et à jour. Aux Etats Unis, en France et partout ailleurs, chaque institution de l'Etat, de la plus petite à la plus importante, a son porte parole officiel ou son attaché de presse, sauf en Algérie, exception faite du MAE, avec Mr. A. Belani comme porte parole.

En ce qui concerne les USA, que ce soit la Maison Blanche, le Département d'Etat, le Département de la Justice, le Pentagone, les autres services de sécurité ou le plus petit district, tous ont des portes paroles et des attachés de presse, connus du grand public. Pareil en France, ou les portes paroles de l'Elysée, du Quai d'Orsay et des autres institutions sont connus. Ce sont des personnalités publiques.

Sans parler de leurs sites internet qui sont mis à jour en temps réel et actualisés selon l'importance et la gravité de l'information.

Qui connaît les portes paroles et les attachés de presse du Palais d'El Mouradia, du Palais du Gouvernement, du MDN et des autres institutions souveraines de l'Algérie ? Ceux des autres ministères et institutions étatiques ? Qui a entendu ou vu les portes paroles du ministère des travaux publics communiquer, quand l'affaire de l'autoroute a éclaté, ou celui de l'énergie et des mines, quand celle de Sonatrach a fait irruption dans les quotidiens algériens

et étrangers ? Celui de la justice est aussi méconnu par les professionnels que par le grand public.

L'APN, le Senat, les Wilayas et j'en passe, tous signent par l'absence de ce fameux porte voix officiel et important.

S'offusquer ensuite par le déballeage malsain, des interventions non professionnelles et dangereuses n'est pas sérieux. La nature a horreur du vide, surtout en Algérie, ou la « radio trottoir » est une profession de foi.

Les exemples ne manquent pas. On l'a constaté lors de l'attaque terroriste de Ti-guentourine de janvier 2013, ou les premières informations sont parvenues d'un site mauritanien, proche de la nébuleuse Al Qaïda, reprise par une chaîne TV privée, plus prompte à la sensation qu'à l'information crédible et sans parti pris. La rétorsion de l'information en Avril 2013, sur le vrai diagnostic du président Bouteflika, qui s'est avéré un AVC par la suite.

Le dernier exemple est venu récemment, avec la guerre des communiqués, d'articles de presse tendancieux, des lettres ouvertes de personnalités, dites nationales, d'interviews irresponsables, des contres attaques médiatiques d'un autre âge, des analyses, des conclusions et des suppositions sans fondement réel et loin de la réalité.

Cela a permis l'écllosion d'une cacophonie médiatique malsaine sans précédent et des règlements d'anciens comptes, par presse interposée, qui par sentiment revancharde, qui par calcul politique et qui enfin pour une

plus grande visibilité médiatique. La presse, en général, que ce soit écrite, visuelle ou auditive a trouvé son compte, en augmentant qui son tirage, qui son audience, sans oublier l'afflux des annonceurs publicitaires, en publiant des articles « bidon » ou en organisant des plateaux et des débats télévisés nuls et inconsistants, sur le plan analytique ou sur celui de la neutralité sémantique et déontologique, avec des journalistes inexpérimentés et des intervenants en manque d'image et de reconnaissance.

En 2009 déjà, pendant la crise diplomatique entre l'Algérie et l'Egypte causée par un match de football, qualificatif à la coupe du monde 2010, en manipulant l'information par calcul politique de part et d'autre, il y a eu un aperçu comment les médias profitent de l'occasion, en l'absence d'une communication institutionnelle efficace qui sait et veut gérer une situation de crise, en informant à temps et ne laissant aucune chance aux supputations.

La faute, sûrement et assurément incombe en premier lieu à l'absence de la communication institutionnelle qui a donné lieu à toute cette mascarade.

Mais en second lieu, la faute est aussi partagée par certains intervenants, nullement la presse, mais par quelques journalistes de la presse jaune et de boulevard, qui par besoin de notoriété et qui pour remplir des « missions » et satisfaire des « commandes » d'un côté. Ils n'ont pas encore compris que les temps ont changé.

La rétorsion de l'information est devenue une donnée récurrente, laissant place à différentes supputations et parfois à des analyses farfelues faites par des charlatans au risque d'embraser la rue algérienne et même de nuire à la sécurité nationale.

\*Global Risk Management EXPERT - Conseiller supérieur en information & communication

# Femmes et pouvoirs en islam

**Le problème du pouvoir, et surtout de la succession, a toujours été un vrai drame dans les sociétés islamiques. Les époques de la transmission du pouvoir ont été vécues à juste titre par les populations musulmanes comme des moments d'incertitude, de désarroi et d'inquiétude.**

Par Omar Merzoug

Depuis l'instauration du califat, en 632, c'est une question extrêmement délicate. C'est, on le sait, à propos de la légitimité du calife que la communauté musulmane s'est scindée en sunnites, chiites et kharidjites. Comme l'on parle beaucoup, actuellement en Algérie, de la candidature du président à sa propre succession, il m'est apparu expédient de proposer une réflexion qui, à partir du passé, jette un éclairage tout à fait singulier sur le temps présent. Il est toujours salutaire de révoquer en doute des préjugés, des idées toute faites ou des partis-pris dont les vérités supposées riment assez bien avec leur ancienneté ou leur antiquité. Entre mille exemples, il semble qu'il en soit ainsi de la femme dans le monde musulman. On est persuadé, et l'on ne se fait pas violence de le dire et de l'assurer, que l'islam fait aux femmes une exécration condition. Les débats oiseux qui agitent la France, à propos du voile dit islamique, en sont un signe éloquent et parfois se passent de tout commentaire. S'il en est ainsi pour les femmes ordinaires à qui l'islam fait une aussi détestable situation, alors on peut en déduire que les femmes d'exception sont nécessairement les laissées-pour-compte d'un Etat tirant sa légitimité de la Loi islamique.

**Ecartons pour l'instant une idée reçue selon laquelle les femmes musulmanes auraient accédé au pouvoir à une période de déclin de la civilisation et des Etats musulmans. A ce propos, il importe de rappeler qu'à l'âge d'or de l'empire abbasside, sous le grand Harûn al-Rashîd (786-809), sa mère, la fameuse al-Khayzûrâne, a puissamment participé à l'exercice du pouvoir à ses côtés.**

Mais, en l'espèce, il faut y regarder de plus près. Dès qu'on se plonge dans l'histoire réelle, telle que les chroniqueurs, les historiens et les logographes nous la rapportent, une autre image de la condition féminine apparaît, en Islam, surtout dans ses rapports avec le pouvoir politique. Représentation plus nuancée, plus complexe, moins sujette à instrumentalisation idéologique, et qui ne cadre pas avec ce qu'on nous en dit. En quinze siècles d'histoire musulmane, plus d'une quinzaine de femmes ont exercé le pouvoir, la plupart directement, sans se cacher, comme ce fut presque toujours le cas dans les autres civilisations, derrière l'ombre d'un homme. La dernière, la plus proche de nous, fut Benazir Bhutto, deux fois premier ministre, dans un Etat, le Pakistan, connu pour son islamité foncière. Le 16 novembre 1988, elle accédait au pouvoir, après avoir dirigé le Parti du peuple pakistanais dès 1984. Elle fut, il convient de le signaler, la première femme jamais élue démocratiquement à la tête d'un Etat. Il s'est donc trouvé une majorité de musulmans pakistanais pour porter au pouvoir une femme. Comment était-ce possible ? Si l'islam est la religion oppressive que l'on dé-

crit si complaisamment à l'endroit des femmes, cette élection devient incompréhensible.

Il faut bien qu'on se l'explique, pourtant. Bien que beaucoup, en terres d'islam, continuent à penser qu'un peuple qui confie ses affaires politiques à une femme est un peuple qui se prépare des lendemains qui déchantent, il n'en est pas moins vrai que, dans l'histoire de l'islam, des musulmans, notamment des chefs militaires, ont, à tort ou à raison, passé outre et bravé l'interdit. Beaucoup aussi continuent à prétendre qu'aucune femme n'a jamais bien gouverné les musulmans, ni dirigé les affaires politiques d'un Etat. On devine en filigrane l'arrière-pensée : l'élection de Benazir Bhutto est absurde ; ce serait un non-sens.

Or, l'examen des sources et le recours à l'histoire montrent que dans le monde musulman, des femmes, ne manquant pas de mérite, ont exercé le pouvoir politique. Mieux, les chroniqueurs disent explicitement que leurs sujets ont été, dans l'ensemble, satisfaits de leur modes de gouvernance. Il y eut en effet des reines et des sultanes qui avaient nom Chajarat ad-Dur, la sultane Radia, Taj al-'Alam, La reine 'Urwa, al-Hurra etc. Ce sont des femmes qui ont eu le privilège de se voir attribuer les signes de l'autorité politique en islam, la proclamation du nom du souverain à l'homélie (la Khotba) de la grande prière du vendredi et le pouvoir de battre monnaie. Si les deux critères peuvent être concomitants, ils ne sont pas d'une valeur égale, le prononcé du nom du souverain à la khotba du vendredi l'emporte largement sur l'inscription du nom sur les monnaies. Car le privilège du nom dans la khotba est un critère spécifiquement musulman qui ne se retrouve nulle part ailleurs, alors que la frappe de la monnaie, l'islam la partage avec tant d'autres civilisations. Le souverain, reconnu par la communauté, est celui dont le nom est prononcé à la khotba et nul autre. Il en tire par là même sa légitimité.

Par conséquent, il ne s'agit pas tant de savoir s'il y eut des souveraines en islam, c'est un fait qui s'impose de lui-même, dès que l'on donne congé à l'ignorance que les pays non musulmans se plaisent à cultiver au sujet de l'islam depuis des siècles, mais la vraie question est de savoir comment un tel fait a pu être possible et comment il a pu se répéter dans plusieurs aires géographiques, et surtout dans une culture où la misogynie existe (qu'on veuille bien nous signaler si une seule civilisation, digne de ce nom, a été épargnée par la misogynie) ? Comment ces femmes sont-elles parvenues au pouvoir suprême ? Comment ont-elles réussi à inscrire leur autorité dans la durée ? Quel a été le bilan de leurs règnes ? Ont-elles usé pour gouverner, éliminer leurs rivaux, leurs opposants des mêmes méthodes que les hommes ? Que sont-elles devenues ? Voilà les questions qu'il faut poser et dont la pertinence n'échappe à personne.

Ecartons pour l'instant une idée reçue selon laquelle les femmes musulmanes auraient accédé au pouvoir à une période de déclin de la civilisation et des Etats musulmans. A ce propos, il importe de rappeler qu'à l'âge d'or de l'empire abbasside, sous le grand Harûn al-Rashîd (786-809), sa mère, la fameuse al-Khayzûrâne, a puissamment participé à l'exercice du pouvoir à ses côtés. Al-Khayzûrâne a effectivement dirigé l'empire, depuis qu'al-Mahdi, son époux, a été élevé au califat. Elle continua, plus malaisément sous son fils aîné, al-Hâdi, dont elle abrégea les jours, mais, avec éclat, sous le règne de son fils cadet, Harûn. Elle décéda, en 173 de l'Hégire/789 ap. J.-C., trois ans après l'avènement de Harûn. Tabari, rapportant le témoignage d'un homme qui assista aux funérailles de la mère du calife Harûn écrit : «J'ai vu arriver al-Rahshîd ce jour-là, il accompagnait le catafalque de sa mère pieds nus dans la boue jusqu'au cimetière des Qoraishites. Une fois arrivé, il se lava les pieds et accompagna le rite funéraire. Ensuite il descendit dans la tombe pour rendre à sa mère un dernier hommage avant de quitter le cimetière»

Il est d'autres femmes qui ont réellement exercé le pouvoir. Fatima Mernissi, qui leur a consacré un ouvrage «Sultanes oubliées» (Albin Michel), en dénombre une quinzaine. Deux d'entre elles retiennent immédiatement l'attention : il s'agit de deux sultanes turques, Chajarat ad-Dur et Radia, fille du roi Iltumish. Cette dernière s'empara du pouvoir à Delhi, au XIIIe siècle, en 634 H/1236 exactement, elle succéda à son père, le sultan

Iltumish, roi de Delhi. L'acte par lequel elle inaugura son court règne fut d'ordonner que les monnaies soient frappées en son nom, avec cette formule : "Pilier des femmes, reine du temps, Sultana Radia bint Chams Ed-dîn Iltumish". Le roi Iltumish s'était hissé de la condition d'esclave à celle de sultan, et cette fulgurante ascension impressionnait dans un pays où la population était partagée entre des castes dans lesquelles les individus étaient enfermés et dont ils ne pouvaient pas s'émanciper pour atteindre une autre condition.

À travers le parcours d'Iltumish, l'islam apparaît aux Hindous comme une religion qui permettait l'ascension sociale ou qui, en tout cas, n'y faisait pas obstacle. «L'islam apparut comme une religion démocratique, une religion qui brisait les hiérarchies, déstabilisait les maîtres et permettait aux esclaves, s'ils en étaient capables, de prendre la place de ceux qui les dirigeaient» remarque judicieusement Fatima Mernissi. Et cet ancien esclave qui s'était élevé, à force de courage, de bravoure et de mérite, aux premières places n'avait aucun obstacle, d'ordre psychologique ou social, pour identifier et reconnaître la valeur d'une femme. Bien qu'il eût trois enfants, Iltumish désigna sa fille, Radia, pour lui succéder et c'est ce qui arriva, à son décès, après un règne assez long de 26 ans. La succession n'alla pas sans drame, notamment à cause de l'opposition résolue d'un des fils du sultan défunt, mécontent de la décision de son père. Ce fils s'appelait Rûkn al-Dîn. "Il voulait à Radia et à son demi-frère une haine qui éclatera en plein jour après la mort du père et le poussera à combattre la première et à tuer le second". A la question qui lui fut posée de savoir pourquoi il désignait une femme, Iltumish avait déclaré, avant sa mort : "Mes fils sont incapables de diriger, et c'est pour cela que moi j'ai décidé que c'est ma fille, Radia, qui doit régner après moi". Une volonté si explicite du roi n'empêcha nullement qu'à sa mort, Rûkn al-dîn, soutenu par des princes et des vizirs, n'essaye d'écarter Radia et de confisquer le pouvoir. Le premier acte de Rukn al-Dîn fut de tuer son demi-frère, et jugeant que cela suffirait à impressionner sa sœur et à lui faire regagner le domaine du harem, s'abstint d'aller plus loin. Or, Radia n'était pas de celles qu'un meurtre pût impressionner. Non seulement l'assassinat de son demi-frère ne la découragea nullement, mais, en plus, elle en appela au peuple pour renverser l'usurpateur. Voilà comment elle s'y prit : le sultan Iltumish avait instauré une tradition dans son royaume. Chaque fois qu'un de ses sujets s'estimait victime d'une injustice ou lésé dans ses intérêts, il devait porter un vêtement de couleur dans une société où les gens étaient ordinairement vêtus de blanc. Lorsque le roi Iltumish donnait audience et voyait l'un de ses sujets portant un habit de couleur, il lui demandait de l'informer de ses doléances, examinait ses plaintes et se chargeait de lui rendre justice. Sa fille, estimant que son pouvoir légitime avait été usurpé par son frère, eut recours à la même technique. Elle décida un vendredi, jour de grande prière, de porter l'habit de couleur, signe qu'une injustice avait été commise à son encontre. Ce jour-là, elle se présenta au peuple assemblé, lui communiqua ses malheurs, lui demanda son soutien pour réparer cette flagrante injustice, venger la mort de son demi-frère et mettre fin à la confiscation du pouvoir par un frère qui, en outre, la menaçait de mort. "Mon frère leur dit-elle, a tué son propre frère et menace de me tuer".

A ces mots, la foule gronda, se porta vers l'usurpateur qui se trouvait dans la mosquée. Les fidèles se saisirent de lui, et le mirent à mort. C'est ainsi que le peuple reconnut la légitimité du pouvoir de Radia. Les historiens ont jugé très positif le court règne de Radia. "Radia s'acquitta très bien de sa tâche. On ne lui reprocha qu'une seule chose, d'être tombée amoureuse de Jamal ad-dîn Yaqût, un esclave éthiopien qui travaillait aux écuries. Cette histoire d'amour allait précipiter sa chute" (F Mernissi). La deuxième sultane, Chajarat ad-Dur, était d'une grande beauté et elle reçut le don éclatant de l'intelligence politique. Ancienne favorite du sultan ayyoubide, As-Sâlih Ayyûb, elle a régné pendant sept ans, de 1250 à sa mort en 1257. Les historiens lui reconnaissent le mérite d'avoir régné avec sagesse et rendent hommage à sa perspicacité politique. Ils jugèrent qu'elle s'était "égalé aux meilleurs hommes d'Etat". Pour elle, le sultan ayyoubide a abandonné sa femme et ses enfants et l'a emmenée au Caire, lorsqu'il s'y rendit pour succéder au roi al-Kâmil, en 1238.

Ils auront un fils nommé al-Khalil, en plus du fils, nommé Turân Shah, qu'a eu le sultan d'un autre lit. C'est l'époque ou le roi de France, saint Louis conduit la septième croisade. Une armée de 25000 soldats dont 7 à 8000 chevaliers attaque l'Egypte. Le fils d'As-Sâlih, Turân Shah prend le commandement, mais se révèle inapte à bien diriger l'armée. Damiette, en 1249, tombe aux mains des croisés. Alors chez les militaires naît le sentiment que Turan Shah est un incapable. Harcelés par les mameluks, les croisés sont néanmoins contraints de rebrousser chemin, le roi saint Louis et ses proches sont faits prisonniers et ne seront libérés qu'après le paiement d'une forte rançon. C'est donc une victoire pour la dynastie mameluke. Pendant que le sultan est malade, c'est Chajarat ad-Dur qui assure l'intendance au palais et qui gère au quotidien les affaires de l'Etat. Elle s'en acquitte fort bien. Mais les événements se précipitent : le 21 novembre 1249, le sultan meurt. Dans les heures qui suivirent ce décès, le calme de Chajarat ad-Dur et son flegme impressionnèrent favorablement les chefs de l'armée. Pour ne pas affoler les troupes et afin d'éviter les troubles, on décide de dissimuler au peuple et à l'armée la nouvelle de la mort du sultan. Turân Shah, voyant les réserves que sa gouvernance suscitait, se fâcha avec les officiers qui lui retirèrent leur soutien. Le conflit s'envenima et les officiers turcs décidèrent de se débarrasser de lui. Ils l'assassinèrent et portèrent Chajarat ad-Dur au pouvoir suprême. Et, chose extraordinaire en terres d'islam, la Khutba du vendredi fut dite au nom de la souveraine : "Dieu protège la princesse, la reine des musulmans, la servante du khalife al-Mu'tasim" et ces titres furent même inscrits sur les monnaies.

C'est alors qu'elle se saisit du pouvoir que la tragédie s'introduit dans la vie de Chajarat ad-Dur. A Bagdad, le calife al-Mu'tasim refuse de cautionner le pouvoir d'une femme, fût-elle d'exception et en dépit du fait qu'elle se déclare sa vassale. Al-Mu'tasim envoie une missive aux chefs de l'armée égyptienne les sommant de choisir parmi eux un sultan, et leur disant que s'ils sont incapables de trouver un homme pour diriger les affaires de l'Etat, il se chargerait de leur en envoyer un. Les chefs de l'armée décident de déposer Chajarat ad-Dur et de confier le pouvoir à Al-Mu'izz Aybak al-Turkomâni, l'un des plus puissants chefs de l'armée. A ce moment-là, Chajarat ad-Dur eut l'idée de séduire le nouvel émir et songea à l'épouser. Elle réussit à en faire son mari. Elle parvint même, chose extraordinaire et unique dans les annales de l'histoire musulmane, à faire en sorte que la Khutba soit dite au nom de son mari et du sien et que la monnaie soit frappée à leurs deux noms. Au reste, aucun document officiel n'émanait du palais qui ne fût signé conjointement par les deux souverains.

La sultane faisait face avec courage à l'adversité, mais c'est une tradition musulmane qui va causer la perte de Chajarat ad-Dur, sa chute et sa mort, la polygamie. Très jalouse, elle avait déjà exigé de son premier mari qu'il divorce d'avec sa femme légitime. Et lorsque son deuxième mari, Mu'izz Aybak al-Turkomani, joignant le geste à la parole, prend une seconde épouse, le sang de Chajarat ad-Dur ne fit qu'un tour. Folle de jalousie, elle fomenta son assassinat. C'est dans un hammam, au moment où son mari goûte aux plaisirs du bain et de la relaxation, qu'elle ordonne à ses domestiques de le transpercer de leurs armes. Ce meurtre provoque une grande émotion et jette l'armée dans un grand désarroi. L'armée, divisée entre les partisans de Chajarat ad-Dur et ceux de son mari assassiné, délibère. En fin de compte, Chajarat ad-Dur fut arrêtée, assignée à résidence au Borjd al-ahmar (la citadelle rouge) puis, assassinée.

L'histoire de ces deux femmes d'exception, qui ont été portées au plus haut sommet de l'Etat, est instructive à plus d'un titre. Toutes les deux d'origine turque, elles réussirent à mobiliser autour de leur nom des fidélités et même à susciter des enthousiasmes avant de se voir critiquées, combattues et en fin de compte assassinées. Leur erreur majeure fut d'avoir mêlé le sentiment à la politique. Or les musulmans, bien avant Machiavel, enseignaient que l'art de la politique, c'est l'art de la ruse. C'est un exercice impitoyable où le cynisme le dispute à une certaine inhumanité. En outre, nombre d'historiens et de théologiens ont émis l'idée que l'accession des femmes au pouvoir dans les pays sous domination musulmane a été le début de l'ère de la décadence. De quoi relancer la controverse !

# ■ Quatre victimes collatérales du quatrième mandat



Par Abed Charef

**L**e quatrième mandat que brigue le président Abdelaziz Bouteflika a provoqué de sérieux dégâts dans le pays. En plus des conséquences politiques et économiques plus ou moins redoutées, la décision du chef de l'Etat se présenter à l'élection présidentielle, malgré son état de santé, fera quatre victimes collatérales, qui mettront de longues années pour effacer les séquelles de ce choix.

La première victime est le Conseil constitutionnel dont le président, Mourad Medelci, se sentira bien seul durant la première quinzaine du mois de mars, lorsqu'il aura à examiner le dossier de M. Abdelaziz Bouteflika. Nommé il y a six mois à la tête du conseil, dans le cadre d'un dispositif destiné à encadrer la présidentielle du 17 avril, M. Medelci n'est pas connu pour ses positions tranchantes. Bien au contraire. Il a toujours accompagné les choix du pouvoir, mêmes les plus contestables. Ni au ministère des finances, ni aux affaires étrangères, il n'a été connu par sa force de caractère.

L'homme qui avait reconnu, devant le tribunal de Blida, n'avoir pas fait preuve d'intelligence dans l'affaire Khalifa, sera bien embarrassé en accueillant le président Abdelaziz Bouteflika,

lorsque celui-ci ira déposer sa candidature. Outre les formules portant les signatures de citoyens ou d'élus, et une déclaration de patrimoine, le dossier de candidat doit en effet contenir un certificat médical attestant que le candidat est apte à assumer le poste de président de la république. D'une manière ou d'une autre, M. Medelci se demandera, à un moment donné, si le certificat médical fourni par le président Bouteflika est authentique, et s'il se justifie. Un chef d'Etat doit en effet jouir de ses capacités physiques et mentales pour défendre les intérêts du pays. S'il doit s'absenter de longs mois, s'il ne peut présider les réunions, ni participer aux forums internationaux pour y affirmer la position de l'Algérie, il semble évident que sa candidature peut être légitimement invalidée. Mais M. Medelci ne le fera pas. Ce qui signifie clairement que Conseil constitutionnel est mort.

De manière concomitante, la médecine a été gravement atteinte dans cette affaire. Un médecin, professeur de médecine, c'est-à-dire un homme ayant atteint le grade le plus élevé de sa spécialité, a déjà drôlé les Algériens en rendant public un diagnostic faussé le 27 avril 2013. Le professeur Bougherba attesté que le chef de l'Etat avait eu un « accident ischémique transitoire sans séquelle ». On découvrirait, peu après, qu'il s'agissait d'un AVC, avec des séquelles très sérieuses. Que faire quand une sommité de la médecine rend publics des diagnostics erronés, ou se fait complice de mensonges aussi graves ? C'est toute la médecine qui se trouve discréditée.

**Le quatrième mandat a porté un sérieux coup aux institutions, au Conseil constitutionnel et à l'armée, mais il a aussi atteint la médecine et la morale politique.**

## Même la médecine n'est pas épargnée

Le médecin qui fournira au président Bouteflika un certificat médical pour l'élection présidentielle sera contraint au même exercice. Un médecin est supposé connaître les contraintes auxquelles est soumis un chef d'Etat. Pourra-t-il fournir un certificat médical décrivant fidèlement l'état de santé du chef de l'Etat ? Peu probable. Et il risque ainsi d'être contraint au mensonge, ce qui est contraire à l'éthique et à la morale de ce prestigieux métier.

L'éthique et la morale politique sont, précisément, la troisième victime du quatrième mandat. Elles ont virtuellement disparu du paysage politique, du moins dans les cercles du pouvoir. Des ministres, de hauts responsables, de hauts fonctionnaires, sont contraints, ou se croient contraints, à des déclarations absurdes. Ce qui donne une sorte de concours de la déclaration la plus loufoque, l'un affirmant que le cerveau du chef de l'Etat fonctionne mieux que celui de tous les Algériens, pen-

dant que l'autre débite des mensonges évidents.

Cette dérive morale doit être, un jour ou l'autre, assumée. Et c'est l'armée algérienne, quatrième victime collatérale, qui devra en assumer les conséquences. Car en Algérie, à tort ou à raison, l'armée est considérée comme l'ultime centre de décision. C'est elle qui parraine les chefs d'Etat, dicte la direction à prendre lors des grands virages, et exclut des choix ou des personnalités considérées comme séditionnaires ou dangereux.

Le quatrième mandat est clairement perçu comme le résultat boiteux d'un bras de fer entre différents centres du pouvoir. L'armée était-elle favorable au quatrième mandat ? Etait-elle hostile ? Peu importe. Ce que l'histoire retiendra, c'est que ce choix absurde a sérieusement entamé l'image de l'Algérie ; il a aussi enlevé le peu de crédit qui restait au personnel politique ; mais il a surtout atteint l'armée. Si celle-ci a validé ce choix, elle a manifestement commis une erreur en maintenant au pouvoir un homme fortement diminué. Si elle a subi ce choix, cela signifie qu'elle s'est laissé doubler par des groupes opaques qui ont acquis une influence dangereuse. Mais au final, c'est à l'armée que le choix sera imputé, ce qui en fait la principale victime collatérale du quatrième mandat.

# ■ Transition démocratique et réforme du secteur de la sécurité

**Il semblerait que la réforme du secteur de la sécurité (RSS)[1] qui constitue depuis un certain temps une priorité de l'ensemble de la communauté internationale se précise davantage pour la région de l'Afrique du Nord.**



Par Arezki Derguini

**E**lle pourrait même constituer un angle d'attaque pertinent pour la transition démocratique dans notre pays. A condition qu'elle soit entendue au sens large, c'est-à-dire comprenant une réforme de la justice, soit la mise en œuvre d'une justice transitionnelle, de sorte que l'Etat-DRS perde sa principale justification. Ainsi la transition démocratique ne commencerait pas par un processus électoral disqualifié mais par la réforme de son environnement disqualifiant.

J'ai déjà soutenu ailleurs que la stabilité comporte un rapport à soi et un autre au monde, soit une prise en compte des intérêts tout aussi bien locaux qu'internationaux. L'attaque du site gazier d'Ain Amenas a remis à l'ordre du jour la question de la réforme du secteur de la sécurité en Algérie. Tandis que la torture et l'autodétermination des populations sahraouis le fait pour celle au Maroc. Dans ce texte je veux soutenir la plausibilité et la pertinence d'une telle démarche, bien moins que sa réalité.

Pour le monde le souci de sécurité internationale qui domine le nouveau millénaire comme déclaré par l'OCDE semble prendre une nouvelle allure. L'OCDE affirmait en effet que : « ... face aux conflits violents généralisés, aux menaces à l'encontre de la sécurité humaine et aux besoins urgents de reconstruction dans de nombreux pays, les gouvernements des pays de l'OCDE sont conscients que le « coût de la négligence » - qui consiste à laisser les pays s'enfoncer dans les difficultés ou aller à la faillite - est bien trop élevé pour les populations,

les nations et la sécurité internationale[2]. » Et pour contextualiser davantage un tel souci, on peut se demander si les interventions militaires extérieures ne se sont pas imposées du fait de la défaillance de secteur de la sécurité dans les pays où elles ont pu avoir lieu et dont on ne pourra plus faire l'économie de la réforme.

**E**n commençant par la réforme du secteur de la sécurité, on aborde la question du consensus nécessaire à la réussite de la transition démocratique. Consensus externe et interne, sans lesquels la transition est vouée à l'échec. Au plan externe, nos intérêts ne peuvent ignorer ceux du monde, s'ils ne tiennent pas à être ignorés eux-mêmes. On ne peut s'inscrire que dans un monde donné et non hors de lui. Au plan interne, le consensus ne peut être donné d'une seule traite. Il doit être construit de proche en proche. Il devrait d'abord concerner la force en mesure de dominer le processus de transition, il devrait d'abord toucher le cœur du secteur de la sécurité. Nous serions dans un processus qui procéderait du haut vers le bas (top down) au plan interne, où l'extérieur et l'intérieur se seraient alignés, à l'inverse du processus révolutionnaire comme processus de typebotom up (de la base au sommet), qui trait de l'intérieur vers l'extérieur, à tous les niveaux. Le premier processus se porterait d'emblée à l'intersection de l'interne et de l'externe, le second serait porté par une dynamique du bas vers le haut, jouissant du label de démocratique.

L'expérience égyptienne apparaît ici comme un exemple a contrario. Le processus « révolutionnaire » n'a pu produire au cours de son évolution le consensus nécessaire à sa poursuite. Contrairement à l'exemple tunisien dont la configuration des forces internes et externes était différente. En commençant par un processus électoral soutenu par un consensus fragile et conjoncturel quant à la con-

duite du processus de transition, l'échec ne pouvait pas être exclu. Si on y ajoute la confusion introduite dans les rapports de force réels par le processus électoral, on comprend que la confrontation des forces ait pu aboutir à un avortement du processus démocratique. La complexité du monde aujourd'hui laisse peu de chances à un processus par le bas de produire son propre contrôle. Penser globalement (et agir localement) exige un certain nombre de ressources qui ne sont pas disponibles pour tous. Hors le cas exceptionnel d'une conjoncture favorable, ce à quoi s'apparente la situation tunisienne, où la transformation locale peut apparaître comme la manifestation local d'un changement global. Ou celui d'un processus dominant.

**A**u plan interne, il semble que le consensus doive prendre en considération l'opposition entre deux types de légitimité (selon Juan Linz) largement dégradées : la légitimité de principe (ici historique) et la légitimité d'exercice (Etat-DRS). Les deux légitimités étant réelles mais non moins usées, il semble que la confrontation principale pourrait dériver vers l'enjeu « qui rend des comptes à qui » ? Elle opposerait un pôle hiérarchique dominant qui associe la stabilité, étant donné la défaillance populaire, à son pouvoir de poser et déposer les gouvernements civils et donc d'assurer l'alternance, et un pôle investi d'une légitimité historique qui refuse de se soumettre à un pôle hiérarchique dominant investi d'une légitimité d'exercice. Dans le système autoritaire, avec la fin des coups d'Etat, la gestion de l'alternance peut s'effectuer au travers de l'arme de l'argent, la corruption. L'Etat profond y aurait la charge de déraciner le gouvernement civil et formel pour lui éviter de se transformer en gouvernement héréditaire ou en Etat de droit. A toute alternance, l'Etat profond veut faire rendre des comptes au gouvernement civil dont la corruption peut être révélée

et en échange de la renonciation au pouvoir peut s'abstenir de réclamer justice. On obtient ainsi une alternance pacifique sur fond de règlement de comptes. Cela peut constituer le bruit qui risque d'entourer ou de faire avorter le processus de RSS.

Comment donc mettre fin à un système de gouvernance qui met le gouvernement civil sous le contrôle de l'appareil sécuritaire en soumettant son cycle de vie au régime de la corruption ? Comment mettre fin à la confusion de l'argent, du politique et du militaire ? Comment établir la hiérarchie entre les différentes institutions sociales, civiles et militaires, qui permette un fonctionnement démocratique de la société ? Cette hiérarchisation des diverses institutions civiles et militaires ne peut être séparée du mode de gouvernance. Le mode de gouvernance démocratique comprend la prééminence de la hiérarchie civile, d'un président mandaté par un peuple non soumis à son armée. Le mode de gouvernance autoritaire suppose une soumission, peu importe sa forme, de la forme civile à la forme militaire.

**L**a transition démocratique qui débiterait par une réforme du secteur de la sécurité peut donc être exposée à l'échec si elle est mal conduite, c'est-à-dire si elle est conduite indépendamment d'un processus de réforme du mode de gouvernance dans son ensemble qui rendrait possible une inversion de la hiérarchie des institutions. Aussi faut-il entendre un secteur de la sécurité au sens large dont la réforme débiterait par le cœur de ce secteur pour s'étendre à la réforme de la justice. Le mode de gouvernance pourrait ainsi renoncer à la corruption comme une de ses modalités. Le consensus recherché doit donc d'abord concerner une certaine partie du corps social mais il doit comprendre dans son objet la réforme de la justice sans quoi la RSS pourrait s'apparenter à un simple règlement de comptes au sein de ce secteur.

Terminons par la question à quoi faut-il imputer l'échec des entreprises de démocratisation ? Aux objectifs des partenaires politiques : ils visaient une conquête du pouvoir alors qu'il fallait tout d'abord rechercher la construction d'un consensus qui rende acceptable un gouvernement démocratique, qui rende possible une alternance démocratique.

Note :

[1] Qu'est-ce que la RSS ? Laissons le secrétaire général de l'ONU répondre à la question : « SSR n'est pas (une mesure) palliative ou (une affaire de) court terme. Il est un élément essentiel de maintien et de consolidation de la paix multidimensionnelle, indispensable pour aborder les causes profondes des conflits et le renforcement des fondements de la paix et le développement à long terme. »

[2] Réforme des systèmes de sécurité et gouvernance, OCDE 2005

«Il est resté identique à lui-même, comme une statue qui traverse le temps sans en subir les outrages. À peine si l'âge a empâté ses traits, arrondi les angles, l'œil est resté vif, la voix aussi claire qu'en octobre 1963 quand il a lancé le fameux «Hagrouna !». Et aussi gardé une mémoire d'éléphant même s'il affirme qu'il veut oublier pas mal de choses...»

## «Hagrouna !»

Par Mimi Massiva

Dans cet entretien imaginaire, feu Saïd Mekbel, raconte Ben Bella. Un salaud est par définition un homme méprisable et le premier Raïs de l'Algérie avec son "Hagrouna" est méprisable et méprisant vis-à-vis d'un peuple qui ne mérite aucune compassion quand on pense aux enfants de l'Après-pétrole. Au bluff du Hagrouna, le Sage de l'Afrique a ajouté l'imposture face à un public de salopards. "...les peuples sont à la longue ce que le gouvernement les fait être : guerriers, citoyens, hommes quand il le veut ; populace et canaille quand il lui plaît", affirmait déjà Rousseau.

Quand l'Angleterre, mère de la démocratie occidentale, a augmenté le salaire des juges, le gouvernement de l'époque a déclaré qu'il voulait protéger les hommes de loi de la corruption. Bizarre. On croyait naïvement que ceux qui résistent le plus au virus c'est justement ceux dont les études du Droit les avaient bien vaccinés contre lui. En Algérie, le bonheur de nos magistrats est dû au coup de "folie" d'un monsieur Brahimi affirmant en 1990 que le montant des pots-de-vin touchés par les hauts fonctionnaires de l'Etat en signant des contrats avec les étrangers s'élevait à 26 milliards de dollars : l'équivalent de la dette extérieure. Résultat, on a triplé les salaires de nos robes noires et monsieur Hamrouche s'était justifié à l'anglaise. Anouar Benmalek dans son livre Chroniques de l'Algérie amère écrit : "Un jeune juriste, s'il choisit la magistrature après 4 années de licence et 2 années de stage débutera avec un salaire supérieur à celui d'un professeur d'université titulaire d'un doctorat d'Etat." Dans l'Honneur de Déplaire, André Giresse parle de la justice française : "Reflète de la volonté du Prince, le Conseil supérieur n'était plus, sous la Vème, un temple où soufflait l'esprit des lois, mais une foire aux vanités, une bourse des promotions, un Versailles judiciaire peuplé de courtisans. On y venait rituellement faire ses dévotions et avancer en grade à coups d'encensoir et de genuflexions..." Malgré les scandales et la Constitution Liberté-Fraternité-Egalité les monarques de Versailles seront toujours au-dessus de tous les soupçons de Dame Justice. Le seul pays qui a mis son président derrière les barreaux c'est Israël et pour une affaire de mœurs. En face d'eux, les leaders palestiniens ont dû bien rigoler dans leur Mercedes et palais des 1001 nuits. En Palestine, ils n'ont pas de rente pas de pays, mais l'Empire Arafat n'est pas en carton encore moins celui de Hamas qui s'est assagi depuis son intronisation. D'après le Procureur général de l'Autorité palestinienne 80 pour cent des responsables sont corrompus. Des milliards de dollars d'aides internationales pour la population détournés sans aucune réaction des donateurs au point dit-on que "la Palestine est le secret le mieux gardé de l'industrie de l'aide." D'après le site hekaty.com, Hamas et l'Autorité Palestinienne c'est Beverly Hills : en une année 10 milliards de dollars envolés. Abbas se justifie ainsi : "Le scandale à propos de corruption est un complot israélien." Si c'est vrai, l'honnêteté des dirigeants palestiniens sera une première dans le monde arabe, il faut qu'on pense à leur offrir le prix Nobel et surtout convaincre leur peuple que l'enfer du frère est meilleur que le paradis de l'ennemi. Même Mandela est mort millionnaire. Ses héritiers politiques et leur Black Economy n'a finalement servi qu'à remplacer des patrons blancs par des patrons noirs dont le seul mérite est d'appartenir à l'ANC. Mandela reste un héros pour avoir empêché une guerre civile ou un génocide à défaut de réaliser le seul petit rêve du plus grand nombre. L'histoire ne retiendra pas le nom du président

de l'Uruguay José Mujica dit Pepe, il a renoncé à 87 pour cent de son salaire au profit des pauvres, refusant de porter un costume vit dans sa vieille ferme avec sa vieille femme et sa vieille voiture tout en expliquant : "J'ai lutté toute ma vie pour un monde plus juste..." Que pèse ce fêtu de paille face à l'Empire Goldman Sachs, responsable de la crise de 2008 qui ne cesse de s'enrichir et d'appauvrir en espèces et en neurones la race humaine. Même le diable est obligé d'acheter l'âme parce qu'il n'a pas le pouvoir de la voler. En Europe, le cœur de la crise correspond au cœur de la corruption : les plus corrompus sont les plus touchés. D'après la Commission européenne, le mal coûte à l'Union 120 milliards de dollars par an, 1 pour cent du PIB. Le rapport dénonce les prises illégales d'intérêt, les favoritismes, le crime organisé, les fraudes fiscales et financières, le blanchiment d'argent... Pas un mot sur le lobbying, la corruption, la cooptation, l'incompétence qui minent l'UE au sommet à la pousser à réintroduire par exemple la farine animale pour des bêtes herbivores afin d'engraisser le bétail humain. En Grèce, la corruption est à tous les étages et d'après TI (Transparency international) la dette grecque a été causée en partie par la fraude fiscale. Qui fraude le fisc sinon les riches et les ayants-droits. D'après le Figaro : "Rarement la France aura placé trois des siens dans un top 10 international... ayant payé les plus gros montants... pour mettre fin à des pour-

**Le blogueur saoudien Khaled Al Majid, surnommé le Wikileaks saoudien, révèle : " Certains individus possèdent des propriétés si vastes qu'ils leur faut un hélicoptère pour se rendre d'un bout à l'autre alors que les deux tiers de la population ne parviennent pas à obtenir un terrain pour construire une maison pour leur famille. Une grosse part des milliards du pétrole est engloutie dans des projets d'infrastructures au bénéfice d'entrepreneurs véreux. Les grands de l'Etat comptent parmi les plus grosses fortunes de la planète.**

suites pour corruption...". En 2000, une centaine de pays se sont réunis en Pologne pour s'engager à propager la démocratie dans le monde, un seul pays a refusé, la France, porte-parole du monde arabe et de l'Afrique. Son ministre des AE avait déclaré qu'on ne peut imposer la démocratie à un peuple qui n'en veut pas. Par contre on peut imposer la dictature et ses valises à billets. "La tolérance zéro pour la corruption est primordiale. L'Etat doit être le serviteur et non le maître du peuple" déclarait sans rire sa compatriote la patronne du FMI. Ce qui ne l'a pas empêché d'être plus que satisfaite lors de sa visite début 2013 au Cambodge après une crise politique due à des élections truquées. Le Cambodge, pays le plus corrompu d'Asie classé dans la matière 160e sur 177 pays d'après TI (transparency international). La Turquie qui n'a pas eu la chance de rentrer dans l'Europe ni de reconstruire l'Empire ottoman, le fléau menace la politique et la livre turque le tout sous l'œil de la religion. En Chine, on parle de problème structurel et Confucius a été enterré au profit de McDonald. "Les princes rouges" qui tiennent leur "mandat du ciel" sans croire à ses prophètes, sont gangrenés. Quand un "tigre" est sanctionné au lieu d'une "mouche" c'est qu'il a cessé de plaire. On estime le nombre de riches à 300 millions sur 1,5 milliard de Chinois condamnés à la pauvreté à tout jamais au risque de faire exploser la planète. Ils pourront toujours survivre en lisant le célèbre livre de Zhuxiao, fils de leur empereur écrit en 1406 "L'Herbier pour la sur-



vie en cas de disette". Seulement du temps du prince herboriste, si la terre était radine elle n'était pas polluée. Le Japon qui a été un modèle unique de performance depuis plus une dizaine d'années est en train de régresser avec la qualité de ses dirigeants. En 2011, le tsunami et la catastrophe du nucléaire avaient mis à nu la fragilité du géant. Quand ils protestent, les Japonais ne manifestent pas dans la rue ne brûlent pas ne s'entre-tuent pas, mais chaque fin de semaine ils protestent dans le calme devant la résidence du Premier ministre avant de tout nettoyer et repartir. Leur méthode est efficace, le coupable démissionne en demandant pardon. Hélas le virus est mondial et les caisses sont vides. Ajoutons que les responsables nippons se

pour cent de leur fortune. Ils ne paient ni l'électricité ni l'eau ni le téléphone ni les billets d'avion, ni l'hôtel, rien du tout. Le favoritisme règne partout dans toutes les administrations où l'on nomme des proches, les amis, les enfants d'Untel. Des journalistes, des poètes, des religieux, des intellectuels...s'inclinent devant un prince, un ministre. Les rues telle et telle, les universités unetelle et unetelle, les instituts unetel, les chaires unetelle, les hôpitaux unetel...Partout des grandes villes au plus petit bourg, on retrouve les mêmes noms jusqu'à la nausée...En Tunisie ils ont renvoyé leur président, chez nous on n'a même pas renvoyé le gouverneur de province après des centaines de personnes noyées deux années de suite à cause des inondations à Djeddah, la 2eme ville du royaume. Que dire des Saoudiens détenus pendant des années en prison sans être jugés sans avoir commis de crime...Nous nous sentons comme des intrus qui encombrant la famille royale. "Avant l'internet, une princesse saoudienne dénonçait déjà dans son livre Sultana l' " anomalie " génétique des Ibn Saoud à travers le portrait de son propre frère qui couvrait d'or et de pierres précieuses ses nombreuses femmes et concubines avant d'aller en Egypte acheter des fillettes vendues le temps d'un viol par une mère détraquée par la misère. Un autre prince exilé en Allemagne se plaint lui que les forces de renseignements saoudiens traquent les opposants jusqu'à l'étranger. Un autre, considéré comme l'homme arabe le plus riche, Al Walid ben Talal a acquis dit-on 3,75 pour cent de Twitter pour surveiller des internautes saoudiens les plus surveillés au monde. On imagine la prudence du Wikileaks saoudien, suspecté d'être un prince rebelle, et l'ambiance de la prolifique fratrie qui veille sur les Lieux Saints de l'Islam. Quand on compare l'Algérie à l'Arabie saoudite, les points communs certes sont légion, seulement on n'a pas de Wikileaks et nos princes n'ont pas de propriétés ni illimitées ni lilliputiennes sauf le très officiel et très blindé Club des Pins. Les noms " Untel jusqu'à la nausée " sont ceux de nos martyrs. Aucune pénurie à redouter : nos princes en partance reviendront un jour en martyrs si on arrive à imaginer l'Algérie post-pétrole comme on imagine un chaos après le chaos. Aujourd'hui nous sommes nourris chaussés habillés médicalisés outillés parfumés maquillés chinois et en plus on nous importe des Chinois pour construire des édifices des routes ponts immeubles et même des mosquées. À ce rythme on peut se demander pourquoi on envoie encore les gosses à l'école c'est sans doute pour cela que les grèves à répétition dans ce domaine nous laissent de plus en plus indifférents. À ce rythme, on n'est pas des intrus on est des insectes nuisibles. Si au moins on a importé le rire des Chinois ; si au moins on pouvait soulager nos cœurs avec un Hagrouna ! "Les structures du discours ont été si parfaitement intégrées par les profiteurs du système que, lorsqu'un individu se met en quête de mots et des formules qui exprimeraient son cas, il découvre qu'ils sont déjà largement en usage au service du pouvoir." (John Saul, Les Bâtards de Voltaire)

Ils sont plus d'une centaine, entre chefs de partis politiques, anciens hauts responsables, militaires à la retraite, émigrés, avocats, anonymes et même écrivain, qui ont déclaré leur intention d'être candidat à la candidature présidentielle.

## ■ Qui se souvient de Beppe Grillo ?

Par Cherif Ali

En attendant de prendre connaissance des professions de foi des uns et des autres, espérons citoyens que nous sommes, que le pragmatisme et les valeurs démocratiques de tous ces compétiteurs, l'emporteront sur la suffisance des uns, et le radicalisme affiché par les autres qui ont opté, d'avance pour le boycott du scrutin du 17 avril 2014 !

A ceux qui sont, quand même, décidés d'y aller, alors même que le président en exercice, à décider de rempiler, pour un quatrième mandat consécutif, qu'ils sachent que les algériens, en général, et les électeurs en particulier, sont blasés de la chose politique, même si, quelque part, ils gardent l'espoir, tout de même, qu'un candidat ou même plusieurs, viendront parler, au moins une fois, à leur intelligence.

Les algériens et les électeurs sont fatigués, à l'aune des élections à venir, des décisions de certains partis politiques dits d'opposition qui sont voués, tout juste, à faire l'écume de l'actualité en cette pré-campagne où les « déclinologues » de tout genre, continuent, vaillamment, à saper le moral des algériens.

Qu'ils soient boycotteurs, souteneurs, pour, contre, ou dans l'expectative ou l'opportunisme, tous ces partis restent inaudibles pour la majorité silencieuse, quelque soit le mot d'ordre qu'ils agitent sous son nez.

Si on devait faire le point, au jour d'aujourd'hui, qu'est ce qui se dégage de la scène politique, si ce n'est les trois grandes tendances ci après :

1. les partis majoritaires à l'assemblée nationale et leurs alliés TAJ-MPA-ANR et une trentaine de petits partis soutiennent Abdelaziz Bouteflika, candidat à sa propre succession
2. d'autres partis, de moindres envergures, rejointes par le parti islamiste El Islah de Djahid Younsi, misent sur le candidat " indépendant " Ali Benflis
3. les partis de la mouvance islamiste ont décidé en compagnie du RCD, de boycotter les élections.

Les pronostics vont bon train et tout le monde s'accorde à dire, pour les plus pessimistes, que les jeux sont faits, pour les autres que le futur président de la République ne pourra sortir que du chapeau A ou B.

Et si, pour cette fois-ci, on venait à se tromper sur les intentions de vote des algériens qui ne veulent plus qu'on abuse de leur patience et qu'on leur dicte, une fois encore, leur choix. Certains, dans les états-majors ont parlé de " scrutin gagné d'avance " pour expliquer ou justifier leur retrait de la compétition.

Le candidat Ali Benflis, pour sa part, à l'air d'y croire, tout comme Mouloud Hamrouche qui s'est fait remarquer par un discours des plus abscons que certains ont vite fait d'interpréter comme " un appel du pied à l'armée " ou, une candidature inavouée.

Et si le vote des algériens serait, pour une fois, respecté tel qu'il aurait été exprimé ? Le président de la République ne s'est-il pas engagé en ce sens ? Dans ce cas là, on ne serait pas à l'abri d'une surprise comme celle qui est arrivée en Italie lors des dernières élections législatives gagnées par un illustre inconnu et son parti ; pourtant les démocrates de ce pays, ont passé l'intégralité de la campagne au plus haut des sondages, car ils étaient donnés largement vainqueurs du scrutin. Et voilà que ce Beppe Grillo entre en scène, avec ses cheveux gominés, comique blogueur à ses heures, aussi provocateur que radical ; personne ne le " calculait " comme on dit chez nous.

Son mouvement 5 étoiles avait l'air ridicule,

jusqu'à ce qu'il arrive en troisième position dans les urnes. Il a obtenu lors des élections législatives italiennes de février 2013, entre 23 et 25% des suffrages, pour chaque chambre du parlement, avec pour seul programme un slogan : " tous des voleurs, tous des menteurs ".

C'est arrivé en Italie, mais pas seulement, signe que les citoyens du monde ne veulent plus de la politique telle qu'elle a été pratiquée jusque là. Comme en Allemagne tout d'abord ou le " Parti des Pirates " s'appuyant sur une plate-forme, mêlant idées de droite et de gauche, proposait à ses électeurs " un revenu qui serait garanti à tous les citoyens, sans exigence de contre partie ".

Les Pirates ont depuis conquis en mars 2012, le parlement de la Sarre avec 7,4% laissant les libéraux (FDP) sur la touche et, en mai de la même année, celui de Rhénanie du Nord-Westphalie, land le plus peuplé d'Allemagne, avec 7,6% des suffrages et 20 sièges à l'assemblée locale.

En Grèce, le parti " Aube dorée " s'est lancé dans l'aventure, avec une base électorale de 20.000 personnes et totalise, actuellement, 18 sièges au parlement.

L'autre exemple nous vient d'Haïti, où le vainqueur des élections présidentielles de 2011-2012, à l'issue d'une suite de crises, fut un chanteur, Michel Martelly, qui est passé du statut d'aimable plaisantin, à celui de candidat de tous ceux qui étaient remontés contre le gouvernement.

Et la seule constante qui guide tous ces électeurs d'Europe, des Antilles et d'ailleurs, tient de leur écoeurement de la politique telle qu'elle leur est proposée, par les partis en place.

Et surtout l'incapacité de ces derniers d'apporter des solutions concrètes aux problèmes posés aux citoyens tels que le chômage, l'absence de logement et de perspectives.

En Algérie, le terrain n'est-il pas favorable à l'émergence de ce type de candidat capable, à travers un immense vote sanction, de " ren-

**Rappelons pour ceux qui ne le savent pas encore que «Mister AB» chanteur algérien de RAP s'est déclaré candidat à la candidature. Il a déjà le vent en poupe et dispose d'un bagout qui plaît à nos jeunes compatriotes dont il a le langage en commun.**

voyer à leurs chères études " tous ces vieux briscards de la politique ? Tous ceux qui, en définitive, n'expriment aucune vision du futur de notre pays et ne proposent aucun projet national de société, viable, cohérent, crédible et mobilisateur !

En tous les cas, les ingrédients nécessaires à l'éclosion d'un tel personnage, sont déjà en place :

- 1) pléthore de candidats à la candidature dont pas mal d'hurluberlus.
- 2) décor de morosité politique extrême.
- 3) crise politique (affaire Saādani/ DRS) économique et sociale.
- 4) ras-le-bol des électeurs tentés par l'abstention.
- 5) rejet des partis politiques, dont les chefs passent leur temps à " rétropédaler ".

Ce Beppe Grillo serait, peut-être ce " Mister AB ", prêt à emballer les jeunes, en faire des fans inconditionnels et des votants acquis à sa candidature.

Rappelons pour ceux qui ne le savent pas encore que " Mister AB " chanteur algérien de RAP s'est déclaré candidat à la candidature. Il a déjà le vent en poupe et dispose d'un bagout qui plaît à nos jeunes compatriotes dont il a le langage en commun.

Les embarquer dans son aventure, s'il estime avoir une destinée politique, sera pour lui " un



simple jeu de rôle ". Lui le trentenaire saura parler à tous ces électeurs qui lui ressemblent.

Ils sont quelques 22,07 % du corps électoral, à en croire ce qui a été affiché sur le site web du ministère de l'intérieur.

Ils sont répartis comme suit :

- tranche des 18-20 ans : 366-843 (1,69%)
- tranche des 21-30 ans : 4 198 374 (19,38%)

Il ne lui restera qu'à profiter de l'encéphalogramme plat de notre politique nationale, des scandales à répétition et de l'émission des voix qui se reporteront sur Benflis, Hanoun, Touati voire même Hamrouche pour bousculer le favori.

Il pourra surfer sur tout ce magma, pour se tailler un chemin vers El Mouradia.

Pour sa déclaration de politique générale, il aura le choix d'écrire à Saādani pour manifester son indignation, ou alors, reprendre à son compte, la lettre ouverte du Général Yala.

Maintenant si notre Mister AB, veut se démarquer, totalement des politiciens algériens, il pourra s'inspirer de la démarche de Coluche et faire la déclaration suivante : " j'appelle les fainéants, les crasseux, les drogués, les alcooliques, les femmes, les parasites, les jeunes, les vieux, les artistes, les taulards, les apprentis, les noirs, les piétons, les chevelus, les fous, les anciens communistes, les abstentionnistes convaincus, tous ceux qui ne comptent pas pour les hommes politiques, à voter pour moi, à s'inscrire dans leurs mairies et à colporter les nouvelles ".

Sa déclaration faite, grâce à son blog et ses tubes engagés, Mister AB n'aura qu'à patienter pour récolter et les souscriptions de ses milliers de fans qui s'expriment sur sa page facebook et les voix qui vont porter sa candidature, auxquelles s'ajouteraient celles des grévistes, des déçus de la dernière tripartite, des chômeurs et de tous " les laisser pour compte ".

C'est l'armée des «rejectionnistes» qui viendront ainsi compléter la sémantique des, «bofistes», «hitistes» et autres «refuzniks ». Notre «Mister AB» pourra alors tout promettre, l'essentiel et qu'il affirme sa volonté «de tout faire péter» ! Voilà ce qui va emballer les masses convaincues, paradoxalement, que le changement viendrait peut-être des fous, des illuminés et non plus des politiciens de carrière.

Beppe Grillo, le vrai, ne proposerait-il pas lors de sa campagne électorale un revenu pour tous, sans contre partie ? Mister AB propose, lui-même, un smig à 50 000 dinars ! Tout ceci pour dire amis lecteurs, que notre Mister AB n'a pas besoin de faire l'effort en matière de programme.

Oui mais, me diriez-vous, et l'électorat ? Ces gens là ont des habitudes de vote ancrées ; ils ne peuvent pas comme ça d'un simple claquement de doigt, changer d'option ? Et puis il y a le vote imprimé par les

zaouïas et les tribus qui votent, en masse, pour le candidat du pouvoir.

Des certitudes, encore des certitudes ! Tout comme en Italie ou en Allemagne, jusqu'à l'avènement de Beppe Grillo et du parti des Pirates, qui étaient traités de bouffons et d'aimables plaisantins.

Et les résultats sont venus rappeler aux sceptiques et autres spécialistes " de la chose électorale ", la réalité.

Il en est ainsi aussi, de l'abstention que les experts de chez-nous s'entêtent, scrutin après scrutin, à ne relever qu'à Alger, Oran, Annaba et en Kabylie quand les partis représentant cette région sont en lice.

Il faut tordre le cou à certaines vérités ou présentées comme telles, comme celle qui nous vient de la France, où il a été démontré à la faveur des élections présidentielles de 2012, que les grandes régions électoralement homogènes s'effacent, comme certaines certitudes : terminé la France de l'Ouest qui vote à droite, celles du Nord et du Sud-ouest qui votent à gauche, le Midi rouge, la Vendée blanche et la Bretagne rose. Même si, faut-il le reconnaître, un héritage ou une trace de cette géographie électorale demeure comme le vote F.N, localisé principalement dans les zones périurbaines, abritant 15% des français.

Tout ceci pour dire qu'il n'existe plus de bastion électoral figé ou acquis d'avance voire même " d'élection ficelée ", comme on s'y est engagé au plus haut sommet de l'Etat, pour peu qu'on organise des élections ouvertes où même un inconnu pourra tenter sa chance et, pourquoi pas, bousculer les Benflis et consorts.

Et dans ce cas là, l'électorat national, n'aura d'autre choix que de se reposer, une fois encore, sur deux repoussoirs :

■ Celui du candidat sortant qui va perpétuer le système.

■ Ou celui du populisme, d'où qu'il vienne. Le premier, lui proposera un vote-refuge, avec en prime de poursuivre son programme de réformes " dans la continuité et la stabilité ".

Le second lui proposera, à travers un vote sanction, de " tout faire péter ", de sortir le sortant et d'éjecter les personnels en place, sans plus.

De tout cela, il ressortira un malaise politique profond, suivi de l'embaras des électeurs, avec en prime un double discrédit :

- Celui de la politique menée par les partis nationalistes, islamistes, démocrates ou républicains qui ne proposent, en fin de compte, ni sortie de crise, ni perspectives.

- Celui d'un Mister AB, amateur, aventuriste, adepte de la politique spectacle, ne s'appuyant que sur la protestation et l'incantation, en guise de programme.

Deux politiques qui sont, fatalement, en décalage complet avec la réalité vécue par les gens, sur tous les plans.

C'est peut-être ce qui risque de se produire en Algérie :

♦ si on persiste à comptabiliser, à l'avance, les votes des électeurs, croyant les avoir, d'ores et déjà, " mis dans la poche ",

♦ ou comme ceux qui pensent, à tort, avoir conditionné ces mêmes électeurs " pour aller à la pêche " le 17 avril prochain et qui, tout comme les premiers, apprendront à leurs dépens qu'ils se sont tromper sur le peuple qui, ce jour là, tiendra peut-être sa revanche.

## En pensant à Georges Brassens

Les Grecs sont reconnus, dans l'histoire de l'humanité, pour avoir inauguré l'Agora. Les Romains, le Forum. Lieux emblématiques tous les deux où les patriciens, les riches, s'exprimaient librement pour gérer la cité. Il y a de cela plus de 2600 ans. Les esclaves n'avaient pas droit à la parole.



Par Bouchan Hadj-Chikh

**N**ous, nous sommes entrés dans l'histoire de la démocratie par la petite porte, si je puis dire, par cette formule connue de tous les politiques de par le monde : les élections à l'algérienne. Cela consiste en quoi ? A ceci : les tenants du pouvoir d'alors se mettaient d'accord sur des personnes, parfois en leur tordant le bras, ou sur de pauvres bougres, des bœufs oui oui, pour représenter supposément la population indigène, le second collège. Ensuite, ils publiaient les pourcentages de voix déclarées être en leur faveur.

Ces exemples ont fait école. Je me suis laissé dire qu'un postulant à la magistrature suprême aurait conditionné sa participation à la mascarade que concoctaient certains seulement s'ils lui garantissaient plus de 70 pour cent de suffrages. Il plaça la barre très haut. Après tout, pourquoi pas ? Tant qu'à faire.

Sa prophétie s'accomplit. Son exigence, plutôt, fut exaucée. Des tailleurs d'élections, du premier collège, lui offrirent ce costume sur mesure, lui qui ne voulait pas se contenter de prêt à porter. Il fut effectivement élu, en 1999, à 73,8 pour cent des «suffrages». Tant qu'à faire, cinq années plus tard, en 2004, le costume, sans doute dû à l'embonpoint politique, prit la forme d'un remarquable 85 pour cent et, dans la foulée, la toute dernière fois, en 2009, il atteignit la grande taille de 90,2, pour cent. Progression inversement proportionnelle à celle de notre Produit Intérieur Brut, faut-il le remarquer, mais égal à celle de nos importations alimentaires.

J'ai beau me dire que le taux de natalité est considérable chez nous, que nous sommes «chaab el mou3jizate» mais, de là à penser que sa présence à la tête de l'état ne souffre pas de la fatigue naturelle de l'électorat qui voudrait un changement, et que, à l'inverse, l'engouement s'accroît autour de sa personne, cela me rend perplexe. A cette allure, s'il est candidat, cette fois encore, il va faire voler en éclat la barre des 95 pour cent et, pourquoi pas, après tout, crever le plafond des 100 pour cent en 2019. Ça ferait bien un président élu à 102 ou 103 pour cent, vous ne trouvez pas ? Ils sont capables de nous expliquer que le million et demi de martyrs ont donné mandat

aux survivants de la guerre de libération pour qu'ils votent pour lui.

Le plus curieux est que d'éminentes organisations, dont l'OSCE, n'ont rien trouvé à redire. Donc, il passa brillamment ce cap de la reconnaissance, de fait, de la communauté des dirigeants de la planète. Tout le monde, en dehors de nous, trouva son compte.

Pour un homme de ma génération qui a vécu ces consultations à l'algérienne, il faut vous dire, qu'à l'époque, cela se payait cher. Un facteur de mes voisins se trouva ainsi porté au conseil municipal d'Oran alors que le pauvre bougre n'avait rien demandé. Et quand bien même aurait-il accepté de jouer le jeu de cette mascarade, c'était sans doute pour ne pas perdre son emploi. Tout bêtement. Il succomba donc au chantage. Et, plus tard, au prix qu'il fallait payer.

Depuis, j'observe les résultats des élections avec curiosité et inquiétude. Jusqu'au jour où elles furent ouvertes, pour ne pas dire démocratiques. Le temps d'entrebâiller une petite fenêtre. Vite refermée.

Ce jour d'Avril 1999, je me décidais d'exercer mon devoir de citoyen et m'engageais, dans l'après-midi, dans l'anarchique trafic de Rome, pour rallier le rupin quartier de la Via Bartolomeo Eustachio, siège de l'ambassade algérienne et du consulat.

Pas de queue. On n'est ni à Paris ni à Marseille ou Lyon. Comme je pénétrais dans l'enceinte du bâtiment, un personnage m'accueillit, je devrais écrire, m'intercepta, pour vérifier ma carte d'électeur et, surtout, tempérer mes ardeurs. Il me souriait. Me la rendant, il m'informa que, quelques heures plus tôt, les autres candidats s'étaient retirés de la course. Il me dit cela avec les yeux pétillant du farceur.

Il me retenait par le bras. Je tentais de me dégager pour m'acquitter de mon devoir de citoyen, bien décidé, cette fois, à protester à ma manière en votant blanc. La pression de sa main se fit plus forte. Il dit : «ce n'est plus la peine. Le scrutin est clos».

Une heure avant l'heure. Une élection à l'algérienne, c'est ça. Il y a ceux qui décident et ceux qui font semblant de voter.

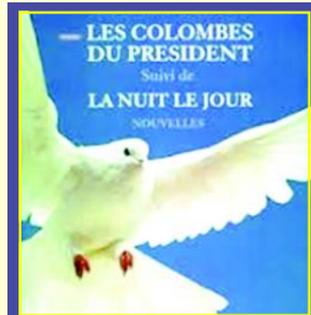
Nous ne sommes pas sortis du second collège. En rentrant chez moi, j'ai pensé à «Marinette», de George Brassens. Je fredonnais : «avec ma carte d'électeur j'avais l'air d'un... ma mère».

Plaise à Dieu que ma carte, cette fois, serve à quelque chose.

## Médiatic

### LIVRES

Par Belkacem Ahcene-Djaballah



**LES COLOMBES DU PRÉSIDENT**  
Suivi de  
**LA NUIT LE JOUR**  
NOUVELLES  
Nouvelles de Achour Cheurfi.  
Editions Dalimen, 150 pages,  
500 dinars, Alger 2012



**JOURNAL.**  
Oeuvre mémorielle de Mouloud Feraoun. Enag Editions, 550 pages, 550 dinars, Alger 2011

**C**hristiane Achour, qui a présenté l'œuvre, le dit d'emblée : «S'il est un texte de Mouloud Feraoun bien délicat à présenter, c'est bien celui du Journal... Il heurte et bouscule ceux qui le lisent». Pour sûr !

Car, on est bien loin de l'homme de lettres déjà connu et reconnu pour sa production cohérente et dont bien des parties sont reprises, aujourd'hui, dans les manuels scolaires, servant des objectifs pédagogiques, littéraires, de traduction, d'explication... Le fils du pauvre, La Terre et le Sang, Jours de Kabylie, Les Chemins qui montent... et bien d'autres. On est bien loin de l'auteur, admirateur de Camus et de Henri Alleg («Ce garçon, il faut lui tirer son chapeau... un héros digne d'admiration»), et ami de Roblès, concentré, sur le vers et la prose... et la beauté de la Kabylie.

C'est un journal sur la guerre. Tout le reste passe au second plan. Tenu du



**L'EXIL FÉCOND.**  
Roman de Kamel Bouchama.  
Juba Editions, 243 pages,  
500 dinars, Alger 2011

**B**ien sûr, l'auteur n'est pas assez sot pour se servir des humains pour conter l'inhumanité de la jungle humaine, pour «dénoncer un monde fait d'hypocrisie, de corruption, de népotisme et de déception...». Il a préféré, et il a grandement raison, tenant compte des dangers des rancunes et des haines, toujours tenaces chez nous, se servir d'animaux «pour instruire les hommes». Vaste (et malin) programme !

## Écritures fécondes !?

**D**écidément, Achour Cheurfi n'arrête pas de nous étonner. Journaliste d'abord (spécialisé en Culture), auteur d'un grand nombre d'ouvrages encyclopédiques et documentaires, poète aussi... dans une autre vie, il a publié, en 2012, un ouvrage comprenant plusieurs nouvelles. Des anciennes et des nouvelles. Les huit premières datant des années 80, les six nouvelles plus récentes.

Donc, indubitablement de valeur inégale, les périodes ne se ressemblent pas. L'auteur le reconnaît. La première période est le moment de la réflexion sur un vécu vieillissant, lassant et sur l'espoir de quelque chose qui viendrait tout bousculer. Avec une écriture faite de recherches... pour pouvoir dire ce qui, dans une société qui voyait l'intelligence et la créativité combattues, ne pouvait être écrit que difficilement. On sent encore le poète

et l'apprenti-philosophe bien présent. La preuve ! Aucun éditeur en vue. La seconde période voit une écriture bien plus libérée, plus directe, liée étroitement aux réalités du moment. On sent le journaliste bien présent.

**Avis** Une belle couverture avec une belle colombe blanche comme l'aiment les présidents... et un titre qui attire... ou non. Tout dépend ! Une couverture plus neutre et un titre plus clair auraient accroché bien plus.

**Extraits :** «Bien plus qu'on ne le pense, les petites choses de la vie quotidienne s'accumulent, s'automatisent et, dans le moule du temps qui nous façonne, elles prennent leur propre sens» (p 20), «Le pire ennemi de l'homme, c'est toujours l'homme» (p 61)

1<sup>er</sup> novembre 1955, à 18 h 30 au 14 mars 1962. Presque au jour le jour... avec quelques «récréations» forcées ou/et volontaires. La peine, la lassitude, le désespoir... Il y avait de quoi.

Un journal sur la guerre, «l'élément central unificateur» selon Christina Achour qui présente l'ouvrage. D'ailleurs, au fil des jours et des événements, on monte en puissance avec l'auteur qui, on le sent, bien que se contenant en raison de son naturel pacifique et pacifiste, et connaissant bien les périls encourus, face à une répression de plus en plus aveugle et meurtrière, aux réquisitions, aux exécutions sommaires, aux interdits, aux rafles, aux insultes, aux vols et aux viols, aux humiliations quotidiennes, est au bord de l'ex (-im) plosion. A défaut de rejoindre le maquis, il se sert de sa plume pour coucher dans son Journal (avec tous les risques, étant donné les descentes surprises et les perquisitions multiples), sa colère, sa douleur, et toutes les meurtrissures de la Kabylie. Une «méditation de soi à soi» pour échapper quelque peu à l'horreur et à la folie.

Aujourd'hui, grâce à ses écrits, et en les lisant calmement, en se concentrant sur l'esprit et non sur la lettre telle que présentée, on revit pleinement, «de l'intérieur», à chaud, malgré des périodes non «couvertes», le combat et les drames quotidiens des Algériens pour leur liberté et l'indépendance du pays. De l'Histoire... toute chaude, avec des détails et des détails... et des noms, et des initiales dont on devine parfois les propriétaires... De l'Histoire, hélas, bien meurtrière. On a même quelques timides (mais bien justes) projections sur la gouvernance de l'Algérie indépen-

dante Il fut lui-même assassiné par les ultras de l'OAS le 15 mars 1962. Son Journal se termine le 14.

**A lire pour, surtout, s'imprégner des atmosphères et des sentiments profonds, enfouis, lors des périodes révolutionnaires, chez les gens «partagés». Trop bons pour accepter la violence. Trop humains pour supporter l'injustice.**

**Extraits :** «Le pays se réveille aveuglé par la colère et plein de pressentiments : une force confuse monte en lui doucement. Il est tout effrayé encore mais bientôt il en aura pleinement conscience. Alors, il s'en servira et demandera des comptes à ceux qui ont prolongé son sommeil» (p 24), «Celui qui cède par la force cède à contrecœur et le jour où cette force cessera d'exister, on pourra reprendre ce qu'on a cédé» (p 131), «Maintenant, le décor est tout autre : il ne nous intéresse plus et nous passons sans voir les Européens, ce monde à part qui n'a plus rien de commun avec le nôtre. Nous savons qu'à leurs yeux, nous sommes parés de toutes sortes de défauts, mais ils savent, eux aussi, qu'à nos yeux, ils ont perdu toutes les qualités que nous croyions leur découvrir et qu'ils croyaient avoir» (p 248), «Il n'y aura pas d'arrangement du tout car ce ne serait rien d'autre qu'une trahison. Personne ne veut plus trahir les morts et les morts sont tombés pour la liberté. Autant mourir comme eux que de se dire, plus tard, ils sont morts en vain» (p 264), «Bien souvent d'ailleurs, le malade ne trouve de soulagement qu'aux seuls remèdes qui peuvent l'achever» (p 425)

profond. Écrire, peut-être ? Mais, quand on ne veut «gêner personne... dans la mesure du possible», est-ce une solution... ou une fuite en avant ?

**Avis** Lisez-le, bien que trop moralisateur (c'est ce qui nous arrive tous... après-coup, l'âge venant et le fauteuil... roulant) comme si nous n'avions pas participé, peu ou prou, à «fabriquer», par notre passivité, ou notre complicité, ou notre participation active, dans une «autre vie» que l'on s'empresse d'oublier, toute cette «jungle», ça vous reconfortera quelque part. Et, surtout, ça vous réconciliera avec vous-mêmes. Toujours ça d'autant que, comme à son habitude, le livre est bien écrit... et bien réalisé. Peut-être, du papier trop brillant !

**Extraits :** «Nous aussi, avons notre jungle, ce royaume impitoyable et rocambolique où les barons du système, des continuateurs rentiers, des jeunes loups sans foi ni loi, des commis d'un Etat politisé où les services publics sont partisans ou «souteneurs», donnent à voir une cuisine indigeste...» (p 59), «Ainsi, l'administration de la jungle, sous la houlette d'un roi absent ou inattentif, est depuis longtemps dans l'incapacité d'agir sur quoi que ce soit... Ce n'est plus la jungle qui avance. Ce n'est plus la jungle qui recule. C'est la jungle qui se meurt. (p 142)

# Pauvreté : «Le droit cède la place au mérite»

L'aide sociale est-elle encore un droit ?  
Quel sera demain le "juste" droit du pauvre ?  
Entretien avec la spécialiste Élixa Chelle.

## Le Point

Par Pauline Jacot "Droits des pauvres, pauvre(s) droit(s) ?", c'est ainsi que le professeur Pierre-Henri Imbert intitulait un article publié en 1989 dans la Revue du droit public. Pourtant, conçu dès le XIXe siècle comme un outil de lutte contre la pauvreté, le droit "social" n'a cessé de s'enrichir de textes "conçus délibérément comme des remparts à la pauvreté". Partant, "l'intervention publique relève d'un impératif : la pauvreté est vouée à être rectifiée par un droit protégeant les individus des aléas de l'existence", écrit Élixa Chelle dans Gouverner les pauvres. Politiques sociales et administration du mérite\*.

Cette philosophie de l'action publique s'est prolongée jusqu'à nos jours, avec un bémol : si le RMI est voulu peu conditionnel et égalitaire, l'aide octroyée au titre du RSA "activité" est conditionnée à un niveau de ressources. Avec cette aide conçue tout autant comme un outil de lutte contre la pauvreté que comme un moteur de retour vers l'emploi, un tournant s'opère. Les allocataires doivent être des agents actifs et mériter leurs droits. Ils entrent désormais dans un "programme" : celui de l'effort récompensé.

À l'heure où le gouvernement souhaite réformer le RSA "activité", la question se pose de savoir si le droit est encore un levier de la politique publique de lutte contre la pauvreté. Élixa Chelle, enseignante-chercheuse associée à Sciences Po Grenoble et au Centre Jacques Berque (Rabat, Maroc), répond aux questions du Point.fr.

**Le Point.fr : La non-pauvreté est-elle un "droit", ou, plutôt, comment se traduit le droit de ne pas être pauvre ?**

**Élixa Chelle :** Il se traduit par une aide financière octroyée par la puissance publique à la suite de la reconnaissance officielle d'une situation de pauvreté. Cette conception évolue. Aujourd'hui, le droit à la solidarité est présenté comme "stigmatisant", alors qu'il y a encore quelques années il était considéré comme une protection.

**On parle de 15 % de la population, soit 8,7 millions de personnes qui vivent en dessous du seuil de pauvreté, soit, pour une personne seule, avec des revenus inférieurs à 976 euros. Quand commence ce droit à la solidarité ? Où place-t-on le curseur de la "pauvreté" ?**

En termes statistiques, sont considérées comme "pauvres" les personnes qui gagnent moins de 60 % du revenu médian, ce qui concerne près de 8,7 millions de personnes (14,3 %) en 2011. Les experts et les commentateurs ne s'accordent pas sur le seuil de pauvreté à considérer : les chiffres oscillent entre 60 %, 50 %, et même 40 %. Or, cela change tout ! Par exemple, si on fixe le seuil de pauvreté à 50 %, et non à 60 %, on divise par deux le nombre de "pauvres" (4,8 millions de personnes, soit 7,9 % de la population).

**Ce débat sur les chiffres a-t-il une traduction dans le droit ?**

Il occulte un autre débat plus important. La "pauvreté" est d'abord une construction sociale. C'est une désignation relative : le groupe social situé plus "haut" définit comme "pauvre" le groupe situé plus "bas". Mais, au sein de ce groupe, les individus ne se considèrent pas nécessairement comme tels. Le pauvre, c'est cet "autre" que la société voit et désigne comme inférieur. Même si les personnes qualifiées de "pauvres" ne se sentent pas appartenir à cette catégorie. C'est tout le problème de définir un groupe social par une identité négative et purement extérieure.



**Pourtant le pauvre était protégé par un "statut" jusqu'au milieu du XXe siècle, un statut qui donnait "droit" à l'assistance de la puissance publique ?**

La dimension historique est essentielle pour comprendre le ressort social et politique de la pauvreté. Ne retenons qu'une date : en 1848, le suffrage universel masculin est instauré. Le prolétaire devient citoyen. Des droits sociaux commencent à se former. Ils seront étendus à la fin du XIXe siècle, puis au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. À partir de la deuxième moitié du XXe siècle, cette conception est progressivement remise en cause. Ce qui définit l'appartenance à la nation est de moins en moins politique (la citoyenneté) et de plus en plus économique (les revenus et le statut social associé). Le libéralisme économique remplace le libéralisme politique, pour le dire vite. L'État ne se conçoit plus comme garant, mais comme supplétif à la consommation des ménages à bas revenus.

**On va même plus loin : on taxe le pauvre de calculateur ou de profiteur. L'image du pauvre qui "profite" de l'argent des contribuables est-elle juste ?**

Dans une société dominée par le culte du travail, la dénonciation du bénéficiaire d'aide sociale est une posture consensuelle. Si les écarts de revenus se creusent aux extrêmes de l'échelle sociale, ils ont

tendance à se tasser entre classes moyennes et classes populaires. Le train de vie n'étant plus nettement distinctif, ce sont des critères moraux qui prennent le relais. Politiquement, la posture a aussi son importance. Il ne faut pas oublier que les pauvres constituent la catégorie de population la moins encline à voter, contrairement aux classes moyennes. Pour un responsable politique, il est plus prudent de dénoncer les pauvres vivant de l'"assistanat" que de les présenter comme des citoyens à part entière, se trouvant "simplement" dans une situation de dépossession matérielle. La conception du pauvre en tant que citoyen comme les autres ne va pas de soi. Pour preuve, sur le plan juridique, les citoyens sont égaux en droits, mais les droits sociaux ont une catégorie à part du droit.

De plus, la rationalité calculatrice a pour elle la force de l'évidence. Les pauvres feraient un calcul "coûts/bénéfices" pour savoir s'il serait plus "avantageux" de travailler ou non. C'est le présupposé de ceux qui conçoivent les politiques publiques. Ce raisonnement me semble erroné, car il s'appuie sur une vision appauvrie de l'individu. Du point de vue sociologique, l'individu est guidé par une pluralité de normes : le travail comme pilier d'une identité sociale, comme inscription dans une vie sociale... Travailler n'a pas pour seule fin de percevoir un revenu. Enfin, pourquoi y aurait-il plus de personnes malheureuses chez les pauvres que dans d'autres groupes sociaux ?

**L'aide sociale recouvrait traditionnellement des droits inconditionnels. Ces droits sont désormais octroyés sous condition", écrivez-vous. C'est-à-dire ?**

Le RSA "activité" marque un tournant dans les critères d'attribution d'une aide sociale. Travailler est une condition essentielle pour le percevoir. En étant de plus en plus conditionnée, l'aide sociale se bureaucratise. Il faut produire toujours plus de justificatifs, se soumettre à des attestations et contrôles plus poussés... Résultat, les coûts sont aujourd'hui dans la bureaucratie sociale, plus que dans les aides en tant que telles. Le paradoxe étant que, comme ils ne sont pas quantifiables avec précision, ils passent "inaperçus".

**Quel est, selon vous, l'avenir de l'aide sociale en France ?**

Nous nous dirigeons progressivement vers une assistance temporaire à l'image des États-Unis, où les personnes ne peuvent pas bénéficier, en moyenne, d'une aide plus de deux ans de suite ou plus de cinq ans dans une vie. Depuis 1996, et la réforme de Bill Clinton, l'aide sociale n'est plus un droit outre-Atlantique. Il faut se montrer attentif à ces transformations qui influencent les politiques sociales à l'échelle internationale. Elles tendent à restreindre l'accès aux aides sociales, et ainsi, de plus en plus en France comme ailleurs, le droit cède la place au mérite.

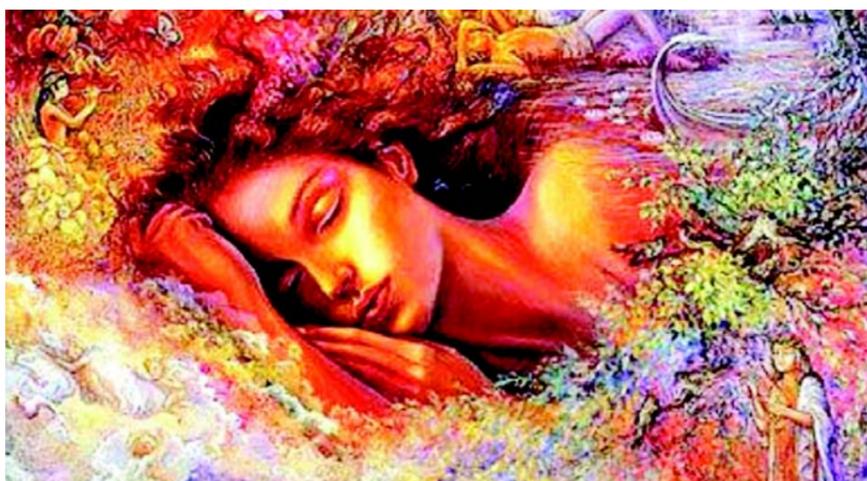
## Les grands rêveurs ont le sommeil plus léger

### LE FIGARO

Pour bien rêver, il faut savoir se réveiller. C'est la conclusion d'une étude dirigée par Perrine Ruby, chercheuse à l'Inserm. Son équipe du centre de recherche en neurosciences de Lyon avait déjà montré l'an dernier que les «grands» rêveurs comptabilisaient deux fois plus de phases de réveil pendant la nuit que les «petits» rêveurs. Le crâne bardé d'électrodes enregistrant leur activité cérébrale, les premiers se réveillaient durant la nuit en moyenne trente minutes en temps cumulé, contre 15 pour les seconds. «Ce sont des réveils courts, physiologiques, explique Perrine Ruby. Le dormeur n'en est pas forcément conscient.»

Pour cette nouvelle étude publiée dans la revue Neuropsychopharmacology, l'activité cérébrale des dormeurs a été observée en tomographie par émission de positons (TEP) : un examen plus lourd que le «simple» électro-encéphalogramme (EEG) de la précédente recherche, mais permettant d'observer le débit sanguin cérébral régional. La machine utilisée ressemble un peu à celle qui permet de passer une IRM, en moins bruyante. Pas de quoi cependant passer une bonne nuit : après 36 heures de privation de sommeil et un repas léger, les dormeurs piquaient un somme de deux petites heures à peine... Avec un cathéter dans le bras, des électrodes sur la tête et une immobilité forcée, pas évident de rester au pays de Morpheus. «Ces machines ne sont pas conçues

**Se réveiller plusieurs fois au cours de la nuit favoriserait la mémorisation des rêves. Il y a ceux qui se souviennent de leurs rêves tous les matins et ceux qui sont sûrs de ne pas avoir rêvé. D'après une étude, la différence serait liée à l'activité de deux zones du cerveau.**



pour être confortables, on n'est pas censés s'y installer plus de 10 minutes, admet la chercheuse. De fait, les études sur le sommeil sont limitées par la technique car les machines qui nous donnent des informations ne sont pas faites pour dormir.»

### LE CERVEAU ENDORMI NE MÉMORISERAIT RIEN

Quarante-et-un volontaires se sont néanmoins pliés à l'exercice : 21 étaient capa-

bles de raconter leurs songes en moyenne 5,2 fois par semaine, tandis que les 20 autres en rapportaient à peine 2 par mois. La seule «manipulation» infligée aux participants était la privation de sommeil, mais aucun médicament ne leur était donné pour faciliter le sommeil, «afin de ne pas ajouter d'interférence», précise Perrine Ruby.

Chez les «grands» rêveurs, deux zones du cerveau ont présenté une activité spontanée plus intense : le cortex préfron-

tal médian et la jonction temporo-pariétale. Le premier participe, explique Perrine Ruby, à «la lecture des états mentaux, nous permettant d'attribuer des pensées et intentions à autrui. Dans le rêve, cette zone peut servir à animer des personnages.» Quant à la jonction temporo-pariétale, elle est impliquée dans l'attention aux stimuli extérieurs. Sa suractivité nocturne chez les grands rêveurs pourrait expliquer pourquoi ceux-ci se réveillent davantage.

Ces résultats concordent, estime la chercheuse, avec une hypothèse posée en 1976 : le cerveau endormi ne mémoriserait rien, que les stimuli viennent de l'extérieur (ce qui se passe autour de nous) ou qu'ils viennent de l'intérieur (ce qui se passe dans nos rêves). «Nos résultats, comme ceux que nous avons obtenus l'an dernier, collent bien à cette hypothèse», se réjouit Perrine Ruby.

Prochain projet de la chercheuse : s'intéresser à «l'inertie» du sommeil, en enregistrant l'activité électrique du cerveau au moment précis du réveil. «Notre hypothèse est que les grands rêveurs se réveillent plus vite que les autres». Elle précise néanmoins que le réveil n'explique pas tout, et nul n'a encore prouvé ni infirmé que ceux qui ne se souviennent pas de leurs rêves ont une activité onirique moins intense que les autres : «Si on réveille de manière contrôlée des gens qui disent ne jamais se souvenir de leurs rêves, on constate qu'ils racontent plus de rêves que d'habitude. Mais quand même moins que les grands rêveurs.» Après tout, notre cerveau n'est pas obligé de toujours nous dire ce qu'il fait de ses nuits...



Pendant près d'une décennie, l'Égypte est restée épargnée par le terrorisme. Aujourd'hui, la violence menace l'ensemble du pays. Les touristes sont redevenus une cible, tout comme les forces de l'ordre.

## Terrorisme : le signal de l'escalade



C'est la première fois que des touristes sont ciblés depuis la chute de Moubarak en 2011. Depuis les fameux attentats qui ont secoué le sud de la péninsule du Sinaï de 2004 à 2006, les attentats terroristes, en multiplication depuis la destitution de Morsi, visaient principalement la police ou l'armée.

Une nouvelle étape a été franchie dimanche. Une bombe a visé un car de touristes à Taba, à la frontière avec Israël, tuant 4 personnes, dont le conducteur du car. Le car venait du monastère de Sainte-Catherine et se rendait en Israël.

Selon les services de sécurité, un engin explosif a probablement été placé à l'intérieur du véhicule ou actionné à son passage.

Le Sinaï est depuis plusieurs mois la cible de groupes radicaux islamistes. L'armée, qui avec la police comptent des centaines de morts dans leurs rangs, y mène une lutte acharnée, notamment dans la partie nord. La situation sur le terrain reste pourtant peu connue, une sorte de black out est imposée sur la région et le travail des journalistes.

Chercheur en sociologie politique et chef du département sur le Sinaï au Centre des droits économiques et sociaux, Ismaïl Alexandrani explique que «le réseau Internet dans le Nord-Sinaï, ainsi que les réseaux de téléphones fixes et portables, sont coupés quotidiennement pour des périodes allant de 6 heures à 12 heures depuis le début des opérations en septembre 2013. Le couvre-feu est appliqué sur l'autoroute, soit entre les différentes villes, à partir de 4 heures».

En même temps, le pays est secoué par des attentats nombreux et diversifiés aussi bien dans le Delta qu'au Caire.

Plusieurs explosions, assassinats ciblés, voitures piégées, bombes désamorçées... sont à déplorer. Les directions de la police au Caire et à Mansoura et des locaux des renseignements militaires ont été touchés faisant des dizaines de morts, alors que le ministre de l'Intérieur a échappé à un attentat à la voiture piégée.

La scène ne pourrait être plus sombre. La plupart des opéra-

tions ont été revendiquées par un groupe appelé Ansar Beit Al-Maqdes (les partisans de Jérusalem), un groupuscule peu connu créé il y a environ 3 ans et qui avait associé sa lutte à des cibles israéliennes.

**FRÈRES VS TERRORISTES**  
Pourtant, le gouvernement s'empresse de pointer du doigt les Frères musulmans, et classe la confrérie «organisation terroriste». Les autorités, mais aussi les spécialistes, ont pourtant du mal à prouver un lien quelconque entre la confrérie et les organisations terroristes.

Le discours officiel consiste à mettre en relief la multiplication des attentats depuis la chute de Morsi. Beaucoup avancent aussi la décision de l'ex-président de libérer d'anciens djihadistes, dont un soi-disant dirigeant de Beit Al-Maqdes. Le ministre de l'Intérieur avance ainsi le nom d'un ex-détenu, mais il s'avère, après vérification, qu'il a été libéré en 2011 durant la transition gérée par le Conseil militaire et non sous Morsi.

Mohamad, le frère du chef d'Al-Qaëda, Aymane Al-Zawahri, a été libéré à la même époque, lui aussi par les militaires. Hosam Bahgat, chercheur en matière de droits de l'homme et fondateur de l'Initiative égyptienne pour les droits personnels, a mené une enquête qui révèle que «Morsi a accordé le pardon à des militants de haut niveau accusés dans des affaires de terrorisme. Mais la plupart des grâces accordées aux djihadistes et extrémistes ont eu lieu au cours de la transition du Conseil suprême des forces armées, de février à octobre 2011». L'enquête montre que Morsi a fait libérer 27 islamistes durant son règne alors que le Conseil militaire en a libéré plus de 800.

**LIENS EXTERNES**  
Ansar Beit Al-Maqdes serait lié aux salafistes djihadistes actifs dans le Sinaï et au mouvement Daech en Syrie, selon Kamal Habib, chercheur et ancien djihadiste.

Les spécialistes interrogés par l'Hebdo s'accordent pourtant à croire que la multiplication des attentats terroristes après la chute des Frères musulmans est née de la conviction chez les mouvements djihadistes que le processus politique est vide de sens.

«Le répit qu'ils avaient accordé aux Frères pour instaurer l'Etat recherché s'est avéré à leurs yeux inutile et, pour eux, le seul chemin reste alors à attaquer les régimes directement», explique Kamal Habib.

La chasse des Frères menée par le pouvoir aurait juste apporté de l'eau au moulin djihadiste. Ne partagent-ils pas le même ennemi ?

Pendant les 7 mois qui ont suivi la destitution de Morsi, les spécialistes en matière djihadiste ou sécuritaire évoquaient une nouvelle vague de terrorisme, mais avec d'autres tactiques qui n'ont rien à voir avec celles des années 1990, qui prenaient surtout les touristes comme cible principale.

«Viser le secteur du tourisme est une politique constante chez les organisations terroristes en Égypte», explique Ahmad Ban, spécialiste des mouvements islamistes, qui rappelle le vocabulaire utilisé par Zawahri dans une bande sonore après la tentative d'assassinat du ministre de l'Intérieur : «L'apostasie de l'armée et de la police et le faux islam démocratique». Un vocabulaire qui rappelle celui d'antan, qui voudrait dire que «les Frères ont joué le jeu de la démocratie mais sans résultat». «La vengeance va venir», écrit Beit Al-Maqdes dans un communiqué.

Pour les services de sécurité, le récent attentat contre les touristes est lié à la visite en Russie du ministre de la Défense, le maréchal Abdel-Fattah Al-Sissi, qui s'est conclue par une promesse de retour en masse de touristes russes dans le pays.

«Par ces opérations sporadiques, ces mouvements veulent véhiculer le message que le régime actuel ne contrôle plus le pays», croit savoir Ban.

D'après une étude de l'International center for the study of radicalisation, au moins 119 Égyptiens sont partis combattre en Syrie, et certains seraient déjà rentrés en Égypte. Une nouvelle génération qui serait semblable à ceux qui étaient de retour de la guerre en Afghanistan contre les Soviétiques.

Ahmad Ban estime qu'«à chaque fois que le mouvement des Frères se fragilise, ces groupuscules deviennent plus forts». Les opérations terroristes seraient, une fois de plus, le seul moyen d'apporter l'islam au pouvoir.

## Syrie : les profiteurs de la guerre

La guerre, qui déchire la Syrie depuis trois ans, a causé la mort de 140 000 personnes et des pertes économiques évaluées à 100 milliards de dollars.

Mais cette guerre a aussi considérablement enrichi des proches du régime qui ont tout intérêt à ce qu'elle se poursuive.

L'Orient  
LE JOUR

En trois ans de conflit, la Syrie a subi des dégâts qui, sans être irréversibles, seront extrêmement difficiles à réparer. A tous les niveaux, les pertes sont importantes : humaines (plus de 140 000 morts, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, l'Osdh), matérielles (infrastructures, agriculture, etc.), mais surtout économiques.

D'après Jean Yazigi, rédacteur en chef de The Syria Report, lors d'une conférence à l'Institut français du Proche-Orient (Ifpo) de Beyrouth, les données disponibles sont minimales, mais une estimation reste possible. Ainsi, en juin 2013, le coût de la guerre aurait été de plus de 100 milliards de dollars, soit 170 % du PIB. Certains experts estiment que même si la croissance économique syrienne devait être de 5 % au moins chaque année, il lui faudrait plus de trente ans pour se remettre de la guerre.

Outre les conséquences logiques du conflit militaire, sans oublier celles des déplacements et de l'émigration de millions de Syriens vers les pays limitrophes, et donc de leurs capitaux, les sanctions internationales adoptées dès 2011 – la première année de la guerre – ont largement contribué à paralyser notamment les secteurs bancaire et pétrolier. (A titre de rappel, la Syrie exportait avant la guerre près de 92 % de son pétrole vers l'Union européenne.)

Le secteur énergétique est d'autant plus atteint que de nombreux sites pétroliers se sont retrouvés aux mains de l'opposition, sans oublier la fragmentation géographique du pays en zones loyalistes et rebelles et qui rend les déplacements et les transports extrêmement difficiles. Ainsi, si la production pétrolière d'avant guerre était de 400 000 barils par jour, elle n'est aujourd'hui que d'à peine 15 000, d'après les chiffres avancés par M. Yazigi.

### CRÉDITS IRANIENS ET ÉCONOMIE PARALLÈLE

Entre les pénuries de denrées principales et de l'eau, le chômage à plus de 40 %, la dévaluation de la livre syrienne (le dollar est passé de 47 à 150 livres syriennes) et l'insécurité générale, l'économie syrienne continue néanmoins de résister. Cette apparente solidité, estime M. Yazigi, tient à plusieurs facteurs.

La baisse de demande implique automatiquement une baisse de la consommation ; c'est le cas du carburant, par exemple, les déplacements à travers le pays étant beaucoup moins nombreux. De plus, le gouvernement dépend d'organisations internationales, ainsi que de ses alliés. Ainsi, l'Iran lui aurait fait crédit de plusieurs milliards de dollars afin de pouvoir importer du pétrole. Mais, surtout, affirme l'expert sur la Syrie, une sorte d'économie

"parallèle" est née du conflit et au sein de laquelle de nombreux réseaux de trafics en tout genre sont développés.

Dans les zones contrôlées par le régime, les sanctions internationales ont forcé le gouvernement à rechercher de nouveaux intermédiaires pour divers investissements. D'après M. Yazigi, les premiers à profiter des divers trafics sont justement des proches du régime, comme par exemple Rami Makhoul, le cousin du président Bachar El-Assad, et Ayman Jaber.

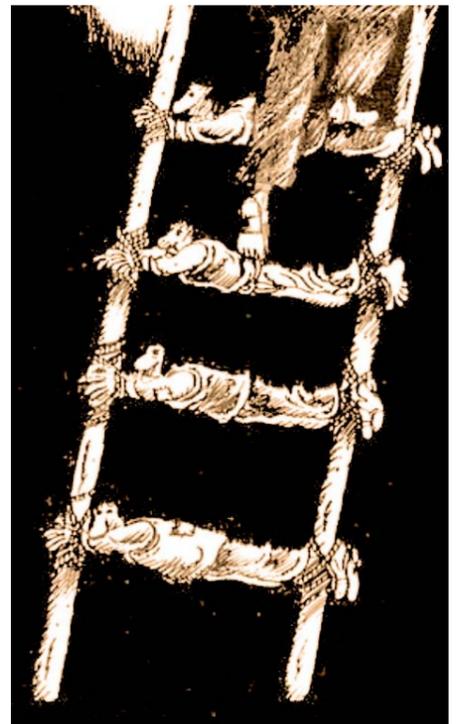
### SEIGNEURS DE GUERRE, RACKET ET CONTREBANDE

Ils seraient les premiers à profiter des bénéfices générés par le commerce secret de denrées alimentaires et d'essence, probablement grâce à des sociétés écrans. Certains de ces seigneurs de guerre proches du régime se sont même tellement enrichis qu'ils ont réussi à s'acheter des sièges au gouvernement, dénonce M. Yazigi.

Egalement, selon le conférencier, de nouveaux besoins ont émergé du conflit, créant de nouvelles demandes qui n'avaient pas réellement lieu d'être avant la guerre. Il y a ainsi une demande croissante de générateurs ou encore de services de sécurité.

Un autre exemple flagrant serait celui des chabbih [les miliciens du régime] et autres milices loyalistes qui, faute d'être payés par le gouvernement sont, en échange, libres de s'enrichir selon les modalités de leur choix. Le racket, les rapt – et donc les demandes de rançons – sont des pratiques très courantes parmi ces milices, mais également au sein même des forces rebelles, au point que certaines, comme Daech (ou Eil : Etat islamique en Irak et au Levant), qui se sont par exemple emparés de nombreux check points, champs pétroliers et moulins à blé, ont été accusées de chercher à s'enrichir plutôt que de combattre le régime.

Par conséquent, selon Jean Yazigi, nombreux sont ceux qui auraient finalement intérêt à ce que le conflit perdure, l'enrichissement personnel dans ce contexte de violence étant beaucoup plus rapide qu'en temps de paix.



# Monde musulman : quel est le style «convenable» pour les femmes ?

Quel est le style vestimentaire qui convient pour une femme ? Cette enquête, menée dans sept pays musulmans, a suscité un grand intérêt à travers le monde. Le Pew Research Center américain a interrogé le directeur de l'enquête sur les méthodes et le déroulement.

**Courrier international**

**Pourquoi avez-vous soulevé la question du style vestimentaire féminin musulman dans votre enquête ? Qu'espérez-vous apprendre ?**

**Mansoor Moaddel\*** : Les objectifs principaux de ce projet sont : 1) expliquer les variations du fondamentalisme religieux dans les sept pays concernés par l'enquête, 2) déterminer l'étendue de la pénétration des valeurs occidentales dans ces pays et 3) montrer les variations d'attitude parmi les personnes qui vivent dans ces pays quant à des questions comme l'égalité des sexes, la laïcité et la religion.

Dans les années 1920, l'avènement d'un Etat laïque moderne en Egypte, en Iran et en Turquie a créé un contexte qui a permis aux femmes de s'engager dans des mouvements pour leurs droits. En Egypte, après la déclaration d'indépendance de 1922, Huda Shaarawi a fondé l'Union féministe égyptienne et renoncé à son voile, et nombre de femmes des classes aisées ont suivi son exemple. En Iran et en Turquie, l'Etat a eu pour politique officielle de forcer les femmes à renoncer au voile.

Pour maintenir l'institution de la suprématie masculine, les fondamentalistes musulmans ont attaqué le mouvement des femmes sur la question qu'ils pensaient la plus fragile - la liberté de s'habiller comme elles l'entendent. L'ayatollah Morteza Motahhari, religieux iranien et l'un des principaux porte-parole du fondamentalisme chiite, a recadré le débat sur le voile en faisant de l'absence de voile l'équivalent de la nudité. Et cela fait plus de cent ans que pontes et gens ordinaires débattent de la légitimité du voile.

**On ne constate pas de grande différence entre les sexes dans les réponses concernant le vêtement féminin.**

Il n'y a pas de différences importantes dans les préférences entre hommes et femmes, sauf au Pakistan, où les hommes préfèrent les voiles les plus conservateurs [alors qu'au Liban et en Tunisie, les hommes sont plus antivoile que les femmes]. Cependant hommes et femmes divergent sur le droit des femmes à s'habiller comme elles veulent. Les femmes y sont plus fortement favorables que les hommes dans les sept pays. Les personnes ayant fait des études supérieures soutiennent davantage le droit des femmes à choisir, sauf en Arabie Saoudite. [Le Liban est le seul des sept pays où le pourcentage, hommes, femmes confondus, des antivoiles est majoritaire.]

**Pourquoi avez-vous choisi d'utiliser des photos et des illustrations de vêtements pour poser les questions ?**

En montrant ces images aux personnes sondées, nous faisons entrer six questions dans une seule. Il n'y a pas de malentendu possible sur le type de voile. Nous comprenons ce que veut dire la personne sondée quand elle pointe l'une des six images pour désigner un style de vêtement féminin convenable. Dans nos enquêtes précédentes, nous avions du mal à interpréter des réponses comme "il est important que les femmes observent le hijab islamique."

Les images et les photos permettent parfois de mieux mesurer et comprendre la perception qu'ont les gens d'une question, d'un événement voire d'une institution sociale. Les gens jugent souvent les choses telles qu'elles leur apparaissent physiquement.



**Il est également intéressant d'examiner les réponses en fonction de la religion du sujet. Y a-t-il eu des résultats surprenants dans la composition des pays que vous avez étudiés, par exemple l'Egypte, l'Irak, le Liban ?**

Les différences ne sont pas tellement importantes entre chiites et sunnites. Les différences en Arabie Saoudite sont très intéressantes. Les Saoudiens [tous milieux confondus] soutiennent davantage la liberté de choix que les Irakiens, les Egyptiens et les Pakistanais, mais sont plus conservateurs en termes de vêtement. Une surprise : les Kurdes irakiens sont devenus plus conservateurs. Dans les enquêtes précédentes, ils étaient en train de devenir plus tolérants. La tendance est en train de s'inverser. [En Irak, 15% des Kurdes sont pour le voile intégral et 2 % contre, mais 7% des Kurdes contre 3% des Arabes sont contre tout voile.]

**Les hommes ont-ils été interrogés par des hommes et les femmes par des femmes ? Si oui, pourquoi ?**

Dans certains pays du Moyen-Orient, un homme peut s'offusquer si sa femme ou sa fille est choisie au hasard pour un entretien et pas

comme convenable le vêtement le plus conservateur (images n° 1 et 2), ils sont bien plus nombreux (47 %) que les Egyptiens (14 %), les Irakiens (27 %) ou les Pakistanais (22 %) à trouver que les femmes devraient pouvoir s'habiller comme elle l'entendent.

Ces deux éléments sont difficiles à concilier. La recherche sur l'opinion publique nous a appris que les gens ont simultanément des opinions contradictoires. Néanmoins, il y a des preuves significatives que l'opinion saoudienne soutient les valeurs progressives de l'individualisme social et de la démocratie et souhaiterait que les institutions religieuses interviennent moins dans la vie quotidienne.

Les Saoudiens sont plus nombreux par exemple que les Egyptiens, les Irakiens, les Tunisiens et les Pakistanais à trouver que l'amour est la base du mariage. 70 % d'entre eux considèrent que la démocratie est la meilleure forme de gouvernement. Leur confiance à l'égard des institutions religieuses a de plus fortement baissé entre les enquêtes de 2003 et 2011.

**Note :** Mansoor Moaddel est professeur de sociologie à l'université du Maryland et directeur de l'équipe qui a mené l'enquête. Celle-ci a été menée par l'Institut de recherche sociale de l'université du Michigan.

**Quand une femme était interrogée chez elle, son mari ou un autre homme de la famille était-il présent ?**

Dans certains pays, oui et nous avons relevé ces cas.

**Avez-vous eu des surprises avec les résultats ?**

Les conclusions de l'enquête réalisée en Arabie Saoudite sont particulièrement intéressantes. Si plus de 70 % des sujets considèrent

# Adultes surdoués: comment les reconnaître ?

**L'EXPRESS**

**L**e surdoué a tendance à développer un "faux-self", c'est-à-dire une personnalité de façade qui intègre au maximum la norme. Des surdoués, vous en avez sûrement autour de vous, mais vous n'avez peut-être jamais pensé à les identifier comme tels. Sans doute connaissez-vous quelqu'un qui vous fascine par ses connaissances, vous charme par son brio et son impertinence ou encore vous agace par de longues explications fourmillant de détails, ou vous interrompt par des questions qui paraissent sans rapport. Vous êtes peut-être intrigué, au contraire, par la retenue et le silence d'un de vos proches. Vous trouvez curieux qu'il ne participe pas à la conversation, tout en ayant l'air de ne pas en laisser passer une miette, par un regard vif posé sur les interlocuteurs et par un commentaire si pertinent tout à coup qu'il fait basculer un échange anodin en réflexion d'une profondeur inattendue.

Il y a aussi certainement dans votre entourage un rôleur invétéré, qui n'est jamais content, de lui-même, des autres et de la manière dont va le monde, qui trouve que les gens ne comprennent rien à rien, que l'on va droit dans le mur et que si on suivait ses idées, tout irait bien mieux, c'est évident. Vous aurez sans doute déjà rencontré une personne qui vous est apparue hyper-

**Hypersensible, anxieux, perfectionniste... Les surdoués adultes sont souvent en décalage malgré leurs efforts pour se fondre dans la masse. Voici quelques clés pour mieux les comprendre.**



sensible, fortement préoccupée par des sujets bien loin de votre quotidien, facilement anxieuse par rapport à ce qu'elle vit et qui ne vous perturberait pas autant à sa place, quelqu'un qui se dit souvent qu'il ne va pas y arriver et qui semble se compliquer la tâche par un souci du détail qui confine à un perfectionnisme excessif à vos yeux.

**DES ADULTES QUI DÉRANGENT**

Bref, les surdoués ne sont pas que des enfants qui attirent l'attention lorsqu'ils ont des difficultés scolaires incompréhensibles au vu de leur potentiel. Ce sont aussi des adultes qui se vivent souvent en décalage, dans leur univers professionnel comme personnel. Mais est-ce que ce sont eux qui s'excluent ou se

marginalisent par leur grande sensibilité, leur sens impérieux de la justice, leur rejet bruyant de l'hypocrisie et des faux-semblants, leur silence face à l'absurdité des choses ou leurs sarcasmes lorsqu'ils n'en peuvent plus de se taire? Ou est-ce que ce sont les autres qui, ne fonctionnant pas sur le même plan, ont les plus grandes difficultés à les intégrer, à accepter leur différence et à ne pas se sentir dévalorisés, ce qui est pourtant la dernière chose que souhaite généralement faire le surdoué ?

**POURTANT, ILS FONT TOUT POUR ÊTRE COMME LES AUTRES**

Le grand problème de celui-ci, qui le tenaille depuis l'enfance, est en effet d'essayer au maximum d'avoir l'air comme tout le monde, de ne pas en rajouter pour se faire remarquer, sauf peut-être dans le chahut et les bêtises ou là, sous intelligence à faire le pitre pourra le rendre acceptable aux yeux de ses camarades.

Il a ainsi tendance à développer un "faux-self", c'est-à-dire une personnalité de façade qui intègre au maximum la norme, celle de son éducation familiale, celle de l'école ou celle des relations avec autrui, telles qu'il les perçoit. Il y met tout son talent et ce n'est qu'en cas d'échec patent qu'il se réfugie dans l'agressivité, la rêverie, le mutisme ou les comportements auto-destructeurs, en réaction à un monde qu'il ne comprend pas et qui ne semble pas non plus comprendre tous les efforts qu'il fait pour se conformer.

## Formation professionnelle La rentrée pour la 2<sup>ème</sup> session, dimanche prochain

S. C.

La seconde rentrée pour la Formation professionnelle 2013/2014 débutera, dimanche prochain, et ce, à la lumière de nombreux correctifs, apportés dans le cadre de la réforme du secteur, visant à mieux l'adapter aux besoins en main-d'œuvre qualifiée et juguler le flux de jeunes, en provenance du système éducatif.

Plusieurs nouveautés sont introduites, progressivement, à travers l'adaptation des équipements technico-pédagogiques, par la spécialisation de quelques établissements. Ces ajustements, étalés en détail par le premier responsable du

secteur, dans la wilaya, lors d'une rencontre, sont dictés par les spécificités socio-économiques de la wilaya qui est à caractères touristique, pétrochimique, industriel, agricole et agroalimentaire, ainsi que sa position stratégique par rapport à la liaison Est-Ouest, à la région sud et son rôle important dans les échanges socio-commerciaux (ports d'Oran et d'Arzew).

Le but recherché est de répondre aux sortants de l'Education nationale, dans tous ses paliers et dont le nombre avoisine les 10.000, annuellement, et au moment où 24.000 demandeurs d'emplois, sans qualification, se manifestent pendant la même période. Au plan

structurel, le développement de la wilaya d'Oran, vers son côté ouest (Université de Belgaid et la réalisation de 05 méga-stations chargées de la transformation du gaz, annoncées par Sonatrach, dans la zone industrielle d'Arzew) ainsi que le programme important de réalisation d'équipements publics et de logements, sont, autant, de facteurs externes, imposant, plus que jamais, ces changements, du fait que la wilaya d'Oran connaît un important développement industriel, notamment le projet, le plus en vue, de l'implantation de l'usine Renault- Algérie Production (RAP), à Oued Tlelat et la vision projetée sur l'élargissement du pôle aux sous-traitants.

### Mise à niveau du CHUO

## De nouveaux bâtiments bientôt réalisés

Houari Saaïdia

Sous l'impulsion de son nouveau DG, M. Benali Bouhadjar, investi par le ministère de tutelle de la lourde mission de mise à niveau de cette grande et ancienne structure hospitalière, le plan de réorganisation et de modernisation du CHU d'Oran, mis en marche par l'actuel staff dirigeant, dès son entrée en matière, se poursuit.

Laval du conseil d'administration du CHU vient d'être obtenu pour la démolition de trois pavillons, se trouvant dans un état de délabrement avancé, pour en récupérer les assiettes en vue de nouveaux édifices.

Il s'agit, précise le chargé de communication de cet hôpital, du Pavillon 2, qui faisait office de service des brûlés,

du Pavillon 1 et de l'ancien siège de la DAPM (direction des Activités médicales et paramédicales).

Le démantèlement du Pavillon 1, à lui seul, évacuera un précieux espace de 650 m<sup>2</sup>, qui permettra d'édifier un équipement neuf et, du coup, rompre, enfin, avec les traditionnels « retapages » qui n'en finissaient jamais, sans pour autant, résoudre vraiment les problèmes au sein de ce CHU, à système pavillonnaire.

Les démarches administratives ayant été déjà accomplies, dont les procédures de mise en concurrence relatives à ces marchés d'un coût global de 80 milliards de centimes, l'on compte, ainsi, lancer ces chantiers avant la fin du 1<sup>er</sup> trimestre de l'année en cours. Concernant le futur service des maladies

infectieuses (ex-Garnison), qui devra coûter 20 milliards de centimes, il sera installé sur l'assiette qui accueille les baraques de la Garnison. «Les baraques seront rasées pour la réalisation de ce nouveau service qui devra comporter un plateau technique complet, un laboratoire et des équipements de radiologie», affirme-t-on de même source. Pour le nouveau service de réanimation pédiatrique, qui devra coûter 30 milliards de centimes, une entreprise locale a été désignée et devra entamer les travaux dans le délai convenu. Le nouveau service sera réalisé sur le parking situé non loin de l'unité 'Samu'. Le service des Urgences infantiles, pour lequel une enveloppe de 30 milliards de centimes a été consacrée, sera construit, quant à lui, près de la CCI.

### Saisie de 5.118 CD piratés

Lors d'une opération d'assainissement, dans plusieurs quartiers d'Oran, la Brigade économique et financière de la Sûreté de wilaya, en association avec l'ONDA, a saisi quelque 1.974 CD-Rom piratés, proposés illicitement, à la vente. Dans le même cadre, 3.144 CD ont été saisis, dans un local commercial, à M'dina J'dida. Au total, ce sont 5.118 CD qui ont été saisis.

### 230 comprimés d'ecstasy saisis

Les éléments de la 7<sup>ème</sup> Sûreté urbaine ont saisi une quantité de 230 comprimés d'ecstasy, mettant ainsi fin aux agissements d'un réseau de trafic de stupéfiants. Deux personnes ont été arrêtées dans le cadre de cette affaire.

K. Assia

## Gendarmerie nationale La gestion de la scène du crime, en débat



K. Assia

Mettre en avant, la place de la scène de crime, dans les enquêtes judiciaires, et parvenir à la gérer, de manière rationnelle, a été, hier, au centre d'une rencontre régionale, organisée par le 2<sup>ème</sup> Commandement régional de la Gendarmerie d'Oran. Un regroupement qui a permis aux différents intervenants, entre cadres de la Justice, experts, techniciens de la Police et de la Gendarmerie, médecins légistes, cadres de la Protection civile, de se pencher, sérieusement sur la question, en étudiant tous ses aspects techniques, environnementaux, scientifiques et autres, lesquels permettront de solutionner l'affaire du crime.

En effet, la bonne gestion de la scène de crime constitue un élément capital, voire primordial, dans la lutte contre la criminalité, en Algérie, a noté le premier responsable du 2<sup>ème</sup> Commandement régional le général Othmani, précisant à ce titre, les moyens mis en place, pour être au diapason des progrès et de la performance. L'institution a inscrit un projet de réalisation d'un laboratoire scientifique régional de la Gendarmerie, de quoi s'adapter aux avancées techniques et scientifiques. Cette rencontre se veut, désormais, un espace à tra-

vers lequel la coordination entre les différents intervenants, avant, pendant et après, est mise en exergue dans les communications des participants, notamment, l'intervention du procureur d'Arzew sur l'importance de la scène du crime.

D'autres interventions ont été, également, animées par l'officier chargé de l'identité criminelle, au siège de la Sûreté, sur les difficultés rencontrées dans la gestion de la scène du crime.

Les conférenciers ont été unanimes, quant à l'importance du travail accompli par les premiers intervenants, notamment en matière de codification de la scène de crime. Ce travail doit porter sur une exploitation rationnelle des ressources humaines et matérielles disponibles, acquises, lors des investigations des scènes de crime.

Par ailleurs, de nouveaux instruments ont été introduits pour élucider le crime, notamment, en matière de systèmes d'écoutes, de photos, entre autres.

D'autres thèmes ont été débattus, lors de cette rencontre, laquelle a mis en exergue les engagements légaux et moraux pour faire la lumière sur la vérité et assurer un bon fonctionnement de la Justice, des engagements liés à la garantie de l'intégrité de la scène de crime, quelles que soient les conditions.

## Quatre ans de prison ferme requis contre l'ex-maire d'El-Ançor

Rachid Boutlélis

Le représentant du ministère public près le tribunal correctionnel de la cité Djamel, d'Oran, a requis, avant-hier, une peine de quatre années de prison ferme contre l'ex-maire de la commune d'El Ançor et trois ans d'emprisonnement contre un entrepreneur, pour dilapidation et détournement de deniers publics, conclusion de marché, en violation de la loi, en vigueur. Selon les faits consignés sur l'arrêt de renvoi, l'accusé serait impliqué dans le détournement de deniers publics, dans la conclusion d'un marché relatif à la rénovation des réseaux, qui devaient être raccordés aux bassins de dé-

cantation, dans ladite commune. Le préjudice de cette malversation s'élève à 700 millions de centimes. Le projet a été délocalisé pour être réalisé sur une autre superficie, en raison de la non faisabilité et a nécessité un apport financier supplémentaire de 1 milliard de centimes, dégagé par la wilaya d'Oran, qui s'est constituée partie civile, dans cette affaire.

A la barre des accusés, l'ex-maire a rejeté, en bloc, les griefs retenus, à son encontre. Ses co-accusés dont l'entrepreneur auquel a été confiée la réalisation dudit projet, ont, également clamé leur innocence. L'affaire a été mise en délibéré et le verdict sera rendu, la semaine prochaine.

### ILS NOUS ONT QUITTES HIER

Benzaga Louiza, 63 ans, Stade Bouakal  
Benhamed Abdekader, 68 ans, Misserghine  
Bourgui Kaddour, 63 ans, Sidi El-Chahmi  
Adougue Sahraoui, 93 ans, El-Hamri

### Horaires des prières pour Oran et ses environs

27 rabie ethani 1435

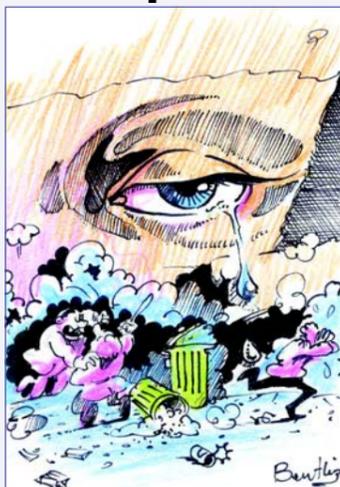
El Fedjr 06h11	Dohr 13h15	Assar 16h28	Maghreb 18h59	Icha 20h16
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



## Tranche de Vie

Par El-Guellil

### Chaqu' Hun



parcours sur les mers pour ouvrir la voie du bonheur et de la satiété. Les représentants d'eux-mêmes qui ne

savent pas ou feignent de ne pas savoir que la représentativité est la douloureuse charge de servir les autres et que la responsabilité de faire la courte échelle à une population, toute entière, nécessite que l'histoire soit reconnaissante des services et des bienfaits rendus.

Tous et tout le monde faisaient tout et disaient tout sur les impératifs de changer le pays, et chacun affinait la réplique contradictoire bourrée d'arrière-pensées. L'un définissait la « hogra », l'autre philosophait sur les imbécillités des phases, ne sachant pas que les choses ne sont que le reflet des hommes et que les hommes et les choses ne sont que le fidèle miroir de l'imbécillité de chacun. Un autre, encore, n'avait de cesse de se noyer dans les discours de la méthode, ne sachant pas, très bien, s'il faudrait aller chercher Descartes sur les déchets publics où se battent, pour leur survie, des gosses ou le convoquer des plus lointaines « kheimates » où l'on n'a pas la notion du temps. Tous ces restes d'hier ont fait de notre pays un grand fistin. Et Aujourd'hui !

Il est temps de vous le redire. De le rappeler. Tous ceux qui volent pour éviter de se mouiller. Tous ceux qui nagent dans toutes les eaux. Tous ceux qui marchent... dans la combine. Le lion qu'on a leurré, le dindon de la farce, le pigeon voyageur, l'oiseau de mauvais augure, le bourricot de la classe, le poulet de ferme, la vache grasse, la vache folle, les chevaux dressés pour les courses d'obstacles, les lièvres qu'on nous a posés. Le politique, convaincu que la politique c'est cette hardiesse à demander, aux autres, de le porter sur leurs épaules, pour en faire un coq hardi capable de transformer des vessies en lanternes. Le commerçant qui croit, dur comme fer, que commercer c'est surtout transformer sa bonne conscience en attestation de mœurs de bonne honorabilité, à afficher sur sa vitrine, pour que les tiroirs-caisses résonnent au rythme des magouilles de l'arrière-boutique où l'on peut vendre n'importe quoi et à n'importe qui. L'artiste beau parleur qui pense, mordicus, que la phraséologie est cette épée aiguisée qui planifie les

## NOUVEAU avec **SCOOP** l'info à la demande



### Toute l'actualité scoop sans abonnement !

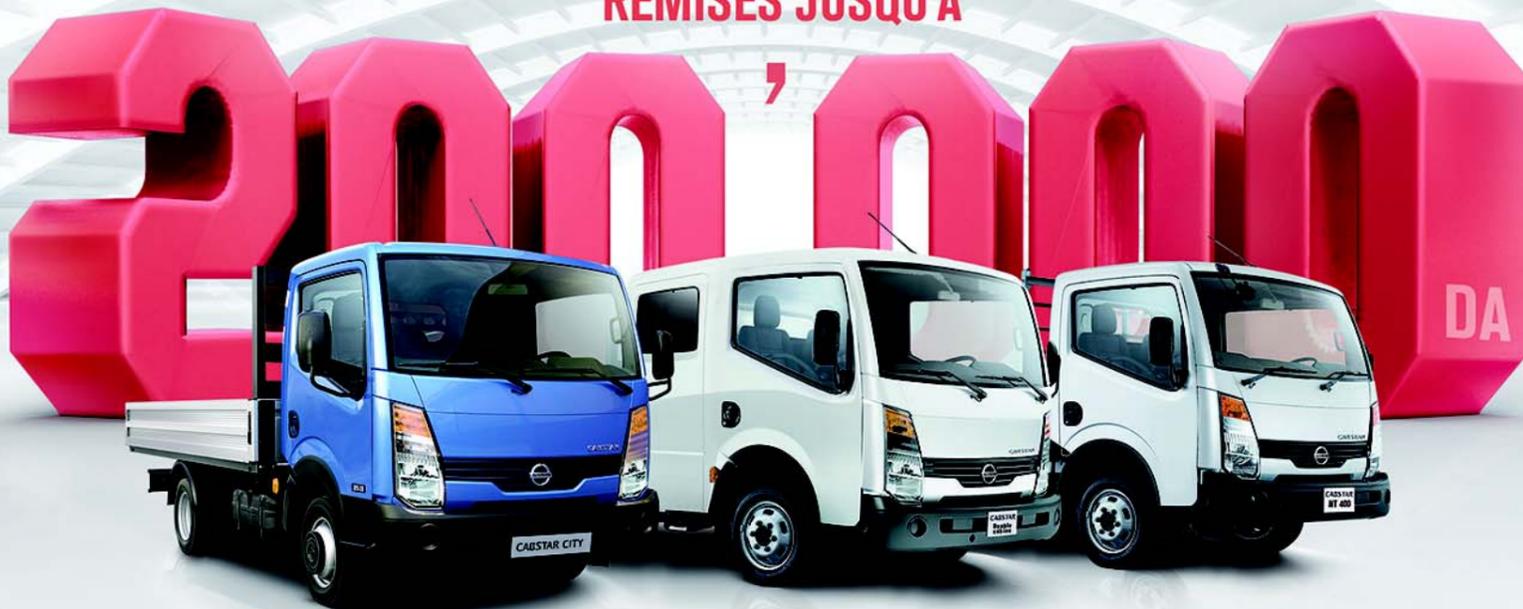
Soyez informés de l'actualité locale sportive et culturelle sans abonnement.  
Envoyez ou appelez le code correspondant à votre demande et recevez de suite les scoops,  
Coût du service: 10 Da sms / 15 Da l'appel.  
Codes disponibles au niveau de nos points de vente, CDS, site web, page facebook.



## LES ENORMES PROMOS DE NISSAN DU JAMAIS VU !!!

Chez Nissan Algérie des prix extraordinaires et jamais égalés vous sont proposés.  
Et bénéficiez en ce moment de remises allant jusqu'à 200.000 DA.  
Alors rendez-vous vite chez votre concessionnaire Nissan pour en profiter !!!

### REMISES JUSQU'À



Prix ANDI  
TVN non incluse

**Cabstar City**  
**1 940 000 DA**

**Cabstar double cabine**  
**2 270 000 DA**

**Cabstar NT400**  
**1 970 000 DA**



Nissan Algérie - Direction Générale et Showroom | Tél.: 021 21 98 03 / 021 21 91 69 / 021 21 05 51 | Fax: 021 21 91 60 | Adresse: Pins Maritimes, Safex - Alger  
Centre Après Vente et Showroom Rouiba | Tél./Fax : 021 85 59 40 | Tél.: 021 81 78 94/98/99 | Adresse : Route de Aïn Taya, Rouiba - Alger  
Centre Après Vente et Showroom Blida | Tél.: 025 43 37 80 | 025 43 07 34 | Fax: 025 43 00 66 | Adresse : Zone Industrielle N° 11, Ouled Yaïch - Blida  
Succursale Oran | Tél. : 041 49 91 50 à 53 | Fax service commercial : 041 49 91 49 | Fax SAV : 041 49 91 54 | Adresse : RN N°04, zone showroom Nedjma Es Sénia

[www.nissan.dz](http://www.nissan.dz)

Photo non contractuelle TBWADJAZ

Voir conditions avec votre agent agréé Nissan Algérie

Selon version et stock disponible

TLEMCCEN

## L'université et la résistance au changement

**Quelle démarche qualité pour améliorer la gouvernance dans l'université algérienne ? Le professeur Allal Mohamed Amine, responsable assurance qualité à l'université «Abou-Bekr Belkaid» de Tlemcen, rencontré en marge du colloque sur le partenariat universitaire algéro-canadien, qui s'est tenu (les 24, 25 et 26 février) à la faculté de médecine de Tlemcen, nous répond.**

Khaled Boumediene

Il faut faire une analyse de l'institution universitaire algérienne, légitimer la nécessité de l'évolution des modes de gouvernance dans l'université algérienne, montrer que le socle d'une meilleure gouvernance est la mise en œuvre d'un système de management de qualité. L'université est un système complexe, conjuguant des faits, des acteurs et des objets. De plus, elle est animée de différentes combinaisons de processus qui obéissent à des règles déterminées. Ce système s'articule autour de quatre grands axes : premièrement, l'enseignement avec ses programmes et cursus pédagogique et didactique, évaluations, organisation et conduite des enseignants, soutien aux étudiants, prestations des services centraux.

Deuxièmement, la recherche et ses stratégies de développement, collaborations scientifiques, stratégie pour la relève, communication et valorisation des résultats, prestations des services centraux. Troisièmement, les ressources et ses stratégies de développement, ressources financières et matérielles, prestations des services centraux. Quatrièmement, la gouvernance et sa stratégie globale, pilotage de la recherche et de l'enseignement, organisation structurelle, processus de décision, relations rectorat/doyenneté et enseignants, stratégie de communication, structures consultatives.

Et d'ajouter : « Il faut identifier toutes les forces et faiblesses de l'université algérienne (Swot Analysis), qui touchent aux mesures d'aides aux

étudiants (bourse, hébergement, restauration, etc.), études gratuites (sélection au mérite, pas de sélection par l'argent), mesures de promotion de la relève (magisters, corps enseignant jeune et dynamique, et surtout pas de discriminations formelles envers les femmes). Des lignes directrices pour améliorer la qualité de la gouvernance à l'université doivent toucher toute l'administration, rectorat, doyens (ISO 9001) et laboratoires de recherche (ISO 9001, ISO 17025, référentiel national). L'impact de la mise en place d'une démarche qualité doit motiver et impliquer tous les personnels, améliorer l'organisation, instaurer une qualité du produit/service ».

Selon notre interlocuteur, l'implémentation d'outils et de référentiels pour la qualité s'avère être un défi majeur pour l'université algérienne, défi dont elle doit nécessairement sortir vainqueur. Ceci dit, la mise en œuvre et la garantie de la qualité relèvent en premier lieu de la gouvernance de l'institution au niveau local, régional et national. « A l'université de Tlemcen, il nous a semblé ju-

dicieux de commencer par mettre en place les exigences du référentiel national édité par la CIAQES dans le domaine de la gouvernance ». S'agissant des difficultés rencontrées, M. Allal a surtout abordé les questions de résistance au changement, l'insuffisance de personnel qui fait que les pilotes de processus ne sont pas toujours disponibles, l'engagement tiède de certains responsables, l'administration travaille et répond à l'urgence et ne fonctionne pas en mode projet, le manque de moyens et l'absence d'institutionnalisation de la cellule qualité. A noter que l'Algérie compte aujourd'hui 90 établissements (universités, centres universitaires et grandes écoles) répartis à travers les 48 wilayas du pays. De nombreuses universités algériennes font partie des plus grandes universités arabes, africaines et mondiales autant par le nombre de leurs étudiants que par leurs réalisations. Le nombre d'étudiants qui est aujourd'hui d'un million trois cent mille, devrait dépasser un million et demi en 2015 et atteindre probablement deux millions et demi en 2025.

## Enquête sur des chauffages défectueux

Les services compétents de la sûreté de wilaya de Tlemcen ont ouvert une enquête approfondie sur des chauffages de fabrication turque à l'origine de cas d'asphyxie relevés dernièrement dans la wilaya, a indiqué un communiqué de presse de la cellule de communication de ce corps constitué. Pas moins de 16 cas d'asphyxie ont été enregistrés dans la wi-

laya affectant des personnes âgées entre 3 et 50 ans. Le dernier en date a causé la mort d'un couple trentenaire au début de cette semaine à haï «Bouhanak» dans la commune de Mansourah, selon la même source. Suite à ces accidents, les services de la sûreté de wilaya de Tlemcen ont ouvert une enquête sur la qualité des chauffages défectueux, a-t-on ajouté.

CHLEF

## Des enveloppes et des priorités

Abbad Miloud

L'assemblée populaire de la wilaya a tenu mardi la première session extraordinaire de l'exercice en cours. Deux points ont été débattus par les membres de l'APW : une communication relative au programme complémentaire de développement local de l'exercice 2013 accordé à la wilaya lors de la visite du Premier ministre effectuée le 22 novembre dernier et une autre concernant les activités de la wilaya pour l'exercice 2013. Concernant le premier point cité, il a été communiqué la répartition par secteur et par commune ainsi que les enveloppes financières octroyées. Les secteurs de l'habitat et l'urbanisme, les ressources en eau et les travaux publics ont obtenu la part du lion.

Pour l'habitat, on fait état de 3000 logements de type locatif (LPL) et 3000 aides pour l'habitat rural. L'amélioration urbaine concerne huit communes dont le centre-ville de la commune du siège de la wilaya. Concernant le secteur des travaux publics, l'étude pour la modernisation du port de Ténès, l'entretien et l'aménagement de plusieurs chemins communaux et le renforcement de la route nationale numéro 19 sur une distance de 20 km. Le secteur de l'agriculture a bénéficié d'une capacité de réalisation de 100 km pour l'ouverture des pistes réparties sur le territoire de la wilaya. Le secteur des forêts a bénéficié de plusieurs opérations dont la réalisation de 50 bassins d'eau, l'amélioration foncière sur une superficie s'étendant sur 500 ha et l'ouverture de pistes sur une distance totale de 60 km. Le secteur des transports est concerné par la réalisation et l'équipement d'une infrastructure d'accueil de type B (ex-gare routière) à Boukader. Pour le secteur de la santé, nous pouvons citer la réalisation d'une structure des urgences médico-chirurgicales (UMC) à l'établissement hospitalier public de Chorfa, l'équipement au profit des UMC et d'autres unités légè-

res et l'étude, la réalisation et l'équipement d'un hôpital dit «mère-enfant» à Chlef.

Le secteur des ressources en eau a bénéficié de la réalisation de trois retenues collinaires qui seront implantées aux communes de Dahra, El-Hadja et Beni Haoua, la réalisation d'une station d'épuration des eaux usées (STEPE) à Chettia ainsi que la réalisation ou rénovation des réseaux d'alimentation en eau potable et assainissement.

Le secteur de la jeunesse et des sports a bénéficié entre autres du revêtement en gazon synthétique de six stades de football ainsi que l'étude pour la réalisation d'un complexe sportif doté d'un stade de football d'une capacité de 30.000 places. Le secteur de l'éducation nationale est concerné par la réalisation et l'équipement de quatre CEM, dix groupes scolaires, dix cantines scolaires, quatre demi-pensions (deux lycées et deux CEM), deux lycées, un à Oued Sly d'une capacité de 800 places pédagogiques dont 200 en demi-pension, l'autre à Zeboudja d'une capacité de 1000 places dont 300 en régime internat. Le secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique a bénéficié d'une opération pour l'étude et la réalisation de 2000 places pédagogiques en remplacement du préfabriqué. La liste est encore longue et concerne les secteurs de la formation professionnelle, l'énergie et les mines, le tourisme et l'artisanat, la culture et l'action sociale.

Notons qu'une enveloppe financière de deux milliards de dinars a été octroyée pour les plans communaux de développement (PCD) et répartie sur les 35 communes que compte la wilaya. Il appartient aux maires de fixer les priorités en fonction des besoins de leur population. Le wali a apporté les éclaircissements nécessaires sur les principales orientations de l'élaboration de ce programme. Il a instruit l'ensemble des gestionnaires pour une grande mobilisation afin d'achever les différents projets inscrits dans les délais impartis.

AÏN TÉMOUCHENT

## Des voyagistes polonais en prospection

Mohamed Bensafi

Présente à Hammam Bouhadjar, lors de la visite de travail à Aïn Témouchent du ministre du Tourisme et de l'Artisanat, M. Mohamed-Amine Hadj Said, une délégation polonaise avait effectué auparavant une visite au niveau des sites touristiques algériens dans les régions de Aïn Témouchent, Tlemcen et Djanet. Cette délégation polonaise, composée de 06 tour-opérateurs et 25 journalistes, est conduite par le président de la chambre algéro-polonaise, Marten Amrozs.

Ce dernier a d'ailleurs exprimé son admiration de la richesse touristique de l'Algérie. Cette tournée dans les

villes du nord et du sud du pays a permis à cette délégation de découvrir les potentialités touristiques algériennes et d'explorer les voies et les moyens à même de renforcer la coopération en matière d'échanges touristiques entre les deux pays.

Dans ce cadre, le ministre du Tourisme avait d'ailleurs appelé les agences de tourisme et de voyages à présenter des offres touristiques diversifiées, de promouvoir la destination «Algérie», d'assurer les infrastructures d'accueil, d'offrir des prix concurrentiels et d'améliorer la qualité des services et prestations. M. Amrozs avait souligné l'importance de renforcer la coopération entre les deux pays dans le domai-

ne touristique. Il avait indiqué aussi que le Polonais est beaucoup plus attiré par le tourisme culturel, historique et religieux et la découverte de sites archéologiques, ajoutant que l'Algérie est un pays qui recèle cette diversité intéressant les touristes. Avant d'ajouter que la Pologne a attiré, l'année dernière, plus de 17 millions de touristes.

Enfin, on notera que le ministre du Tourisme et de l'Artisanat s'était rendu sur le site du complexe thermal qui a bénéficié récemment d'une opération de réhabilitation, financée à hauteur de 85 milliards de centimes, avant de se rendre à Béni-Saf où il a visité un hôtel flamboyant neuf érigé non loin de l'aquarium de la ville.

## Constructions inachevées : plus de 2000 dossiers étudiés

Dans le cadre de l'opération de mise en conformité des constructions en vue de leur achèvement, conformément à la loi 08-15 du 20 juillet 2008, les services techniques de la direction de l'urbanisme, de la construction et de l'habitat de Aïn Témouchent ont reçu, à ce jour, au total 2334 dossiers touchant l'ensemble des 28 communes de la wilaya. La commission chargée de l'opération a traité 1962 dossiers des demandeurs d'un permis d'achèvement ou de régularisation et en a accordé, à ce jour, 1470 titres, a indiqué le DUC de Aïn Témouchent, M. Hita Mohamed. Des

dossiers non concernés par la loi ont fait, croit-on savoir, l'objet de rejet. Cette opération, lancée en 2009, consiste à réorganiser les tissus urbains de nos villes souvent ternies par des constructions inachevées qui émergent ici et là en périmètre urbain et au-delà des grandes extensions et lotissements depuis des décennies.

Les demandes de permis d'achèvement ont concerné 450 dossiers dont 336 ont été approuvés. Quant à l'obtention du certificat de conformité, ladite commission a enregistré 318 demandes ou dossiers et s'étant prononcée sur 282. Une autre source a

affirmé que cette opération a enregistré une évolution quantitative. Avant d'ajouter que c'est une mission très lourde et compliquée et que le traitement des dossiers nécessite beaucoup de temps et de labeur pour pouvoir répondre aux aspirations du citoyen même si certains ont trop attendu pour se manifester. Dans le même contexte, on conclura que la même commission a accordé 408 permis de construire à titre de régularisation sur 617 demandes et 444 permis d'achèvement sur 577 à titre de régularisation.

M. B.

MASCARA

## Les associations doivent justifier les dépenses de construction de mosquées

Un délai est accordé aux associations chargées de la construction des mosquées dans la wilaya de Mascara pour présenter des rapports sur les dépenses avant l'ouverture d'enquêtes, a averti le wali. Répondant aux préoccupations des élus à la première session ordinaire de l'APW, M. Ouled Salah Zitouni a fait remarquer que durant la période de 2010 à 2013, des subventions d'une valeur globale de 150 millions DA ont été octroyées à différentes associations religieuses pour contribuer à la construction de mosquées, mais aucune d'elles n'a présenté à la wilaya un rapport sur les dépenses. Des

mises en demeure ont été adressées à ces associations par le biais de la direction des affaires religieuses et wakfs pour préparer les rapports et les remettre au contrôle au niveau de la wilaya. Une fois le délai passé, les services de la sûreté seront chargés d'enquêter. Le même responsable a décidé de ne pas verser de subventions aux associations religieuses, au titre du budget de wilaya de l'exercice 2014, et de charger la direction de l'administration locale (DAL) de diriger les travaux pour nombre de mosquées, de même que pour des zaouïas et des écoles coraniques.

RELIZANE

## La route de Zedairia enfin...

E.Yacine

La route qui mène vers le village Zedairia, relevant de la commune de Belacel Bouzegza, rattaché à la daïra d'El Matmar, dans la wilaya de Relizane, vient d'être revêtue au grand bonheur des habitants qui ont, certainement, poussé un grand ouf de soulagement après plusieurs années d'attente. « Enfin, la route vers notre village est goudronnée. Maintenant, on va pouvoir rouler

sereinement sans aucun problème », dira Omar, un habitant du village. Les pistes qui mènent vers les villages voisins de Mouaïssia non loin de la localité susmentionnée, seront également revêtues, apprend-on. Par ailleurs, les citoyens dudit village, que nous avons rencontrés, ont signalé le manque de caniveaux tout au long de la route. « Si on n'installe pas des caniveaux, les pluies finiront par endommager tout le tapis », dira un autre citoyen.

## Déclaration de Patrimoine (Biens immobiliers et mobiliers)

### Benflis Ali

Né le 8 Septembre 1944 à Batna  
Fils de Touhami et de Chachoua Khedidja  
Marié, 4 enfants  
Demeurant Résidence Chabani, Val d'Hydra, commune de Hydra  
Alger

#### I / Patrimoine en Algérie

##### ● Immeubles bâtis :

Une maison individuelle sise à Alger, résidence Chabani acquise en 1992 sous forme de carcasse auprès d'un promoteur privé, achevée dans le cadre de l'auro-construction, que j'habite à ce jour.

##### ● Immeubles non bâtis :

1. Une terre agricole dans l'indivision avec mon épouse, pour moitié chacun, sise dans la commune de Fesdis, wilaya de Batna d'une superficie de neuf (09) hectares, provenant d'une donation de ma défunte mère, suivant acte notarié N° 406 du 27 août 1986 établi par Maître Mechouma Abderrahmane, notaire à Batna.

2. Une terre agricole de huit (08) hectares, sise dans la commune de Fesdis, wilaya de Batna, restituée, après nationalisation dans le cadre des opérations de la révolution agraire, provenant de la succession de mon défunt père.

3. Une terre agricole, d'une superficie de trente (30) hectares, dans l'indivision avec les héritiers de mon frère Mohamed, sise à Belhashas, wilaya de Batna, provenant d'une donation de notre défunte mère, suivant acte N° 144 des 6 septembre et 16 décembre 1992, établi par Maître Mechouma Abderrahmane, notaire à Batna, publié le 3 octobre 1993.

La dite parcelle a fait l'objet d'un acte de partage, en date du 15 décembre 1992 et 29 avril 1993, entre Benflis Ali et Benflis Mohamed d'une part et les autres héritiers de feu notre frère Benflis Brahim fils de Touhami d'autre part, suivant acte établi par Maître Mechouma Abderrahmane, notaire à Batna, publié le 25 décembre 1993

La dite parcelle, dans l'indivision entre Benflis Ali et les héritiers de son défunt frère Benflis Mohamed, fait l'objet, en vue de sa vente, d'une procédure de lotissement toujours en cours au niveau de l'administration locale de la wilaya de Batna.

##### ● Autre biens :

1. Un local à usage professionnel (cabinet d'avocat), sis " immeuble El Moustakbal ", à Batna, acquis dans le cadre d'une coopérative professionnelle en 1984 - 1985.

2. Un compte bancaire en dinar algérien, domicilié auprès de l'agence du Crédit Populaire Algérien (CPA), Val d'Hydra,

N° 004 00174 410.0001311/05, solde : 4.019.189,99 DA

3. Une compte bancaire en dinar algérien, domicilié auprès de l'agence du Crédit Populaire Algérien (CPA) Val d'Hydra,

N° 004 00174 4300015519/60, solde : 2.859.409,57 DA

#### II / Hors du territoire national

Un compte bancaire commun avec mon épouse, ouverte à Paris, France : provision 15.188,28 euros.

Je soussigné, certifie sur mon honneur que je ne possède aucun bien, autres que ceux cités dans la présente déclaration.

En foi de quoi, j'établis la présente déclaration pour servir et valoir ce que de droit

Fait à Alger le 25 Février 2014

Signé : Ali Benflis

ALFATRON Electronic Industries SpA

## Filiale ENIE

Entreprise Publique de Production et Distribution de Matériels informatiques  
Recrute Trois (03) Ingénieurs Technico-commerciaux

### Missions principales

- Analyse les besoins des clients et recherche les solutions informatiques à mettre en œuvre,
- Adapte ses offres et ses services aux besoins de ses clients,
- Répond aux appels d'offres (Analyse, étude d'opportunités, élaborations du dossier de soumission et suivi de l'avancement du dossier),
- Suivi de la production de son ordre de production,
- Participer à la livraison et au recouvrement de la créance du dossier traité par ses soins,
- Prospecter de nouveaux clients.

### Exigences :

- Ingénieur en Informatique ou en Electronique,
- Connaissance technique sur les produits informatiques,
- 03 ans ou plus d'expérience professionnelle dans un poste similaire,
- Forte capacité de négociation, de persuasion et de communication,
- Organisé, dynamique, rigoureux et autonome,
- Connaissance de l'Anglais technique souhaitée.

### Avantages :

- Statut de cadre,
- Bon salaire et carrière évolutive,
- Ligne téléphonique mobile,
- Avantages selon compétences.

### Lieu de travail :

Zone Industrielle de Hassi-Ameur B.P. N° 104 Hassi-Bounif 31290  
- ORAN - ALGERIE

Les candidats intéressés doivent envoyer dans les quinze (15) jours suivant l'annonce à l'adresse électronique [info@alfatron-dz.com](mailto:info@alfatron-dz.com), votre CV avec photo, lettre de motivation, Références et prétentions, vos coordonnées (N° Téléphone ou e-mail)



EPE - ALGERIE TELECOM - SPA -  
DIRECTION OPERATIONNELLE  
DES TELECOMMUNICATIONS DE TLEMCCEN  
UNITE DES INFRASTRUCTURES PASSIVES  
NIS : 000216299033049

## APPEL D'OFFRES OUVERT N° DOT13/UIP/01/2014

La Direction Opérationnelle des Télécommunications de Tlemcen lance un appel d'offres pour la réalisation des travaux de construction de locaux MSAN à :

Lot 1 - Sidi Bendiaf - Bordj Arima ; Lot 2 - Ain Wahab - Ain Youcef ; Lot 3 - Boukdama - Tient ; Lot 4 - Djamaa Sakhra - Ghazaouet ; Lot 5 - Meghagha - Souani ; Lot 6 - Ain Beni Ad - Ain Fezza ; Lot 7 - Moul Dechra - Sabra ; Lot 8 - Roubane - Beni Boussaid ; Lot 9 - Teghalimet - Sidi Medjahed ; Lot 10 - Sidi Yahia - Sidi Medjahed ; Lot 11 - Ain Takbalet - Bensekrane ; Lot 12 - Cité les Dahlias - Tlemcen ; Lot 13 - Haouch El Waar - Ouzidane ; Lot 14 - Terrain Benosmane - Tlemcen ; Lot 15 - Beniane - Beni Smeil ; Lot 16 - Tafna - Bouhoulou ; Lot 17 - Tizghenit - Beni Mester ; Lot 18 - Gouassir - Remchi.

Cet appel d'offres est ouvert aux entreprises qualifiées dans le domaine, catégorie 1 et plus.

Les entreprises intéressées par le présent avis d'appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges contre le paiement de la somme de Deux Mille Dinars (2.000,00 Dinars) auprès de :

DIRECTION OPERATIONNELLE DES TELECOMMUNICATIONS TLEMCCEN  
DEPARTEMENT DE LA COMPTABILITE - RUE BEDJAOUI CHAOUCH -  
LES CERISIERS

L'offre doit être accompagnée des pièces obligatoires énumérées dans le cahier des charges à savoir : Registre de commerce - Carte d'immatriculation fiscale - Extrait de rôle - Mise à jour (CNAS, CASNOS et CACOBATH) - Certificat de qualification 1 et plus - Casier judiciaire de moins de 03 mois - Les références professionnelles - Planning des travaux, etc.

La soumission est à présenter sous une enveloppe principale scellée comportant la mention suivante :

A MONSIEUR LE DIRECTEUR OPERATIONNEL  
DES TELECOMMUNICATIONS DE TLEMCCEN  
SOUSSION A NE PAS OUVRIR  
APPEL D'OFFRES N° DOT13/UIP/01/2014  
" CONSTRUCTION DE LOCAUX MSAN "

Les enveloppes relatives aux offres techniques et financières doivent comporter obligatoirement la dénomination et l'adresse de l'entreprise soumissionnaire et présentées comme suit :

Enveloppe relative à l'offre technique

#### OFFRE TECHNIQUE

Dénomination de l'Entreprise : .....

Adresse de l'Entreprise : .....

Enveloppe relative à l'offre financière

#### OFFRE FINANCIERE

Dénomination de l'Entreprise : .....

Adresse de l'Entreprise : .....

Chacune de ces enveloppes scellées devra être identifiée en tant que telle. Toute soumission non appuyée de pièces énumérées dans le cahier des charges sera rejetée.

La date limite de dépôt des offres est fixée à Quinze (15) Jours à partir de la 1ère parution de l'appel d'offres dans la presse nationale à midi (12 h 00).

L'offre doit être déposée dans les délais requis à l'adresse ci-après :

DIRECTION OPERATIONNELLE DES TELECOMMUNICATIONS DE TLEMCCEN  
RUE BEDJAOUI CHAOUCH - LES CERISIERS

L'ouverture des plis aura lieu, en séance publique, au siège de la Direction Opérationnelle des Télécommunications de Tlemcen Rue Bedjaoui Chaouch - Les Cerisiers, le même jour correspondant à la date limite de dépôt des offres à Quatorze (14) heures.

Il est à préciser que les plis devront être remis directement à la date et l'heure limite de dépôt des offres.

La validité de l'offre est fixée à Cent Quatre-Vingts Jours (180 Jours) à compter de la date limite du dépôt des offres, délai pendant lequel le soumissionnaire reste engagé.

MCL presente à la foire ES-SENIA

en face PLAZA

Du 22 fevrier au 09 Mars 2014.



Rond-Point  
El-Bahia

BARKI

PONT

DIMO

SONELGAZ  
KAHRIF

MCL

CASERNE

NE PAS DEVIER

CHEMIN DE FER

Rond-Point  
ES-SENIA DOUAR

L'USINE MCL ZI ES-SENIA ORAN

2 EME GRAND DESTOCKAGE

VENTE SOUS CHAPITEAU AVEC TOMBOLA

PRIX FOUS FOUS FOUS SUR TOUS NOS PRODUITS

SALONS, COINS REPAS, CHAMBRE A COUCHER,

MEUBLES, FAUTEUILS, MATELAS, COUETTES...

DU 5 FEVRIER AU 8 MARS

30 JOURS = 30 CADEAUX A GAGNER

Magasin d'usine ouvert 7sur7 de 9h à 17h meme le vendredi

Tel/Fax: 041 51 51 37 - 0555 03 01 75 [www.sarl-mcl.com](http://www.sarl-mcl.com)

### Société privée recrute dans l'immédiat :

- Ingénieur en informatique
  - Technicien en maintenance informatique
  - Gestionnaire des stocks / magasinier

#### Conditions :

- Diplôme dans la filière / Expérience minimum 03 ans
  - Habitant ORAN et périphérie
  - Transmettre CV + Photo à : [contactkit31@gmail.com](mailto:contactkit31@gmail.com)

### Société privée recrute dans l'immédiat

- Un (01) Chauffeur de Direction / VL
  - Sérieux, présentable et de bonne éducation
  - Sachant lire et écrire
  - Agé de + de 40 ans / habitant Oran ville

Transmettre CV + Photo à : [contactkit31@gmail.com](mailto:contactkit31@gmail.com)

Société spécialisée dans la distribution des produits Agro-alimentaires installée à ORAN

## RECRUTE

Des Commerciaux

- Bonne présentation
  - Niveau d'étude appréciable
  - Expérience dans le domaine des ventes souhaitable mais pas nécessaire
  - Age entre 25 ans et 35 ans
  - Cadre de travail dynamique et agréable
- Possibilité d'acquérir une expérience dans le domaine commercial
  - Salaires motivants selon rentabilité

Envoyer CV détaillé avec Photo par Email :

[DitribOran.recrut@yahoo.fr](mailto:DitribOran.recrut@yahoo.fr)

## BLIDA

**Faux, usage de faux et escroquerie: 5 mandats de dépôt**

Tahar Mansour

Il y a quelque temps, le gérant d'une importante société privée s'est présenté auprès de la brigade économique et financière de la Sûreté de wilaya de Blida, pour porter plainte contre un inconnu qui a déposé 4 chèques qu'il affirma lui avoir été remis par la société privée, en guise de paiement pour une transaction commerciale. Il a déposé 2 chèques (13.003.000 DA + 7.500.000 DA) dans une banque et 2 autres chèques (10.320.000 DA + 8.630.010 DA) dans une autre banque, toujours à Blida. Il précisa que le compte de l'entreprise, objet

de ces tentatives de retrait, a été bloqué depuis le 5 mars 2013. Heureusement que les fonctionnaires des deux banques ont été vigilants et ont refusé de remettre l'argent au déposant des 4 chèques. En date du 18 février courant, la Brigade économique et financière de la SW de Blida a reçu une information faisant état d'une personne qui a déposé un autre chèque, portant le même numéro de compte de la même société privée, d'un montant de 4 milliards de centimes, auprès d'une banque, à Alger. Aussitôt, des inspecteurs se sont dirigés vers ladite banque, à Alger, où ils ont procédé à l'arrestation du suspect. Pour-

suivant leurs recherches, les enquêteurs ont identifié le premier suspect qui avait déposé les chèques à Blida ainsi que 3 autres complices. Au cours des perquisitions, opérées dans les domiciles des mis en cause, les policiers ont découvert, dans le domicile de l'un d'eux, des photocopies de chèques de la même entreprise dont les originaux avaient été volés auprès de cette l'entreprise. Présentés auprès du procureur de la République, près le tribunal de Blida, les 5 suspects ont été placés en détention préventive sous les chefs d'inculpation de constitution d'association de malfaiteurs, faux et usage de faux et escroquerie.

## BOUINAN

**Une beuverie tourne au drame**

T. M.

Faisant suite à un appel parvenu de la polyclinique de Bouinan, faisant état du cadavre d'un citoyen qui portait des traces de blessures par arme blanche, au niveau du cou qui y a été transporté par des éléments de la Protection civile, la Sûreté de daïra de Bouinan a ouvert une enquête qui a permis d'arrêter deux suspects.

En effet, après que l'unité de la Protection civile de Bouinan ait déclaré que le cadavre se trouvait dans une maison sise au lieu-dit «Les Eucahyptus», des enquêteurs se déplacèrent

sur les lieux où ils découvrirent une grande flaque de sang, dans le hall de la maison, ainsi que des traces de sang, dans la chambre et dans la salle de bains. Les recherches entreprises, aussitôt, permirent de déterminer que le citoyen décédé, âgé de 30 ans et demeurant à Bouinan, se trouvait dans la maison, en compagnie du propriétaire et d'une jeune femme et prenait, en leur compagnie des boissons alcoolisées. Après l'identification du couple et sa localisation, les policiers procédèrent à l'arrestation des deux suspects. Confondus par les preuves trouvées sur les lieux, ces derniers déclarèrent

qu'effectivement l'homme décédé se trouvait, en leur compagnie, pour consommer des boissons alcoolisées puis, à un certain moment, une violente dispute éclata entre les deux hommes. Le propriétaire de la maison s'empara, alors, d'un grand couteau et en porta de violents coups, au niveau du cou de son vis-à-vis puis prit la fuite avec la jeune femme, laissant son compagnon de beuverie, se débattre dans une mare de sang. Les deux présumés coupables ont été présentés, au cours de l'après-midi de mardi, auprès du procureur de la République près le tribunal de Boufarik.

## BOUIRA

**Le maire de Taghzout démissionne**

Farid Haddouche

Le maire de la commune de Taghzout, située à 6 km, au nord-est du chef-lieu de wilaya Bouira, a démissionné de ses fonctions, avant-hier. Selon des informations, le président de l'Assemblée populaire communale de Taghzout, M. Rabah Kacel, a décidé de renon-

cer à poursuivre sa mission pour des raisons personnelles, entre autres, celle concernant son état de santé. Des raisons, donc, qui n'ont rien à voir avec la gestion de la commune. Ainsi, la présidence de ladite municipalité est revenue à l'actuel 1<sup>er</sup> adjoint au maire M. Messaoud Chabane Chaouche. Le maire sortant et son 1<sup>er</sup> adjoint font

partie du même parti politique, le FLN qui avait remporté les élections communales avec 12 voix sur le 15 à pourvoir. La majorité lui est, donc, acquise.

Le nouveau maire aura fort à faire, avec le soutien des élus, pour améliorer les conditions de vie des populations de cette commune qui n'ont pas cessé de les revendiquer.

## MÉDÉA

**Plus de 1.000 actes de concession agricole délivrés**

Plus de 1.000 actes de concession agricole ont été délivrés à des exploitants de la wilaya de Médéa par l'Office national des terres agricoles (Onta), dans le cadre de l'opération de reconversion du régime d'exploitation du foncier agricole privé de l'Etat, a-t-on appris auprès de la structure locale de l'office.

Selon la même source, un total de 1.115 actes de concession ont été élaborés, à ce jour, à la faveur de cette opération portant passage de l'ancien régime de droit de jouissance vers le régime de concession agricole, à durée déterminée, dont 1.024 actes ont été déjà délivrés aux exploitants agricoles, déclarés éligibles par la commission technique de wilaya, en charge de ce dossier. 2.553 dossiers ont été traités et approuvés par la commission, sur un total de 2.802 dossiers déposés auprès de l'Office national des terres agricoles, en vue de la mise en conformité des anciennes exploitations agricoles collectives (EAC) ou individuelles (EAI), concernées par cette opération de reconversion.



## TAMANRASSET

**Des renforts pour la police**

Plusieurs structures, relevant des services de la Sûreté nationale, sont en cours de réalisation ou projetées, dans la wilaya de Tamanrasset, a-t-on appris auprès de l'Inspecteur régional de Police, le commissaire divisionnaire Sami Zaghez. Inscrits dans le cadre de la stratégie de la direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), visant à assurer une couverture sécuritaire totale du territoire national, ces projets consistent en la réalisation, en cours, d'une école de police et d'un laboratoire régional de police scientifique, au chef-lieu de wilaya, ainsi

que d'un siège de Sûreté, dans la daïra frontalière de Tin Zaouatine, et d'une brigade mobile de Police judiciaire, dans la daïra d'In Guezam, a-t-il précisé, dans un point de presse. D'autres structures sont programmées et concernent des sièges de sûretés urbaines, dans les quartiers Gataâ El-Oued et Tahaggart, au chef-lieu de wilaya, en plus de sièges de sûretés urbaines dans les communes de Foggaret Ezzoua (daïra d'In Salah), Abalessa (daïra de Silet), Idelès (daïra de Tazrouk) et InM'guel (daïra de Tamanrasset), a ajouté le commissaire di-

visionnaire Zaghez. Ce programme compte, également, la réalisation de nouveaux sièges pour la brigade mobile de Police judiciaire, la brigade de recherche et d'investigation, à Tamanrasset, et l'unité républicaine de la Sûreté nationale, à In Salah, a-t-il annoncé.

6.676 policiers de Tamanrasset ont bénéficié de 365 sessions de formation, l'année dernière, dans le cadre de la promotion des aptitudes professionnelles des éléments de ce corps sécuritaire, a rappelé l'Inspecteur régional de la Sûreté nationale.

## TÉBESSA

**Le monoxyde de carbone fait une autre victime**

A. Chabana

Une personne, répondant aux initiales H.C., a été retrouvée morte, dans son domicile, à Bir El Ater. La mort est due, selon les premières informations, à l'inhalation de gaz de monoxyde de carbone, émanant d'un chauffage défectueux. La découverte du corps de la victime, âgée de 25ans, a été faite par un proche qui a constaté son absence, depuis samedi dernier, en tentant, en vain, de la contacter par téléphone. La dépouille de la victime a été déposée à la morgue de l'hôpital de Bir El Ater et une en-

quête aussitôt ouverte pour déterminer les causes exactes du décès.

Par ailleurs et toujours dans la ville de Bir El Ater distante de plus de 90 km, au sud du chef-lieu de la wilaya de Tébessa, c'est une agression mortelle dont la victime est un jeune homme de 32 ans qui a eu le crâne fracassé par une pierre. Evacuée d'urgence vers un hôpital de Annaba, la victime, A.M, a succombé à ses graves blessures. Le présumé meurtrier a été arrêté par les services de sécurité. Pour le moment on ignore le mobile de cet homicide que les services compétents auront à élucider.

**Saisie de pièces détachées et moteurs destinés à la contrebande**

A. C.

Un lot de pièces détachées (usagées) comprenant 40 moteurs et autant de boîtes à vitesses, a été saisi, dernièrement, selon la direction régionale de la Douane de Tébessa. La cargaison, frauduleusement, introduite de Tunisie était chargée à bord d'un camion qui a été intercepté entre les localités de

Grigueur et Dhalaâ, à l'ouest du chef-lieu de wilaya, a-t-on précisé de même source. D'autre part, à Oum Ali, sur la bande frontalière, une quantité de 84 kg de charbon pour «Chicha», sous forme d'étuis, a été récupérée par la brigade mobile de la Douane, de faction dans la zone. La marchandise saisie était destinée à la contrebande, a-t-on ajouté.

## KHENCHELA

**Des annexes de la Formation dans 4 communes rurales**

La carte pédagogique de la Formation professionnelle sera renforcée, dès la rentrée de mars prochain, à Khenchela, par l'ouverture de 4 annexes, dans les communes rurales de Tamza, Khirane, Ouedja et Lemsara, a-t-on appris auprès de la direction concernée.

Les nouvelles réalisations destinées à des stagiaires résidant loin des grands centres urbains, permettront d'offrir une formation qualifiante à une partie des jeunes concernés par la déperdition scolaire, notamment les filles désireuses d'acquies un métier en vue de créer, dans le cadre des dispositifs de soutien à l'emploi, des micro-entreprises, cadrant avec la vocation de ces communes rurales. Les annexes, actuellement en phase d'équipement en matériels pédagogiques, permettront aux jeunes de ces communes de ne plus avoir à se déplacer aux centres du chef-lieu de wilaya ou des communes voisines comme El Hamma, Chechar ou Bouhmama, a indiqué la même source.

Les nouvelles structures, inscrites au titre du programme quinquen-

nal 2005-2009 ont enregistré un retard dans leur réalisation, en raison de l'infirmité des appels d'offres, ce qui devait nécessiter des réévaluations.

Les annexes offriront, dès leur ouverture, 100 postes pédagogiques en informatique, couture, coiffure, arboriculture, selon la même source, qui a indiqué que des postes supplémentaires seront ouverts, les années suivantes, avec de nouvelles spécialités qui permettront d'ériger ces établissements en centres autonomes. La carte pédagogique bénéficiera, également, d'un renforcement dans les spécialités qui manquaient dans les centres de la wilaya, notamment l'aviation, le montage et la maintenance des équipements électroménagers, la maintenance mécanique et autres spécialités recherchées par les jeunes, a-t-on ajouté.

Le secteur de la Formation professionnelle compte, dans la wilaya de Khenchela, 88 spécialités en formation résidentielle, réparties sur 12 filières et 43 spécialités de niveaux 1 à 5, selon la spécialité et la durée de la formation.

## OUARGLA

**Salon du livre**

Plus de 16.500 titres sont présentés au Salon national du livre, ouvert depuis dimanche, à Ouargla, à l'initiative de la direction locale de la Culture.

Ce salon, qui est à sa troisième édition, compte plus de 192.000 ouvrages, dans les domaines scientifique, culturel, éducatif, religieux et historique, exposés par 23 maisons d'édition, venues de 11 wilayas du pays, selon les organisateurs. Cette exposition culturelle vise à encourager la lecture, chez toutes les catégories sociales et offrir un espace d'accès au livre pour les différents lectorats, notamment les étudiants, a-t-on souligné.

Une cérémonie de remise des prix aux vainqueurs (jeunes générations) du concours culturel, organisé en collaboration avec la radio locale, clôturera cette manifestation qui se poursuivra jusqu'au 11 mars prochain, a-t-on signalé. Cette initiative a été prise par la direction de la Culture de la wilaya, en coordination avec la Chambre de Commerce et de l'Industrie CCI-Oasis, sous le patronage du ministère de la Culture, selon la même source. Le public ouargli était présent en force, dès les premières heures, déjà, de l'ouverture du salon, placé sous le signe de «Encourager la lecture pour construire l'Algérie de demain».

**Horaires des prières pour Alger et ses environs**

27 rabie ethani 1435

El Fedjr 05h56	Dohr 13h01	Assar 16h12	Maghreb 18h43	Icha 20h01
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



**APARTEMENTS**

■ **MOSTAGANEM** - Vds ou Echange à ORAN Appart F3 aménagé F4. Supf. 80 m<sup>2</sup>. Refait à neuf luxe. 4ème et dernier étage cité des enseignants 348 Logts Kharouba - Tél. 0556.62.13.16

■ **Vends Appart AADL** Haï Nour en face Supermarché Ardis, F4, 4ème étage, refait, double façade. Ascenseur - Tél. 0557.72.60.56

■ **Vds Duplex composé** de F2 + F3 avec Gde terrasse dans une résidence à Ain Turkck près de l'Eden Hôtel - acté - P. Ap. visite - Tél. 0555.20.34.05 - Curieux s'abstenir

■ **Vds F3. 72 m<sup>2</sup>. Acté.** 5ème et dernier étage résidence Bel Horizon (REBANO) Bir El Djir rond-point Pépinière. ORAN - Tél. 0794.59.96.76

■ **A vendre Appart F2 acté** au 1er étage (L.S.P) bien aménagé avec toutes commodités à Haï Salam - ORAN - Tél. 0561.74.58.74

■ **AIN TEMOUCHENT** - Vends un F3 situé en plein centre-ville, près de la gare routière. Acté + Livret foncier - Contacter : 0661.66.95.76 - 0663.92.57.44

■ **ORAN / Vds F4. 150 m<sup>2</sup>. 3 Faç.** A la Gde Place V. Nouvelle au 1er étg. Convient uniquement Activ. Commer. ou Prof. Libérale. T. B. situé. Prix étudié Ap. visite - 10.48.0774.54.93.15

■ **TLEMCCEN** : Vds F2 Cité Nassim EPLF - Imma aménagé en F3 au RDC avec une cave et réservoir - Tél. 0555.48.07.33

■ **TLEMCCEN** : Vds Appart F3, 3 façades, 3 pièces, 3ème étage à Chetouane - Bourfarfa - Tél. 0557.84.21.99

■ **Loue F2 à Cap Falcon** Ain El Turkck (résidence Bab Reyane) meublé ou sans. 3ème étage - Tél. 0791.35.02.47

■ **Vends : F3, 5ème étg.** cité Jeanne d'Arc + F3 RDC USTO-HLM + F3, 2ème étg. 78 m<sup>2</sup> Akid Promoteur Dif + F3 C.Ville 2ème étg. + Chalet F4, 320 m<sup>2</sup> + jardin à Bethioua - AG. EL-AMEL - Tél. 0661.20.63.47 ou 0770.48.53.15

■ **A vendre appartement F5 - 110 m<sup>2</sup>** (Acté + Livret foncier) 03 façades, au 3ème étage à USTO HLM - Tél. 0771.88.40.30 - 0797.49.60.10

■ **Vente F3 Superf. 75 m<sup>2</sup>, double façade,** bien ensoleillé avec barodage, cité calme, bon voisinage à côté de l'université USTO et Nlle Const. chinoise propre - Tél: 0556.01.10.48

■ **Vend F3. Acté avec LF. 85 m<sup>2</sup> au 4ème étage.** Refait à neuf. Eau. Gaz. Internet. Situé à la cité Tounsi à AIN TEMOUCHENT - 0556.10.93.87

■ **Vends ou loue Appart F3 AADL 4ème étage** - Mobile - 0774.26.76.39 - 0561.57.21.34

■ **Vds F5 acté cité Ben Boulaïd ARZEW** à 100 m de la gare routière. 96 m<sup>2</sup>. SDB, WC, balcon, 6 placards - PD 900 Nég. - Tél : 0796.44.15.62

■ **Vends Appart F4. 2ème étage, refait neuf.** 92 m<sup>2</sup>. 2 façades, deux balcons en face Hôtel Houna 01 rue Bachiri Med / E Plateau W. Oran - Tél : 0550.90.23.50 ou 0791.69.54.92

■ **Loue Appart F2 (meublé ou sans) hall + terrasse + cuisine + SDB** (possibilité garage Voit.) au 2ème étage rond-point des pompiers Choupot. ORAN - 0551.39.05.07

■ **Vends appartement à Seddikia, refait à neuf.** 2ème étage, 3 pièces, cuisine, salle de bain, bâtiment en face de la CNEP - Tél : 0794.47.14.25

■ **Vends studio au 13ème étage, bloc Nord à Antinea** - A louer F3 à Akid Lotfi, équipé de toutes commodités - Tél : 0552.38.71.79

■ **Vends un beau Appart à Plaza Immobilier.** Seddikia ORAN 124 m<sup>2</sup>. F3 + 2 dressings, 2 SDB + cuisine équipée + garage au sous-sol - d'infos : 0770.87.52.40 - 0552.26.99.28

■ **A louer studio F1 aménagé** en F2 très bien situé cité Lescure 2ème étage - Eau H24 - pour profession libérale ou pour un couple marié - intermédiaire s'abstenir - Tél : 0667.42.33.86

■ **A vendre Appart. Acté. F3 + 2 balcons.** Sup. 77 m<sup>2</sup>, 3ème étage, 2 façades - cité des Oliviers Dar El Beïda - Sur RDV. Tél : 0798.64.64.39 - 0558.59.87.22

■ **A.V. : F3 + terrasse + garage.** 100 m<sup>2</sup> entrée individ. Retapé à neuf. Chauff. C. Cuisine équipée, à Point du Jour près du marché. Curieux et courtier s'abstenir - Tél : 0555.19.62.00 - P. Ap. visite

■ **Vends à SIDI BEL ABBES : F4 cité Makam** 3ème étage, neuf, 93 m<sup>2</sup> - libre de suite - construction Hasnaoui - Tél : 0793.23.62.46

■ **Loue à TLEMCCEN** pour Société nationale : 1meublé centre-ville composé 2 bureaux au 1er étage & logement 2ème étage + studio - prix après visite - Tél : 0771.98.04.76

■ **A vendre F4 centre-ville d'Oran** double façade au Rez-de-chaussée - Tél : 0558.75.76.94

■ **Vends F3. Acté. 4ème étage.** 60,14 m<sup>2</sup>. Libre de suite, sis à Haï Sabah à proximité du Commissariat - Tramway - Bloc fermé - Tél : 0555.36.39.19

■ **Loue F3, 5ème et dernier étage,** très belle vue sur mer et palais des Congrès - cité Akid Lotfi - ORAN - Tél : 0661.94.09.96

■ **Vds F4 - 114 m<sup>2</sup> - 2ème étage.** Vide - 28, Bd Zirout Youcef - Tél : 0550.59.01.57

■ **TLEMCCEN** : Vds Appart F3 RDC, 3 façades, 70 m<sup>2</sup> Bab Wahran cité les Noyers - Prix offert 950 U - Tél : 0670.13.40.67

■ **TLEMCCEN** : Vds Logt F3 - 3ème étage cité 1060 Logts Imama + villa Ain Nedjar R+2. Sup. 350 m<sup>2</sup> - Tél : 0771.38.21.60

■ **A louer F3 cité Jean La Fontaine.** Refait à neuf. 3ème étage. Prix 3,5 U. Payable un an d'avance - pas d'intermédiaire - Tél : 0556.81.04.17 - 0775.18.60.14

■ **Loue Logement 4 pièces, cuisine, douche, WC - 100 m<sup>2</sup> - à AFLOU** - W. de LAGHOUAT - Tél : 0668.19.02.36

■ **Vds Appart F4 - 120 m<sup>2</sup> - 11ème étage** 2 ascenseurs - Acté - Tour Bahja ORAN - Tél : 0553.34.12.50 - 0661.31.57.21

■ **Vds Appart F4 - 105 m<sup>2</sup>. Centre-ville** ORAN. 6ème étage. Eau H24 - Clim - Chauff. Central - Ensoleillé - Tél : 0780.107.575

■ **A louer joli F2 au 3ème et dernière** étage - 2 façades - bien ensoleillé. Superficie de 60 m<sup>2</sup> - situé à Haï Zitoune - Prix après visite - Tél : 0774.71.53.48 / 0556.21.74.40

■ **Location F3 rez-de-chaussée** en face Poste USTO 1500 Logts pour jeune couple, médecin résident, cabinets, médecins - Tél : 0554.26.95.83

■ **A vendre F4 - 1er étage (AIN TURCK)** - Tél : 0560.20.06.46 - 0771.32.47.19

■ **Vends Appart F3 aménagé** en F4. Sup. plus ou moins 85 m<sup>2</sup>. Cité 1500 Logts côté ADL - P.O. 1 Md 100 U - 0697.80.72.15

■ **Vends Logement F4 - 4ème étage** Cité Borha - SALAMANDRE (MOSTA) (parking assuré) face à la mer - bien situé - P.D. : 9.500.000 DA - Tél.0556.13.29.96

■ **Vds Apparts F3 et F4** dans immeuble de 3 étages, bien aménagés avec Cuis. équipée, box et terrasse à Millenium - Tél: 0550.46.18.22

■ **Loue appartement F2 cuisine** SDB, avec véranda, jardin, terrasse, situé à ORAN (Eckmühl). Convient pour Profession libérale - Société - Tél : 0555.17.18.79

■ **Vds F3. 2ème étage** cité 260 Logements (LSP), à côté de l'hôpital de Haï Es-Sabbah et à côté AADL 1063 - Tél : 0775.72.99.47 - 0550.75.70.73

■ **Vends appartement RDC** cité Plein Ciel Bt. C. N° 101 en face intersection Maison Peugeot - 85 m<sup>2</sup> - F4 - Tél : 0696.82.40.13 - Visite à partir de 18 H

■ **Vds ou Ech. F3. 2ème étage.** 87 m<sup>2</sup>. N.C. B. Ensol. B. voisinage. Bloc sécurisé - à A. El Turkck. PO 780 MDA - PD 870 MDA - ou Ech. contre F2 à ORAN + Complt - Tél: 0774.17.15.35 - Curieux et Interm. s'abst. S.V.P.

■ **Vends F3, superficie 76 m<sup>2</sup>, 4ème étage,** refait à neuf, cité les Oliviers - Maraval - W. d'ORAN - Contactez 0552.506.190

■ **Vds F2 Akid Lotfi. ORAN. 2ème étage.** Bien aménagé - Intermédiaire s'abstenir - Tél : 0664.59.37.71

■ **Vds F5 acté 152 m<sup>2</sup> à ORAN Plaza.** Résidence les Cèllets. Pour tout détail et photos se référer au site : www.ouedkniss.com - (pseudo : yanismoussim) - Tél : 0771.65.45.06 - curieux ou Interm. s'abstenir

■ **Vds Appart F2 Miramar - ORAN - au 2ème** étage. Sup. environ 29 m<sup>2</sup> - Tél : 0552.93.08.27

■ **Particulier loue appartement F3** avec eau disponible H24, situé à ORAN - Choupot - Tél : 0699.16.81.35

■ **ORAN C/V** : Pour court séjour (qq. jours, 1 sem., 2, 3, 1 mois) loue Pls F2 ouverts modernes, Loft, Top meublés ds résidence neuve H/St sécurisée + Park. et Eau - 0553.95.30.08

■ **Vds F3 acté, 2ème étage, libre de suite,** ttes commod. Bien ensoleillé, immeuble propre. B/Vois. à Plateau. ORAN - P. Ap. Visite - Courtier, AG, Interm. s'abstenir - 0778.30.25.71

■ **Sté met en vente des Logements** de type F3 et F4 à Missergine (espace aménagé) - Tél : 0560.03.83.85

■ **A vendre un F3** situé à Akid Lotfi. Sup.70 m<sup>2</sup> sur Bd 5 Juillet. 2ème étage - bien aménagé - Tél. 0557.077.144

■ **Loue en Corniche oranaise** à Bouiseville A.E.T. : Appartement F1 équipé tout confort, Wifi, Tél. - Loyer 20.000 dinars. Avance demandée - Tél. 0797.06.62.42

■ **A louer Appart (F5) R.D.C.** usage commercial. Libre de suite. 1180 Logts (Maraval) (P.D. : 5 U) - Tél. 0554.00.57.31 - 0555.20.54.05

■ **ORAN (Ain El Turkck)** vends appartement F3 aménagé en F4 - 108 m<sup>2</sup>. Refait à neuf. Situé au rez-de-chaussée. Bon voisinage. Curieux s'abstenir - Tél. 0661.50.48.83

■ **Vente Appart F2 Cité Akid Lotfi. Acté.** 4ème étage, 2 façades, citerne... Tél : 0561.72.09.92

■ **Vds très beau F4. 3ème étage.** Refait à neuf. S. 100 m<sup>2</sup>. Bien ensoleillé. Acté notaire - en plein C. d'Oran - L. de suite. Prix intéressant 870 Nég. - Mob : 0699.14.67.41 - Accepte Prom. de Vente

■ **Loue / Vds très beau F5. 1er étage.** Très bien aménagé + cour individ. Meublé de luxe. Sup. env. 135 m<sup>2</sup>. C.V. d'Oran Rue Vieille Mosquée - P. Location 6,5 Nég. - Mob : 0699.14.67.41 - Accepte Prom. de Vente

■ **Vds Studio 34 m<sup>2</sup> à Haï Sabah** en face l'arrêt du Tram. 1er étage + Vds GOL F S7 blanche. Roulé 6000 Km. 2014. Petite retouche à l'aile avant droite - Tél : 0555.18.51.10 - 0774.21.58.05

■ **Vds Appart F3 - 4ème étage.** Refait à neuf - à Akid Lotfi. ORAN - Tél : 0661.20.30.62

■ **Loue ou Vends appartement F4 + terrasse.** 2ème étage Pyramides - USTO - Pas de vis-à-vis - 135 m<sup>2</sup> - Tél : 0553.81.37.45

■ **Vends F3 - 5ème étage.** Acté. Miramar côté lycée Lotfi immeuble Algeria - Tél : 0771.19.49.27

■ **A vendre appartement 2 pièces** au 3ème étage à côté 2ème Région la Ville Nouvelle - N° 0771.35.97.15

**VILLAS**

■ **Vds M. de Maître 100 m<sup>2</sup> actée** R+2. R : F2, cuis., SDB + garage. 1er : Gd Sal., 1 Ch., Cuis., SDB et hall. 2ème : Gd Ch. + terrasse - à cité Amel près Showroom Voit. Oran - Tél. 0778.84.32.88 - 0798.75.35.91 - Prix intéressant

■ **Vends : jolie villa R+2. 311 m<sup>2</sup>.** 6 Pces 2 Sal. 2 Cuis. Cave. Jardin. Quartier très calme Montplaisant - ORAN + villa R+2., 300 m<sup>2</sup>. Nv. Const. ORAN - AG. EL-AMEL - Tél. 0661.20.63.47 ou 0770.48.53.15

■ **ORAN : Vds Villa S. 180 m<sup>2</sup> R+2** Cité 10 villas clôturée, gardiennage 24/24. Façade grand Bd futur Tram Belgaïd : 6 Pces, 02 Sal. 03 halls, 2 cuisines, 02 SDB, hammam, garage, cour - Tél. 0771.86.13.74

■ **Vds villa route Andalouses - El-Ançor.** 250 m<sup>2</sup>. R+1. Actée + permis de construire - Tél. 0551.65.43.77

■ **Vends villa avec toutes commodités** de 299 m<sup>2</sup> à cité 200 Logts ES-SENIA - ORAN - Mobile : 0661.200.369

■ **Vends villa cité Protin** rue Maryse Bastié, 330 m<sup>2</sup> - RDV pour visite (Curieux s'abstenir) - Tél : 0699.85.64.22

■ **Vds villa R+1. 450 m<sup>2</sup> à Maraval** à 20 m du Bd " B " en face Hammam Lili. 3 locaux + 1 garage + F3 acté LSP Haï Chouhada 2ème PO 850 - Tél : 0552.61.34.20

■ **AV. : villa Canastel R+1. 270 m<sup>2</sup> + villa** Fernandville 230 m<sup>2</sup> + villa Panoram 240 R+2 luxe + A louer : villa Canastel 250 m<sup>2</sup> + AV villa 170 m<sup>2</sup> terrain 170 m<sup>2</sup> Fernand ville - 0795.02.70.10

■ **A vendre villa à Gambetta (Ricoce) R+2 - 280 m<sup>2</sup>.** 7 chambre + 2 cuisines + 3 salles de bain + Gd garage - Tél : 0560.23.55.76

■ **Location villa 1er et 2ème étages** - convient pour Sté - Bureaux - Hab. 8 Pces, 2 Gds Sal., 2 Cuis., 2 sanitaires. Fernandville - ORAN - sur Bd - 0771.64.79.56 - 0561.35.31.60

■ **Part. vend villa R+2, nouvelle** construction à ORAN St Eugène : 06 pièces, 02 locaux, 02 façades - ttes commodités - Actée - Prix après visite - Tél : 0699.85.08.26

■ **A Vdre P. villa R+2 (108 m<sup>2</sup>)** finie 100%. coop. 152 Lots Boudjemaâ - ORAN - Tél: 0771.31.90.58

■ **A.V. Maison de Maître** en R+2 (F7) de 123 m<sup>2</sup>. Actée - à Gdyl - PD 23 U - Tél : 0781.59.50.31 - Après 18 h

■ **Vds Maison standing** moderne 5 Ch. dont 1 suite parentale + Sal + S.A.M. avec cuisine à l'américaine + garage, Gde Terr., cour. 3 SDB + 4 WC - 314 m<sup>2</sup> habitable. W. AIN TEMOUCHENT - Tél : 0554.56.49.80

■ **Vends villa 250 m<sup>2</sup>.** 3 niveaux. Garage, 2 salons 4 chambres, 2 SDB. Toit. Clim. Chauff. Gaz. Elect. Eau H/24. Jardin - Tél: 0773.10.50.05

■ **Loue villa à usage d'habitation** ou professionnel avec meuble et équipé, située à Paradis-plage Ain Turkck. Très bon endroit, calme et sécurisé - Tél : 0773.47.06.62

■ **Vds Gd Bd Périth. Castors** belle villa 2 en 1 de 425 m<sup>2</sup>. 12 Pces, 3 Gds Sal., 03 terrasses, 02 Gdes cours, garage, Gd local commercial - convient pour clinique / Sté ou Hab. bit. - Tél : 0773.47.06.62

■ **Vends très joli R+2.** Nouvelle construction / chauffage central + clim dans chaque étage. Centre-ville / perpendiculaire à la rue de Mostaganem - Appeler au 0770.249.219

■ **Vente villa 2 F. R+2 - 317 m<sup>2</sup>.** Avenue Mekki Khalifa. Maraval. ORAN - Tél : 0664.84.01.69

■ **Vends villa à Zabana - Missergine** en face commissariat, avec 1 local + 1 garage + 5 Pces + salon + 3 WC + 3 douches + 2 halls, débarras + terrasse - Tél : 0797.89.65.14

■ **Vends villa 250 m<sup>2</sup> actée + R+1.** Bâtie 168 m<sup>2</sup>. ttes commod. Garage 3V et local à Oran. Situé à 1 min de l'école, CEM, lycée, Hôpit. - face jardin d'enfants - endroit calme et résidentiel. Prix Nég. - Tél: 0664.74.00.52

■ **Vds / Echange** carcasse 241 m<sup>2</sup>. 10 m Faç. à Bir El Djir côté Hikma. Toutes commodités - contre plus petit (120 - 150 m<sup>2</sup>) - 0556.06.29.28

■ **Vends villa à El Kerma** 230 m<sup>2</sup> plus une terrasse, 6 Ch., 2 salons, 2 SDB, 3 sanitaires + garage et jardin + puits. 2 façades. Chauff. central - Tél : 0770.51.82.89

■ **ORAN : Vds T. belle Maison** R+1 + 1 garage pour 6 V - 2 Faç. - Pt du Jour - Prix raisonnable après visite. Merci - Tél: 0774.54.93.15

■ **Loue à AIN TEMOUCHENT (CHABAT EL LEHAM)** villa 2500 m<sup>2</sup>. Bâti R+1 300 m<sup>2</sup> + Gd jardin + puis + piscine + maison de gardien + grande façade. Actée + L.F. - Tél. 0553.04.29.53

■ **Loue villa R+1** située aux Castors ORAN pour Société nationale ou étrangère - Tél : 0770.65.42.78

■ **ORAN - Vds M.M. - R+1 - 3 garages.** 1er étg. : 3 Pces. Gd Sal. Cuis. 2 SDB WC. 2 Gdes Terr. Chauff. C. - Sup. 450 m<sup>2</sup> à St Eugène pour Habit - Promotion Immobilière : 0791.46.20.10

■ **A vendre villa. RDC. 281 m<sup>2</sup> :** 3 Pces + cuisine + salon - à Fernandville N° 70 - Tél : 0558.84.87.57

■ **SIDI BEL ABBES (C. Ville) - Loue** belle villa 100 m<sup>2</sup>. 2 étages + terrasse. 6 pièces, avec cour - équipée - toutes commodités - Tél : 0798.64.62.08 / 0555.94.61.33

■ **A.V. : M.M. 130 m<sup>2</sup>. Actée (R+2).** RDC : salon + cuisine + SDB + WC + garage + cour. 1er étg. 03 Ch. + Sal. + SDB + WC. 2ème étg. 01 Ch. + Sal. + terrasse + WC - à Fleury 17 Km d'Oran - Tél : 0663.46.71.29 - P. Ap. visite

■ **Maison à vendre à GDYEL** à côté de la piscine. Sup. 170 m<sup>2</sup>. R+1 - 1er non fini - Tél : 0552.41.30.16 - 0777.98.59.62 - Prix après visite

■ **A vendre Maison de Maître** à SIG (Mascara) d'une superficie de 186 m<sup>2</sup> située au centre-ville - 0555.98.33.73 / 0556.05.09.12

■ **A.V. carcasse R+2** entourée brique + jardin - S. : 170,34 m<sup>2</sup> à Millenium côté Fernandville - PD 2,700 - (à partir 16 h) T. 0556.52.76.79

■ **Vends villa 696 m<sup>2</sup>.** Quartier les Jardins. AR-ZEW - 6 pièces, 1 salon, cuisine, SDB, 2 WC, 1 dépendance, 2 cours, un grand jardin, 1 puits, une terrasse, 1 garage - Tél. 0555.00.53.14

■ **Maison à vendre R+1.** Bâtie 160 m<sup>2</sup>. sur terrain 600 m<sup>2</sup>. Reste jardin. Haï Khemisti Bir El Djir à côté dispensaire - Tél : 0556.88.70.15 - Pas courtier

■ **Echange ou à Vendre : Villa** 02 niveaux. 02 façades - FM - C/Central - Puits - dans quartier résidentiel - Etudions toutes propositions - Tél : 0663.15.07.88

■ **A vendre maison** à Maghnia Cité Feth (Nouv Matmor) R+2 180 m<sup>2</sup> - Tél : 0558.27.32.40

■ **Vends Hawch** environ 72 m<sup>2</sup> à GDYEL Centre - Acté - Tél : 0668.41.21.71 - Prix 700 U

■ **TLEMCCEN (MANSOURAH)** vds villa type colonial, 4 façades entourée d'une sup. 2600 m<sup>2</sup> dont 300 m<sup>2</sup> bâtie. Prix après visite - Tél : 0560.03.72.23

■ **CANASTEL. Endroit idéal :** Loue beau Niv. villa F4. 1er étage + vends belle villa R+2 + Gar. + studio double Faç. à des prix raisonnables - Tél : 0796.55.79.30

■ **Corniche ORAN : Loue Gde** villa 4 façades face mer. Meublée. Tout confort. Moderne. Internet. Gde piscine. Idéale pr Dirigeant Sté ou Famille sérieuse - Tél : 041.44.20.39 ou 0561.328.645

■ **Loue villa à Ain Turkck** 500 m<sup>2</sup> : 2 pièces, cuisine, salle de bai, véranda, garage, 2 voitures et jardin - P. 27.000 DA par mois toute l'année - 0662.26.38.10

■ **Vds villa R+1 à la Poste 2 Belgaïd.** ORAN / Superficie 260 m<sup>2</sup> / Actée - Tél : 0771.88.85.84

■ **A.V. : MM. à Hassiane Toual (Fleurus)** (ARHA) R+2 de 100 m<sup>2</sup>. Actée. FDC : garage, idéal pour activité, 2 portails. 1er étage F2 - 2ème étage F4 Duplex - 0667.81.89.65

■ **A.V. : villa sur Gd Bd R+2 - 2 FaçO (L) 175 m<sup>2</sup>** El Hassi ORAN + villa Ccca 120 m<sup>2</sup> R+2 / Terrain 120 m<

## VEHICULES

■ORAN - A vendre Maruti 800 - 1ère main. Couleur bleue. Année Août 2010 - en bon état - Me contacter au 0775.50.46.77 - 0796.03.45.14

■A vendre ou location fourgon nacelle IVECO 20 m - année 1999 - Tél : 0558.68.52.44

■SBA - Vends voitures CHEVROLET CRUZ - TT Option - Diesel - Toit. Cuir. Téléphone. Caméra - 2012 - 27000 Km. Prix offert 158.000 DA - Tél : 0770.40.76.74

■Vends : BMW 525 D - Kit M - Année 2013. Roulé 2800 Km. Couleur noire. Wilaya 31 - Tél : 0662.01.62.76 / 0550.32.98.49

■A louer JUMPY 09 places. Année 2010 - 31000 Km. Bon état - pour Société - Contacter 0775.75.34.19

■Loue un Camion Frigo \* KIA 2700 \* sans chauffeur. Année 2012 - Tél : 0555.68.26.80

■A louer : Master 2012 - Kangoo 2013 - Cady 2013 - pour individu ou pour une société avec / ou sans chauffeur - Oran - Tél : 0791.13.63.43 - 0552.38.34.65

■ETS SIFAOUI MOTORS, Agent Distributeur Automobile SHINERAY, vous propose camionnette (2.70 M) à 569.000 DA (soit une remise de 30.000 DA) - Mob. 0550.53.31.26 - Tél/Fax : 041.58.15.88

■Achat Véhicule accidenté ou en panne Léger et Lourd - Tél. 021.91.35.62 / 0771.39.49.82

■Concessionnaire Automobile FAW vend véhicule Mini-Truck tous type, prix et qualité. Soe après-vente + magasin pièces détachées - Tél : 0550.72.85.70 - 0560.90.10.79

## TERRAINS

■Vends terrain à usage industriel. Acté. Bien situé banlieue d'Oran : 6000 m² - avec machines et matériels (Modèle allemand : BACK EIFFEL) - Tél : 0664.37.81.30 ou Email : consellifical@hotmail.fr

■A ORAN : Vds terrain sup. 300 m². Double façade côté H. Nakhil - Prix après visite. Merci - Tél : 0774.54.93.15

■AV terrains : 175 m² + 125 m² + 380 m² + 200 m² + 100 m² + 150 m² Fernandville - 231 m² 2 F. + 130 m² Millenium - 21 Ha Benfreha - 240 m² + 250 m² Pd Canastel - 0795.02.70.10

■Vends terrain 225 m² une seule façade de 13 m - très bien situé Canastel - Tél : 0558.90.57.54

■Cité 116 logements à côté Hai Rabah Mserghine : Vds terrain 96 m². Acté. Platerforme + piliers - 0540.31.14.04 - 0540.30.31.14

■1) Part vend terrain 250 m² coop. El Nakhala Canastel route Belgaïd, bien situé, route goudronnée, toute commod. - 2) Apart HLM Gambetta 1er étg. refait à neuf - Possib. profession libérale - pas de courtier - 0660.30.29.77

■Particulier met en vente un terrain viabilisé à Belgaïd 560 m² + villa R+1 - 197 m² coop. Mouahidine - Tél : 0560.02.69.65

■Vends terre agricole Sup. 02 Ha. Bassin. Puits. Entourage oliviers côté Sidi Bachir - Acte de Concession - Me contacter au 0556.72.73.97

■A vendre lot de terrain 330 m². Deux façades. Viabilisé - Ain El Hout - TLEMCCEN - Tél : 0662.42.12.56 - de 13 H à 16 H

■TLEMCCEN - Vds terrain. Acté. 181 m² sur la Rocade face Cité Universitaire Filles - Tél : 0556.34.88.32 - 0550.71.65.72

■SIDI BEL ABBES - Vends joli terrain à bâtir 212 m² (Centre Bellouladi) face place publique & Gd boulevard - convient pour tout commerce - 0554.02.23.25

■Cherche Lot de terrain ou petite Maison 120 à 150 m² à Oran ou Bir El Djir - Vends F4 neuf à Oran - Tél : 0555.69.67.75

■Vends terrain acté à Douar Maroc (Ain Turk) au dos du Centre de formation professionnelle (CFPA) 168 m² (9,31 x 18,06) quartier résidentiel, calme, avec toutes commodités (eau, gaz, électricité) - Tél : 0792.20.71.45

■A.V. Lots : 378 m² R+8 sur Bd Trait d'Union 12 MDA - 1500 m² Z. Senia 6 U/m² - 2000 m² couvert la Z. Bir El Djir 8,5 MDA - 2000 m² Gambetta 22 MDA - 194 m² Kerma DF 11 U/m² fixe - 185 m² Hachimia DF 9 U/m² - 0798.53.11.49

■Vends une Ferme avec 12 hangars 35 hectares, 12 hectares arbres oliviers, 06 puits - Actée - à 15 Km de la ville de SIDI BEL ABBES - Tél : 0793.27.31.35

■Vds à HAMMAM BOUHADJAR Z. Activité 488 m². Acté. 18 m de Faç. avec entourage et portail. 3 U/m² + terrain agricole 3,5 Ha à AIN EL ARBA 130 U/ha. Acté + L.F. - 0778.42.97.80

■A vendre lot de terrain situé à 4 Km de PORT-SAY - TLEMCCEN. Superficie 14.000 m² - Vente entière ou la moitié - Tél : 0553.82.40.00

■Sur la double voie ORAN - TEMOUCHENT : Vds un sup. terrain situé à BREDEAH Daira de BOUTLELIS - 1 F. Acte + Permis - 0775.92.36.28

■Vds Terr. : 253 m² à Moudjahidine Canastel - 220 m² à Bordji Amar - 198 m² Hamou Malika - 216 m² 2 F. Karama - 200 m² Gdyl - 1 Hect. à Ghbel - 0772.28.69.52 - 0553.78.74.37

■ANNABA - Vds au plus offrant terrain Coopérative Moussalaha 2 - 250 m². Permis de construire + Lot 153,5 m² à Souag Benyahia vue sur mer - Tél : 0664.24.68.11

■A vendre lot de terrain. 2 façades. Acté. Urbanisé situé à Twamiya - Tiélet - Tél : 0795.19.00.93

■Vds terrain 400 m² 2 façades - à Bel Air - ORAN - Pour Promotion - Tél : 0554.50.44.90

■A vendre Mahdjara à TARGA - Ain Témouchent - Contacter : 0553.03.99.27 - 0555.41.68.78

■Tlemcen : vends terrain, 210 m², à Chetouane, acté - Tél : 0554.76.00.79

■A.V. terrains de 150 m² à 6000 m² et 8322 m² mitoyen avec : Livret F - Certificat Urb. - Plan C. - à BOUHANIFIA - W. MASCARA - Tél : 0551.23.60.98

■Vends 5 terrains Sidi Lakhdar MOSTAGANEM - village touristique pas loin de la mer - Prix du m² = 4500 DA. Prix du lot = 120 m² = 54 millions. Acte notaire - Tél : 0778.86.87.89 - 0799.10.04.73

■Vends lot terrain 277 m². 3 façades (25,17 x 11 m) à Belgaïd coopérative Djebbari - Contacter : 0553.78.89.21

■Vente lot de terrain acté - 550 m² - 3 façades Hai Nasr - Derb. ORAN - N° : 0796.03.51.04 - 0772.62.78.07 - 0668.84.38.66

## LOCAUX

■Location : Local 170 m² situé au centre-ville d'ORAN - 2 façades - Bd Tripoli - Contacter : 0772.20.45.78

■Loue local 50 m² 2 parties T. B. aménagé (Sanit. Clim. Vitrine) sur Bd face Hôpital, pédiatrique et CASNOS de Canastel pour Bur. ou Commerce - Tél. 0553.98.27.77

■A louer : Dépôt + Administ. 2200 m² dont 1300 m² couverts à Z / Es-Sénia + Dépôt à Chteibo 2700 m² à côté Planète Auto + Espace Bureau 400 m² à El Morchid + Espace Bureau El Bahia Center 388 m² - Tél : 0552.38.71.79

■A louer un parc ou un espace de terrain 188 m² à Hassi Bounif (Centre) - Tél : 0770.81.37.14

■Vds Hôtel en activité en plein C.V. d'Oran de 04 étages et 03 annexes, 50 Ch. - Chauff. central et 03 façades - Curieux et intermédiaires s'abstenir - Tél : 0773.47.06.62

■A louer un dépôt de 150 m² double façade - à El Kerma (ORAN). 4 m de Hauteur - Eau + électricité - Convient ttes activités à côté villas CNEP - Tél : 0779.41.32.78

■TLEMCCEN : Vds un grand lot de parc complet composé des engins et autres matériel en plus - Tél : 0770.82.85.35

■Loue magasin 120 m². Haut standing. Toutes commodités - au centre-ville d'Oran Bd Zighout Youcef - Tél : 0770.93.71.14

■Vends local 350 m² avec soupenne de 80 m² hauteur 6 m, avec 02 rideaux, sur Chakik Arslane à côté Mosquée - N° Tél : 0553.13.02.25

■Loue local superficie 12 m² - 2 façades - 25, Rue Pélissier angle Marcel Cerdan - ORAN - Tél : 0553.00.31.75

■Vends magnifiques locaux plus caves. Acte / LF - Sup. 100 m². Cave 70 m² - en activités cafétéria - grand boulevard menant vers les Amandiers - Tél : 0555.03.11.23

■Vends local - Acté - à Douar Maroc (Ain Turk). Superficie 132 m² (12,8 x 10,32) - toutes commodités (eau, gaz, électricité) - Tél : 0792.20.71.45

■ORAN - Location magasin Bd Emir AEK centre-ville. Aménagé. Soupenne. Toilettes. Rideau électrique - PO 11 U - PD 15 U - Tél : 0555.85.64.46

■A louer dépôt plus de 2000 m², 500 couvert, pour entreposage à temps partiel pour la semaine - 15 J - le mois - Tél. 0549.333.754

■A louer : Corniche ORAN - Trouville RDC commercial 80 m², idéal local stockage pour commerçant - libre de suite - Tél : 041.44.20.39 ou 0561.32.86.45

■A louer Restaurant en pleine activité au centre-ville ORAN - 185 m² - avec matériel et convient d'autres activités - Adresse : 12 place Mira - ORAN - Tél : 0555.00.01.88

■Cité BATOR 180 Logts Hai El Yasmine: A vendre local 27 m². Prix après visite - Tél : 0793.55.02.02

■ORAN - Choupot : Particulier loue locaux avec sanitaires + eau disposible H24 - bien situés - Tél : 0699.16.81.35

■A vendre local état neuf, faux plafonds avec spot, vitrine + rideau. Hai Akid Lotfi, pas loin de l'hôtel Le Méridien - curieux s'abstenir merci - N° : 0555.39.11.01 ou 0557.29.41.59

■Sté met en vente des Locaux commerciaux à Gdyl - Tél : 0560.03.83.85

■Location Dépôt couvert Z. Sénia 900 m². 30 U. Hangar 1500 m² couvert Lebyoud 20 U. Local 1000 m² pour showroom sur route citée Djamel 100 U. Local 70 m² Lotfi 3 U. Local 60 m² HLM 4 U - 0798.53.11.49

■A.V. 2 locaux mitoyens 95 m² - 90 m² ensemble ou séparés. Actés. L. de suite. T. commod. 2 Faç. Rideau élect. Eau. Gaz. Sanit. Av. Saim Mohamed. ORAN - Tél : 0560.39.89.14 - 0699.95.21.80

■A louer local administratif à Seddikia ORAN. 280 m². R+1 / R : bureau + sanitaires / 1<sup>er</sup> : 5 bureaux, 3 climas + 2 L / Téléph. / Rue spacieuse - 0770.58.17.20 - 0557.28.66.68

■A vendre Cafétéria en activité 100 m² Avenue Saim Med + F4 Rez-de-chaussée Grande Terre + 2 locaux mitoyens 200 m² Actés - Tél. 0560.39.89.14 - 0772.67.03.96

■Vds local commercial. Acté + L.F. - 19, Rue Moussou Ali - ORAN (Plateau St Michel). Surf. 190 m² - H. 6,5 m - Accès 3 portails - Tél. 0550.86.30.49

■Vends : Local à Hai Nour 1400 Logts. 32 m² + eau + Elect. Bien situé sur le boulevard - Tél : 0561.98.89.30

■AIN TEMOUCHENT : Vds local acté situé à Bd Med Boudiaf (à côté Société Générale et AGB) - 31 m² - Faç. commerciale - Tél : 0771.59.78.79

■AIN TEMOUCHENT : A vendre local acté situé Bd Boudiaf (derrière Société Générale et AGB) - Surface 60,50 m² - Tél : 0771.25.87.83

■2 locaux de 60 m² à louer, deux façades. Résidence Chiffa Akid Lotfi - Tél : 0556.54.42.18 - de 9 H à 13 H Matin

■Oran-Centre, loue pour bur. ou autre, duplex, 1 et 2, à 50 m de Ave Larbi Ben Mhidi, 78 m², entrée indivi. Ttes commodités. Construction récente - Tél : 0668.56.00.07

■A vendre 2 locaux de commerce 40 m² + Maison (2 étages) 152 m² - situés au centre de Choupot - Tél : 0557.40.57.00

■A louer local 145 m². Hai Chahid Mahmoud (ORAN) - Tél : 0550.31.42.80

■A louer local commercial sup. 40 m² avec cave + Appart F4 haut standing au centre-ville d'AIN TEMOUCHENT pour Société - 0553.09.48.06

■Mets en vente Hammam + 32 Douches + 2 appartements neufs prêts à démarrer sur 300 m². Quartier d'El Hassi proximité Route Nationale - Affaire à saisir - Tél : 0661.29.99.00

■Vends locaux 300 m², 2 façades, ancien bâti - à Rue Mezouar Med - Ville Nouvelle - Tél : 0556.80.92.88

## DIVERS

■CONSTANTINE : Vds Sertisseuse semi-automatique boîte fer, plastique + Broyeur sucre glace et Mélangeur - Tél. 0550.53.28.26

■A vendre bavette (masque) 3 plie P/médicale, paramed, anti-poussière...etc. - Tél : 0558.68.52.44

■Médecin Urgentiste pour des consultations à domicile : Perfusion (Sérum), Lavement évacuateur, Sondage urinaire (prostate), Pansements, Prélèvement pour analyses... - Tél : 0557.19.47.99

■Vends Piscine hors sol neuve (Env. 4 x 8) - Tél : 0659.07.18.84

■Vds : Unité de Brochage complète. Chaîne de reliure sans couture dos carré collé + Assemblage 20 postes + Relieuse Margeur + Massicot Tiratéral - Tél : 0550.56.41.46

■Vends : Encarteuse Piqueuse MULLER 6 postes avec Massicot Trilames STEKER. Fardeuse semi-automatique " HARRIS " - Tél : 0550.56.41.46

■Jeune Homme sérieux possède Camion de type JMC Frigo 3 T 5, cherche Associé ou Fournisseur - Apte au déplacement sur le territoire national - Tél : 0780.19.75.05 - 0555.59.39.75

■Vends Machine plastique Extrudeuse film haute densité en bobine Gd modèle max 1,20 M pour sacherie sac plastique, congélation, sac poubelle - Tél : 0559.87.69.08

■Vente Matériels de transformation de Liège : Chaîne Rondelle - Chaîne Bouchon-Chaudière et autre - Tél : 0552.94.67.20

■Ecole HAMAMOUCHE vous propose formation d'un mois en Massage Corporel - Onglerie à Gel UV - Coiffure Soirée - Maquillage. 60, GI Nivelles - Choupot - 041.24.38.69 - 0771.61.40.51

■Donne cours de soutien en Fiscalité - Finances publiques pour des lycéens de 2ème et 3ème année secondaire - des étudiants univers de 2ème et 3ème année LMD - Tél : 0664.37.81.30

■Unibeauté, école de formation professionnelle vous propose un programme bien varié dans les spécialités coiffure dames et esthétique. Tél : 041.53.32.23 adresse : 04, rue Ezzaoui Mustapha, Gambetta. Oran

■Vends Flacons en verre 125 ml importés de France Saint-Gobain pour eaux toilettes - eau de Cologne - Tél : 0559.02.90.59

■GEI : Entreprise de Réparation électronique de Matériel médical et de laboratoire - Tél : 0552.59.24.03 / 0664.83.96.52

■Ayant longue expér., Partic. donne des cours de perfectionnement en comptabilité, fiscalité, IAS / IFRS pour les étudiants en CAP - CMTC - CED et prends tous travaux de comptabilité, fiscalité et parafiscalité pour privés ou autres - Tél. 0550.009.472

■A vendre Broyeur tout plastique de marque "PREVIERO" Italy modèle MU. 508 - excellent état - Mobile : 0555.69.66.69 - Curieux s'abst.

■Vente Machine à broder électronique neuve 1 tête, 15 aiguilles avec PC Scanner logiciel de broderie - 1 Boutonnière JUKI - 1 Surjeteuse YAMATO - 1 lot de Mannequins - Tél : 0558.65.33.53

■Vends Bateau plaisance TIMONIER 6,15 x 2,42. Toutes options. Moteur HB 90 CV MARINER. Coin cuisine. GPS. Sondeur. VHF. Compas... etc. Visible à ORAN - Tél : 0555.57.83.32

■Vds : Aléuseuse pour bloc moteur marque ROBBY - Four de traitement thermique 12000° en méta - Tour 1,50 m - Tél : 0661.60.06.18

■ETM IBN ROCHD : Profitez de nos remises sur nos formations qualifiantes en Informatique allant jusqu'à 50% - Tél : 0560.93.94.03

■ETM IBN ROCHD : Profitez de notre Promotion de gratuité sur les cours CISCO CCNA 1, 2, 3, 4 - un cours offert - Tél : 0560.93.94.03

■Nouveau ! Algérie Toner recharge vos Toners Dell et HP Laser Couleur A3 noir et couleur / Lexmark / Epson / Samsung / Xeros - Nos produits sont garantis 100% européens - 041.28.22.22 / 0560.926.770

■Agence de voyages cherche une Agence de voyages pour ouvrir 1 Annexe à MAGH-NIA en partenariat - Tél : 0793.24.78.88 / 0558.19.13.39

■Ingénieur en électricité cherche Associé pour vente Matériels d'électricité (Moyenne et Basse Tension) à SAÏDA ou MASCARA ou ARZEW - Tél : 0659.14.83.49

■A vendre : 2 Tours 9 m et 6 m - 1 Aléuseuse ligne bloc - 1 Fraiseuse GOMBIN 3 M - 1 Rectifieuse vilebrequin AMC - 1 Mortaiseuse - 1 Perceuse radiale - Tél : 0661.24.74.65

■Réparation à domicile Machine à laver (linge et vaisselle) - Frigo 6 Climatiseur / Pièces de rechange disponibles - Travail garanti - Tél. 0662.87.45.68

■ASPO invite tous les Pharmaciens de l'Algérie au Congrès National des Pharmaciens le 01 MARS 2014 au CCO LE MERIDIEN ORAN - Le thème principal : Les Psychotropes - Tél. 0794.65.82.52

■Résidanat Médecine 2014. Notre Institut annonce les inscriptions pour la préparation Concours Résidanat - Contact : Site Web : www.ecolesantar.com - Tél : Fax : 041.33.70.34 / 041.29.96.32

■Lait en poudre, origine ARGENTINE directement de l'usine - Marque très connue en Algérie - 0555.691.984

■Ciment Espagnol 42,5 directement de l'usine. Sacs 50 Kg - 0555.691.984

■Ligne de Cosmétique Exclusive. Nouveauté en Algérie. Attention Importateurs et Distributeurs - 0555.691.974

■Producteur à SBA vend Pavé (différents modèles) + autres produits - Tél : 0557.32.18.58

■Formation Médicale Continue 2014. Notre Institut annonce les inscriptions pour FMC : Echographie Gle - ECG Rythmologie - Contact : Site Web : www.ecolesantar.com - Tél : Fax : 041.33.70.34 / 041.29.96.32

■On cherche des Entreprises qualifiées pour valoir des Travaux de branchement des câbles et raccordements de poste électrique pour Hôtel DOUER Kadour : 99, Av. Sidi Chahmi - ORAN - Tél : 0551.10.67.96

■Vends plieuse colleuse, format max : 90 cm, 4-6 points, neuve, spéciale boîte pâtisseries, pizza et toutes boîtes d'emballage - Tél : 0551.15.98.13 - 0556.17.51.38

■Vends Four Pizza 380 V d'origine ITALY - 2 x 9 plaques - Marché 1 mois et demi - Prix offert 25 U. Prix demandé 32 U - Tél. 0770.68.79.78

■Pour toute Distribution de Produits cosmétiques et Détergents à l'Ouest veuillez contacter : 0555.47.44.56

■MASTER DOOR : Vente - Importation et Fabrication de Rideaux électriques en Aluminium autobloquants et simples - ST REMY (Tournant de la mosquée) - Tél : 0560.03.41.77 / 0560.03.15.76

■Location d'un chariot élévateur, klark hyundai neuf diesel 3 tonnes - 0560.958.630

■A vendre Voilier BAVARIA 9 m. Très bon état. Moteur VOLVO - Tél. 0771.25.21.96 - ORAN

■Loue Bull CATERPILLAR D8 K sur chenilles avec chauffeur - Vends Epilateur semi définitif CALOR au prix d'achat - 0550.53.94.08

■Import Médical vend Echographes N.B. portables - Echo couleur Doppler C.V. 2 D - 4 D - Fauteuil dentaire. Autoclaves. Générateur Oxygène. Distillateur (H2O) - Tél : 035.67.63.99 - 0771.63.32.73

■Vous entendez mal ? AUDIFEL offre test audition gratuit - Téléphonnez au : 0661.10.35.05 SAÏDA - 0661.10.35.04 RELIZANE

■Institut SELMANE. Agréé par l'Etat - Formation : Topographie. Robot. Archivad. Site Web. Photographie commande numérique - Tél : 0554.58.56.08

■Institut SELMANE. Agréé par l'Etat - Formation diplômante par correspondance Tech. Sup. Maint. Inform. - Tél : 0554.58.56.08

■Institut SELMANE - Agréé par l'Etat - Formation : Mécanique. Electricité. Scanner Auto. Electricité bâtiment / industrielle - Tél : 0554.58.56.08

■Institut SELMANE - Agréé par l'Etat - Formation : Secrétariat médical - Assistante Direction - Comptabilité - Agent Transit - Tél : 0554.58.56.08

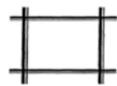
■Vds sertisseuses auto, Marque Carnaud, FR, auto et Marque Sommée Esp, pour boîtes en fer toutes form, lot pièces rechange, pour chaudière à vapeur indu - Tél : 0661.20.14.13. Oran.

■Of. Services - Entreprise de Travaux Bâtiments. Architecte Constructeur spécialisé en Gros Œuvres - Maçonnerie - Tél : 0770.25.79.22

■Import Médical vend Echographes N.B. portables - Echo couleur Doppler C.V. 2 D - 4 D - Fauteuil dentaire. Autoclaves. Générateur. Distillateur (H2O) - Tél : 035.67.63.99 - 0771.63.32.72

■Importateur et fabricant à ORAN dispose de Badya en velours, Pyjama, Déshabillé, 2 Pcs et 3 Pcs, Pyjama lycra de Hte qualité - Site/ www.newlinecreation.com - Tél : 0770.44.23.48

■W.W. PACK INDUSTRY Fabricant des Etiquettes automatiques linéaires. Machines de pose d'étiquettes adhésives en rouleaux sur bouteilles. Convoyeur à chaîne pour



SOTREFIT سوتريفيت



SOCIETE DE TREFILAGE TIARET - SPA AU CAPITAL SOCIAL DE 685.000.000,00 DA (FILIALE DU GROUPE TPL)  
RC N° 99B422151 NIF : 099914042215101  
N° COMPTE BEA (TIARET) 069.61.547 /97

CONDOLEANCES

Suite au décès de l'épouse de Mr BOUKHIL HACENE, ancien P.D.G. de TREFISOUZ et ancien Administrateur de SOTREFIT, l'ensemble du personnel, le partenaire social et la direction générale de SOTREFIT, lui présentent leurs condoléances les plus attristées. Que Dieu Le Tout-Puissant arme toute la famille de la défunte de beaucoup de patience.

DÉCÈS

La famille ZAFANI, AÏBOUDI et GHALI ont l'immense douleur de vous faire part du décès de leur chère fille, sœur, mère et épouse ZAFANI HOUARIA épouse GHALI décédée à Mulhouse le 18-02-2014 âgée de 55 ans. L'enterrement aura lieu le Vendredi 28-02-2014 au cimetière Aïn El Beïda - ORAN. Adresse mortuaire : Bt 01 Haï Cheikh Bouamama ex-Charles de Foucault - Maraval. ORAN  
إنا لله وإنا إليه راجعون



CONDOLÉANCES

Le Président-directeur Général, les membres du Conseil d'Administration et le collectif de la SPA ORAN-PRESSE « Le Quotidien d'Oran » présentent leurs sincères condoléances à leur collègue M. ZAFANI Youssef suite au décès de sa sœur et l'assurent de leur profonde compassion. Puisse Dieu Le Tout-Puissant accueillir la défunte en Son Vaste Paradis.

OFFICE PUBLIC - MAÎTRE : KARA MOSTAPHA MOSTAPHA  
COMMISSAIRE-PRISEUR PRES LE TRIBUNAL DE MOSTAGANEM  
CITE 200 LOGTS B N° 192 - MOSTAGANEM - TEL : (045) 21.14.19

Avis de Vente aux Enchères Publiques  
Avec Admission de Soumissions Cachetées

Le Commissaire-priseur met en vente aux enchères publiques le Mercredi 5 Mars 2014 à 9 h 30 le Matériel ci-dessous désigné appartenant à l'APC de Souaflias

N° du Lot	Désignation	Observation
01	Camion Sonacome K.120. 6 T. à benne. Année 1985 - 04108-285-27	Avec carte grise Bon état
02	Camion Fiat 619 Iveco 10 T. à benne. Année 1987 - 02941.287.27	Avec carte grise Bon état
03	Autocar Sonacome 49V 8 - Année 1981 - 05017.481.27	Avec carte grise Etat moyen
04	Autocar Volvo. Année 1985 - 04109.485.27	Avec carte grise Etat moyen
05	Dumper Aurès 400	Sans carte grise Etat moyen
06	Groupe électrogène Yammar 10 KVA	Etat moyen
07	Moteur électrique 25 CV	Etat moyen
08	2 Remorques Agricoles HBH	Bon état Sans carte grise
09	Motopompe Vidangeur	Etat moyen
10	2 Citernes à eau 3000 L	Très bon état
11	Pelle de Tracteur	Etat moyen
12	Lot de Vannes d'eau	Usagées
13	Lot de Pneus usagés	Usagés
14	Lot Pièces de rechange usagées Cabine Camion Sonacome K.120	Très bon état
15	Lot de Ferraille - Tables d'écoliers et Poêle à mazout	Ferrailles

La visite se fera tous les jours ouvrables de 9 h à 15 h au Parc de l'APC.  
Conditions de Vente : Habituelles - Voir Cahier des charges.

Le Commissaire-priseur

TROISIEME COMMEMORATION  
CE VENDREDI 28 FEVRIER 2014

TALEB HADJ ABDELKADER

Trois longues années se sont écoulées depuis ton départ pour un monde meilleur. Ces longues années n'ont pu occulter le souvenir de l'être aimé, tu es toujours dans nos cœurs, dans nos pensées ainsi que dans nos prières. Un jour, nous serons réunis de nouveau, mais d'ici là, continue de veiller sur nous. Après avoir été notre guide, tu es maintenant notre ange gardien. Donne-nous la force de continuer notre chemin et repos en paix. Nous t'aimons très fort et nous suivrons le chemin que tu nous as tracé Tu as laissé par des actes, l'image d'un homme fort, courageux, généreux, tendre et humble. Ta bienveillance et ta générosité ont fait de toi un homme vertueux que tout le monde aime et apprécie. Tes enfants et petits-enfants demandent à tous ceux qui t'ont connu et aimé d'avoir une pieuse pensée à ta mémoire. Que le Paradis soit ton éternelle demeure.



MOURAD, ton petit-fils

SOCIETE DE GESTION DES PARTICIPATIONS EL OUEST ORAN  
TURBAD ADRAR

ENTREPRISE PUBLIQUE ECONOMIQUE D'AMENAGEMENT URBAIN  
EPE / SPA / au capital social de 10.000.000,00 DA  
Zone Industrielle Route de Béchar ADRAR - TEL : 049 96 90 02 / 049 96 57 11  
E-mail : turbadadrar@outlook.fr

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 001/2014

NIF : 00120 101 9003 660

L'EPE SPA TURBAD sise à la Zone Industrielle, Route de Béchar, Adrar lance un Appel d'offres national ouvert pour l'acquisition, à l'état neuf, d'engins de chantier. Les matériels et équipements, objet du présent avis appel d'offres sont constitués des lots suivants :

LOT	DESIGNATION	NOMBRE
01	Rétro Chargeur	01
02	Rétro Chargeur	01
03	Pelle Chargeuse sur pneus	01
04	Pelle Chargeuse sur pneus	01
05	Pelle Hydraulique sur pneus	01
06	Pelle Hydraulique sur pneus	01
07	Mini pelle	01
08	Nacelle	01
09	Camion benne 3,5 T	01

Le présent Appel d'Offres National s'adresse aux :

- Soumissionnaires fabricants des produits et qualifiés, disposant des capacités financières, techniques, juridiques et réglementaires conformément à la législation algérienne pour l'exécution de ce marché.
- Soumissionnaires non fabricants des produits mais dûment agréés et autorisés par le fabricant ou le producteur de ces produits à les livrer en Algérie et disposant des capacités financières, techniques, juridiques et réglementaires conformément à la législation algérienne pour l'exécution de ce marché.
- Soumissionnaires disposant des capacités techniques de soutien des produits livrés (Service Après-vente, formation...etc.).

Les soumissionnaires au présent avis d'appel d'offres doivent, entre autres, fournir les pièces obligatoires requises figurant dans le cahier des charges, objet du présent appel d'offres.

Les soumissionnaires intéressés par le présent avis peuvent retirer le cahier des charges au niveau du siège de la société Cité Aïssat Idir, Adrar (près de la nouvelle Daira d'Adrar) contre paiement des frais de documentation fixés à Cinq Mille Dinars (5 000,00 DA)

Les offres, accompagnées des pièces requises, doivent être déposées au Secrétariat, conformément aux instructions contenues dans le cahier des charges.

Ces offres seront obligatoirement sous plis cachetés dans (2) enveloppes distinctes (l'une pour l'offre technique et l'autre pour l'offre financière) contenues dans une enveloppe extérieure fermée strictement anonyme portant les références de l'appel d'offres, avec la mention : **A ne pas ouvrir**. La date limite de dépôt des offres est fixée à vingt et un (21) Jours à compter de la date de la première parution de l'avis d'appel d'offres sur les quotidiens nationaux ou le BOMOP. Cette date limite correspond également à la date d'ouvertures des plis, à laquelle les soumissionnaires sont invités à assister en séance publique, à partir de 14 H 00. Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres durant 120 Jours à compter de la date limite de dépôt des offres.

PENSÉE

Une grande pensée pour toi très cher papa «LARIBI Boualem». On dit que le temps guérit les blessures mais ce n'est pas vrai, il ne fait que nous habituer à ton absence et nous fait vivre dans les souvenirs. Une année sans toi papa, ton absence est si douloureuse à supporter, aucun jour ne passe sans te citer. Papa, tu es notre fierté et notre exemple, ton amour restera éternel. On veut juste te remercier d'avoir fait de nous ce que nous sommes aujourd'hui et des valeurs que tu nous as si bien inculquées, la gentillesse, le respect, l'amour et le dévouement. Que ton âme repose en paix ! On ne meurt pas quand on est enterré, on meurt quand on est oublié. Ta femme et tes filles Amel, Farah et Zouza que tu aimais tant, ainsi qu'une pensée de la part de ta maman et de ton frère Amine qui te pleurent toujours et qui ne t'oublieront jamais. Nous t'aimons plus que tout !



40ème Jour

Mme GHEZZAR Hadja Yamina  
épouse GHEZZAR Tedjini

Cela fait 40 jours que nous a quittés à jamais notre chère mère, décédée le 24 Janvier 2014, à l'âge de 92 ans. Nous avons été très touchés de votre affection et de votre soutien dans la douleur qui fut la nôtre après le décès de notre chère mère, et nous vous remercions de votre présence et de vos manifestations de sympathie à notre égard dans ces douloureux moments. Que tous ceux qui t'ont connue et sûrement appréciée aient une pieuse pensée à ta mémoire. Les familles GHEZZAR et BOUDENIA de MASCARA et d'ORAN.



PENSÉE

Mémoire à mon père  
BOUABDALLAH MOULEY  
2 ans se sont écoulés depuis ton départ en ce jour froid du 27-02-2012, vers l'Eternel. Malgré ce déchirement, ton image et tes souvenirs resteront vivants dans nos esprits et nos cœurs à jamais. Nous gardons de toi l'image d'un homme exceptionnel car ton sourire, ton élégance et ta force ont fait de toi un père modèle. Tu ne nous as pas laissé le temps pour te remercier. Repose en paix papa. Que tous ceux qui t'ont connu et aimé se joignent pour une pensée éternelle et pieuse à ta mémoire, en Implorant le Bon Dieu de t'offrir Le Paradis. «Tu seras toujours présent dans nos vies, et nous sommes fiers d'être tes enfants, on t'aime papa et on sait que tu es fier de nous ! Manel, Nadia, Fadia, Habiba, Kamel et Abderrahmane. »



PENSÉE

A la mémoire de notre mère  
ZIHRA MALTI  
Il y a déjà 08 ans que tu nous as quittés, ce 28/02/2006, laissant un grand vide dans nos vies que nous ne pourrions combler. Tu resteras toujours présente à nos côtés dans nos souvenirs et nos cœurs. Nous demandons à tous ceux qui l'ont connue d'avoir une pieuse pensée pour elle. Tes filles : Yasmine - Wassila  
الله يرحمك  
إنا لله و إنا إليه راجعون



## Un ballet diplomatique pour décrocher des marchés

A. Mallem

La manifestation d'envergure que se prépare à accueillir la wilaya de Constantine en 2015 et ce qu'elle génère comme projets de réalisation de nouvelles infrastructures, projets de restauration de sites et monuments et d'infrastructures existantes relevant du secteur de la culture, les grands projets d'accompagnement tels que le recalibrage des oueds Rummel et Boumerzoug pilotés par le secteur des ressources en eau (hydraulique), le jardin botanique du Bardo et le parc citadin de Zouaghi par celui de l'environnement, etc., suscitent beaucoup d'intérêt hors de nos frontières.

Et les ambassades des pays étrangers établis à Alger, à travers leurs missions économiques, ne manquent pas de le montrer à travers le ballet incessant de missions de prospection du marché qu'accueille, presque chaque semaine, la ville des ponts. Les Indonésiens et les Malaisiens ont affiché leur intérêt pour le secteur des affaires religieuses et celui de la construction, les Espagnols pour celui de la restauration. Et maintenant, c'est le tour des Coréens de se manifester pour exprimer l'intérêt particulier que portent leurs entreprises au programme de la manifestation «Constantine, capitale de la culture arabe 2015», surtout après que les opérateurs nationaux ont déploré le manque, sur le marché local, d'entreprises d'envergure disposant de

moyens techniques et financiers colossaux pour la réalisation et la livraison des grands projets dans les délais fixés par le gouvernement algérien. Et c'est ce que semblent vouloir proposer les Coréens en exprimant leur désir de postuler pour la réalisation du projet de recalibrage de l'oued Rummel engagé dans le secteur des ressources en eau (hydraulique). En effet, c'est dans ce cadre que s'inscrit la visite que vient d'effectuer à Constantine, lundi dernier, M. Chong Hoon Kim, ambassadeur de la république de Corée à Alger.

Le diplomate coréen, dont c'est la troisième visite du genre dans la ville des ponts, a été reçu par le wali de Constantine, M. Hocine Ouadah. Aussi, d'après un communiqué diffusé hier par la cellule de communication du cabinet du wali, une séance de travail s'est déroulée au siège du cabinet entre le chef de l'exécutif de la wilaya et l'ambassadeur de Corée. Et au cours de cette réunion, le wali a fait savoir au diplomate que toute entreprise coréenne ayant les capacités nécessaires et qui serait détentrice d'un projet à réaliser dans l'antique Cirta serait la bienvenue à Constantine et elle pourra compter sur l'accompagnement des services de la wilaya. Ensuite, M. Ouadah a présenté dans les détails l'ensemble des préparatifs dans la capitale de l'Est pour accueillir l'évènement de 2015, en exposant à son hôte aussi bien les projets culturels que le programme d'accompagnement y afférent.

## Des investissements de 217 milliards en 10 ans

A. M.

En une décennie, de 2001 à 2011, le nombre de projets d'investissement inscrits dans la wilaya de Constantine a atteint 1.690 projets pour un montant global de plus de 217 milliards de centimes, et ayant permis la création de 30.270 postes de travail, ont indiqué, hier, des responsables du Guichet unique décentralisé (GUD) de l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI).

L'annonce a été faite à l'occasion de l'ouverture d'une journée d'étude et d'information organisée à Constantine sur le thème «Une nouvelle dynamique de l'investissement: opportunités, assistance et accompagnement des investisseurs».

Selon les mêmes sources, l'investissement a connu une nouvelle dynamique et, pour la seule année 2013, le nombre de projets inscrits dans la wilaya a atteint 381, pour un montant global de près de 83 milliards de centimes et la création de 6.721 postes d'emploi.

Parmi les secteurs d'activité qui ont été visés par les investissements, celui du transport vient en tête avec 230 projets, suivi de l'industrie avec 65, les travaux publics et la construction avec 35 et le secteur du tourisme avec un seul projet.

Intervenant lors de l'ouverture de cette journée d'étude, M. El-Khaïr Djouada, secrétaire général de l'ANDI, dira que l'année 2013 a été une année record pour l'investissement en Algérie avec 8.895 projets d'investissement déclarés pour un montant global de 1.716 milliards de centimes et qui ont généré 148.943 postes d'emploi. Et ce sont les mêmes secteurs cités plus haut qui sont les plus prisés par les investisseurs.

Vantant ensuite la panoplie de mesures de facilitation, anciennes et nouvelles, mises en place par son agence pour simplifier et encourager l'acte d'investissement en débureaucrant celui-ci, le représentant de l'ANDI a mis en exergue le rôle des Guichets uniques décentralisés (GUD) mis en place au niveau de chaque wilaya. «Nous avons su sensibiliser les représentants des administrations et des organismes étatiques siégeant au niveau du GUD pour faciliter l'acte d'investissement et accompagner les inves-

tisseurs pour les aider à lever toutes les entraves et difficultés lors de la réalisation des projets d'investissement», a-t-il expliqué. Et de citer, entre autres, ce qu'il a appelé «l'investissement online» où l'investisseur n'est pas obligé de se déplacer au guichet et peut déclarer son investissement à travers le site web de l'agence en remplissant le formulaire et en le transmettant au guichet. «Il aura une réponse, généralement favorable, en un temps record», a affirmé M. Djouada. Aussi, dira-t-il, le dossier administratif de réalisation de l'investissement a été réduit à trois documents: la déclaration, la copie de l'immatriculation fiscale et celle du registre de commerce. «En outre, l'investisseur trouvera tous les services au niveau du GUD et il pourra ainsi s'épargner le parcours du combattant consistant à aller d'une administration à une autre», ajoutera l'intervenant en indiquant que le GUD est composé de représentants d'une dizaine d'administrations et comporte une innovation: un représentant du secteur de l'urbanisme pour la délivrance du permis de construire que l'investisseur pourra avoir dans moins de deux mois.

«Cette nouvelle mesure résulte d'une instruction du Premier ministre appuyée par une note du ministre de l'Habitat», a souligné le secrétaire général de l'ANDI.

Passant à l'investissement étranger, M. Djouada a déclaré que l'Algérie est considérée aujourd'hui parmi les pays les plus performants dans la région méditerranéenne dans le domaine de l'investissement productif: situation financière confortable, ressources naturelles abondantes, position géostratégique de choix auprès des marchés porteurs, etc. «Et tous ces facteurs facilitent grandement l'investissement», a conclu le représentant de l'ANDI.

Après l'ouverture faite par le secrétaire général de la wilaya qui a parlé des opportunités d'investissement dans la wilaya, en citant notamment le projet de zone industrielle de Aïn Abid, la journée a été marquée, au cours de la séance de l'après-midi, par les interventions du DG de l'ANDI, d'un cadre central de cette même agence, l'intervention d'un cadre universitaire et du directeur de la PME-PMI. Et un débat a suivi les interventions.

## Le voleur confondu par des caméras de surveillance

Un voleur qui a subtilisé deux portables à l'intérieur d'un local commercial situé au centre-ville de Constantine a été confondu grâce à une caméra de surveillance.

Suite à une plainte déposée par la victime le 24 février dernier, les éléments des services de sécurité de la 1re sûreté urbaine ont immédiatement procédé à l'exploitation des vidéos enregistrées par les caméras de surveillance, installées dans différents angles du local commercial, chose qui leur permettra d'identifier le voleur. Et les recherches engagées par les enquêteurs pour retrouver le mis en cause seront couronnées de succès dans un court laps de temps, car le présumé coupable sera arrêté dans la journée même du forfait. Présenté le 25 février devant le procureur de la République près le tribunal de Constantine, l'auteur présumé du vol des deux portables a été placé sous mandat de dépôt.

## Les boulangers exposent leurs problèmes

Le président de la Fédération des boulangers, M. Youcef Kalefat, devrait donner ce samedi 1er mars une conférence de presse au siège de l'UGCAA à Constantine, annonce un communiqué transmis, hier, à notre rédaction. Selon les termes du communiqué en question, M. Y. Kalefat abordera différents thèmes liés aux problèmes vécus par les boulangers et fera lecture des nouvelles instructions concernant la fabrication et la vente du pain.

## Huit compteurs électriques détruits

Encore des compteurs électriques incendiés. Cette fois-ci, l'incendie, qui s'est déclaré avant-hier aux environs de 13 heures au niveau d'un bâtiment à la cité Sakiet Sidi Youcef, a totalement détruit 8 compteurs électriques et les pompiers ont dû secourir trois habitants en difficulté respiratoire à cause de la fumée très dense dégagée par les compteurs en flammes. Depuis le temps que ces compteurs prennent feu, personne n'a pu trouver une solution pour éviter ce genre d'incident qui pénalise lourdement les habitants et les plonge dans le noir à chaque fois. Des niches de compteurs installées dans les blocs des bâtiments, ou dans les parties communes, comme on les qualifie, est-ce une idée bien éclairée ?

## Sauvé d'une mort certaine

Un jeune homme qui a tenté avant-hier de se suicider dans son domicile, sis à Hamma Bouziane, a été sauvé in extremis par les pompiers. Selon le chargé de la communication de la Protection civile, le jeune homme, âgé de 27 ans, s'est tailladé les veines de l'avant-bras gauche, provoquant une grave perte de sang. Heureusement que l'alerte a été donnée assez tôt, chose qui a permis son transfert en urgence vers la polyclinique la plus proche où il recevra les soins nécessaires. Alors qu'une enquête a été ouverte pour déterminer les raisons qui ont poussé ce jeune à recourir à un tel acte de désespoir, la même source indiquera que ses jours ne sont plus en danger.

A. Z.

## Après la découverte d'un cas de tuberculose dans un lycée

### Etat d'alerte à Hamma Bouziane

A. El Abci

Etat d'alerte à la direction de la santé et de la population de la wilaya de Constantine ! En effet, suite à la découverte avant-hier d'un cas de tuberculose parmi les élèves du lycée technique Ahcène Bourfaa, situé dans la commune de Hamma Bouziane, le directeur de la santé, M. Assassi, a convoqué, hier et en urgence, une réunion avec tous les responsables du secteur de la commune en question ainsi que ceux de la wilaya avec tout le staff de médecins spécialistes dans cette maladie contagieuse. Selon le secrétaire général de la DSP, M. Kaki, que nous avons pu approcher hier, «il est encore trop tôt pour se prononcer dans cette affaire et j'avoue n'avoir aucune information fiable à communiquer à ce sujet». Et d'ajouter : «Nous sommes en réunion, comme vous le voyez, et l'enquête diligentée sur place est encore en cours et nous attendons toujours ses conclusions. Je suis désolé de ne pas pouvoir en dire plus pour l'instant». Il est à rappeler que selon des informations du lycée où ce cas de tuberculose a été signalé, il s'agit d'une jeune fille qui étudie en classe de deuxième année secondaire dont les camarades et les enseignants ont remarqué

qu'elle était dans un état de fatigue continue accompagnée d'une forte fièvre, pour découvrir avant-hier qu'elle souffrait de la tuberculose. Les enseignants et le service de médecine scolaire ont, ainsi, demandé à la direction du lycée technique Ahcène Bourfaa de faire subir à la trentaine d'élèves, qui fréquentent la même classe de 2<sup>e</sup> AS, des analyses de crachats et une radiologie pulmonaire en considération que le microbe de la tuberculose, ou bacille de Koch, se transmet par voie respiratoire d'une personne à une autre. La direction dudit lycée a donné son accord pour ces analyses et les élèves en question ont été, ainsi, conduits avant-hier au service de radiologie de l'Etablissement public de santé de proximité de Hamma Bouziane et soumis aux analyses indiquées. Les responsables de cet établissement de santé publique affirment que les premiers résultats des radiologies passées aux élèves n'ont pas décelé de cas suspect et inquiétant en relation avec cette maladie contagieuse. Nous avons essayé d'avoir de plus amples informations auprès des services spécialisés de la direction de la santé, mais nous avons constaté que la réunion entamée dans la matinée se poursuivait encore en fin d'après-midi...

## Les travailleurs du Trésor montent au créneau

Les travailleurs du Trésor public affiliés au Snapap observeront un sit-in de protestation de deux heures (de 10 heures à midi), le 3 mars prochain, annonce un communiqué de la section syndicale du Trésor public de la wilaya de Constantine, transmis, hier, à notre rédaction.

La décision en question a été prise à l'issue d'une réunion du conseil syndical qui s'est tenue le 24 février, peut-on lire sur le préavis déposé au niveau de l'inspection du Travail et des autorités de tutelle. Le sit-in des travailleurs, qui aura lieu devant le siège du Trésor public au Coudiat, est initié en signe de protestation contre le non-respect des critères d'évaluation de la notation annuelle du person-

nel et celle liée à l'octroi de la prime de rendement, ainsi que la dégradation des conditions de travail, notamment en matière d'équipements. D'autre part, on laisse entendre clairement à travers les termes du communiqué en question que le Snapap veut s'affirmer en tant qu'interlocuteur incontournable, car il exige un siège pour la section syndicale, une facilitation dans les missions de ses représentants syndicaux et une place à part entière en tant que partenaire social. Plus menaçant dans sa conclusion, le Snapap «n'exclut pas un recours à la grève» dans le cas où l'administration fera la sourde oreille face aux revendications des syndicalistes.

A. Z.

Horaires des prières pour Constantine et ses

27 rabie ethani 1435

El Fedjr 05h42 Dohr 12h47 Assar 15h59 Maghreb 18h30 Icha 19h48



## Pollution de l'air en Chine : les masques filtrants en rupture de stock



Les plus importants distributeurs de masques respiratoires filtrants étaient mercredi en rupture de stock en Chine, le nord du pays suffoquant depuis une semaine sous une épaisse pollution atmosphérique. La ruée sur les accessoires et appareils permettant d'atténuer les graves conséquences de la nocivité de la brume polluée s'est notamment vérifiée sur Tmall.com, la galerie marchande du

giant du commerce en ligne Alibaba. Sur les 29 modèles de masques filtrants proposés sur Tmall par la société américaine 3M, 26 étaient mercredi en rupture de stock ou indisponibles. Totobobo, une chaîne spécialisée dans des masques produits à Singapour, annonçait de son côté qu'elle ne serait pas en mesure d'en distribuer à nouveau avant le 1er avril. «Je suis à la recherche de masques faciaux et d'un purificateur d'air car le brouillard polluant est de pire en pire. Les masques sont tous vendus et le prix des purificateurs a bondi. Est-ce la panique générale?», s'interrogeait un internaute. La densité de particules de 2,5 microns de diamètre (PM2,5), accusées d'être impliquées dans des centaines de milliers de décès prématurés en Chine, a atteint mercredi matin à Pékin un seuil de 557 microgrammes par mètre cube, selon l'ambassade américaine.

## New York déclare la guerre... aux cygnes

Leur beauté est célébrée depuis l'Antiquité et en Angleterre ils sont protégés par la reine. Mais l'Etat de New York a déclaré la guerre aux cygnes et veut les exterminer, estimant qu'ils représentent une menace insupportable.

Son projet est de tuer ses 2.200 cygnes tuberculés d'ici à 2025, au grand dam de leurs défenseurs. Ces cygnes avaient été introduits en Amérique du Nord par les colons européens, pour décorer leurs propriétés à la fin du 19e siècle. Mais au 21e siècle, leur beauté romantique laisse apparemment les autorités de marbre. Les cygnes attaquent les gens, détruisent la végétation, déplacent les espèces locales, représentent une menace pour les avions et polluent les plans d'eau car leurs excréments peuvent contenir la bactérie E.coli, selon le

Département de la préservation de l'Environnement de l'Etat de New York. Depuis qu'un avion d'US Airways est entré en collision avec une formation d'oies en janvier 2009 au dessus de New York, l'obligeant à amerrir sur la rivière Hudson, le ministère de l'Agriculture américain limite chaque année les populations de bernaches du Canada. L'Etat de New York veut étendre le combat aux cygnes, pour «protéger l'intégrité de l'écosystème». D'ici à 2025, seuls seraient autorisés ceux vivant en captivité et appartenant à un «propriétaire responsable». Pour les autres, «les méthodes de contrôle incluent la chasse, leur capture et leur euthanasie, en accord avec les directives concernant la vie sauvage», selon le projet du Département de l'environnement.

## Italie: 600 immigrés clandestins secourus en mer en 24 heures

Les forces de l'opération navale italienne «Mare Nostrum» sont intervenues pour secourir quelque 600 naufragés dans le Canal de Sicile au cours des dernières 24 heures, a annoncé mercredi un communiqué de la Marine militaire italienne. Tous les émigrés étaient en provenance des côtes africaines. Ils se trouvaient à bord de six embarcations diverses, dont des canots pneumatiques. L'opération «Mare Nostrum» a été décidée l'automne dernier après plusieurs naufrages qui avaient fait des centaines de victimes. Elle montre une certaine efficacité, mais des milliers de clandestins continuent d'affluer vers les cô-

tes italiennes, particulièrement l'île la plus proche des côtes africaines, Lampedusa, dès que les conditions météorologiques s'améliorent. Le 18 février dernier, une embarcation avec plus de 120 réfugiés et deux cadavres à bord avait été secourue au sud-ouest de Lampedusa. En janvier 2014, les migrants ayant débarqué sur les côtes italiennes avaient été au nombre de 2.156, contre 217 en janvier 2013. Devant la chambre des députés, mardi, le nouveau président du Conseil Matteo Renzi a annoncé que son premier voyage à l'étranger serait pour la Tunisie, car «nous souhaitons que Mare Nostrum redevienne centrale».

## Les appareils mobiles à la merci des pirates de tous bords

Les appareils mobiles, smartphones, et autres tablettes contiennent autant voire plus de données personnelles sensibles que nos ordinateurs de bureau, et les pirates de tous bords l'ayant bien compris, il faut toujours trouver de nouveaux moyens de se protéger. Il y a dix ans, à l'heure des premiers virus mobiles, les SMS surtaxés et les vers causaient quelques problèmes, mais c'était sans commune mesure avec les dégâts qu'on peut occasionner sur des smartphones qui permettent d'aller sur internet, de payer des achats et qui détiennent souvent des informations qu'on ne veut pas voir tomber entre toutes les mains. «Pour les pirates, c'est un business. Avec le déclin du PC ils regardent comment ils peuvent faire de l'argent avec les smartphones et les tablettes», explique Con Mallon, directeur du management des produits mobiles chez Symantec, au Congrès mondial de la téléphonie mobile à Barcelone. Pour lui, les attaques sur les mobiles sont du même type que celles qui touchent les ordinateurs fixes, «c'est juste le contexte qui est nouveau». Le développement des applications que chacun télécharge librement a ainsi ouvert une large porte aux pirates de tous bords: il leur suffit de copier les applications les plus populaires et d'attendre que les mobinautes tombent tout seuls dans le piège en donnant eux mêmes leurs informations personnelles. Le système d'exploitation de Google, Android, caractérisé par sa plate-forme ouverte qui permet à n'importe quel développeur de créer sa propre appli-

cation, est victime de son succès avec une explosion des logiciels malveillants cachés derrière des applications en apparence bien innocentes.

La société de sécurité informatique Symantec a ainsi constaté une multiplication par quatre du nombre de virus entre juin 2012 (32.000) et juin 2013 (273.000) dans les applications Android. Les fabricants d'antivirus n'ont bien sûr qu'un conseil: munissez vos mobiles d'antivirus comme vous l'avez fait sur vos ordinateurs personnels, mais le message a du mal à passer, et à peine plus de la moitié des smartphones en sont dotés, selon Symantec. L'équipementier télécoms NSN a d'ailleurs bien compris cette problématique puisqu'il propose carrément à ses clients opérateurs de sécuriser directement les smartphones de leurs abonnés. La solution «mobile guard» observe via le réseau la liste de signatures de virus et le comportement du trafic. Cela lui permet de détecter de manière plus rapide les virus, même si leur signature a changé, et d'envoyer un correctif sur le smartphone. Mais au delà de la criminalité, les révélations d'Edward Snowden sur les écoutes de l'Agence américaine de sécurité (NSA) ont fait prendre conscience aux responsables politiques comme aux dirigeants d'entreprises des enjeux de sécuriser toutes leurs communications.

Les smartphones embarquent en effet des systèmes type logiciel de géolocalisation, micro, GPS et caméras, et ils peuvent aujourd'hui permettre d'espionner leur propriétaire de façon «particulièrement intrusive», souligne Axelle Avril, chercheuse dans le do-

## Le tombeau perdu d'Alexandre le Grand

HISTOIRE: GILLES KRAEMER

DESSIN: DAMIR NIKSIC



A suivre



## LFP - Vers la tenue d'une AG extraordinaire

## Les présidents de club se mêlent de l'arbitrage et refusent le contrôle de leur gestion

Kamel Mohamed

Les présidents de club des Ligues 1 et 2 ont exigé la tenue d'une Assemblée générale extraordinaire de la Ligue de football professionnel afin de revoir les règlements de cette structure de gestion de la compétition dans le but de s'approprier l'arbitrage. Les présidents de club ont estimé que la LFP devrait s'occuper de l'arbitrage, entendre par là la désignation, alors que la Commission fédérale d'arbitrage a de tout temps relevé de la fédération. En fait, il s'agit d'une ancienne exigence de la part des présidents de club, lesquels veulent avoir la mainmise sur l'arbitrage, alors que ce corps est sous tutelle de la FAF, sachant que dans tous les pays, l'arbitrage relève de la fédération. Au temps du regretté Omar Kezzal, l'expérience avait été tentée en confiant la désignation des arbitres à la Ligue nationale de football, alors que tout ce qui est formation et organisation dans l'arbitrage revenait à la commission fédérale. Cette expérience a été non concluante dans la mesure où il était impossible de dissocier la formation et l'organisation de la désignation des arbitres.

De ce fait, il ne pouvait y avoir deux commissions, la première à la Ligue pour s'occuper des désignations et la deuxième au niveau de la FAF avec pour mission la formation et l'organisation. Autrement dit, l'exigence des présidents de club de mettre l'arbitrage sous la tutelle de la LFP n'est qu'un règlement de compte purement personnel ! Ces présidents entendent ainsi faire un coup d'Etat au président de la CFA, Belaïd Lacarne, «accusé de privilégier des arbitres au détriment d'autres». En s'attaquant à l'arbitrage, les présidents de club amorcent une rébellion contre le président de la FAF, lequel s'était réuni avec les arbitres, la semaine dernière, afin de calmer quelque peu les ardeurs des uns et des autres. Le président de la FAF avait l'habitude de tenir cette réunion au début de saison, mais il ne semble plus intéressé par le football et le championnat d'Algérie. Il se prépare plutôt à succéder à Issa Hayatou à la CAF après le Mondial-2014. Toutefois, il faut préciser que la LFP a pour attribution de gérer la compétition, alors que les volets formation et organisation relèvent de la FAF. En termes plus clairs, il serait

maladroit de confier l'arbitrage à la LFP. Quant aux accusations des arbitres de «corrompu», il faut reconnaître que derrière tout corrompu, il y a toujours un corrupteur. Les présidents de club ne sont pas, par conséquent, au-dessus de tout soupçon. En revanche, ils ont refusé la proposition de la LFP de participer à des séminaires pour les accompagner dans la gestion de leurs clubs. Les présidents ont justifié leur refus par le fait qu'ils refusent toute tutelle ou immixtion dans les affaires internes des clubs. Pour rappel, la direction nationale de gestion et de contrôle (DNCG), au temps de Mohamed Mecherara, avait initié des séminaires dans ce sens. Mais les clubs n'ont pas bronché dans la mesure où il s'agit de les doter d'outils à même de rendre leur gestion saine et transparente. Il se trouve ainsi que les présidents de club ne se soucient pas de la gestion douteuse des clubs qu'ils dirigent, mais ils exigent de s'occuper de l'arbitrage pour exercer leur influence dans les désignations. C'est avec ces présidents de club que la FAF et le MJS espèrent lancer le professionnalisme dans le football algérien où tout demeure faux !

## Belaïd Lacarne déplore l'acharnement contre le corps arbitral

Le président de la Commission fédérale d'arbitrage (CFA), Belaïd Lacarne, s'est dit, mardi, «outré» par les critiques dont fait l'objet son corps depuis le début de cette saison notamment, estimant qu'il ne méritait pas tout cet «acharnement» contre lui. «Je constate avec regret un acharnement sans précédent contre le corps arbitral en Algérie. Les choses ont même dépassé les limites et je suis vraiment outré, car tout cela n'est pas fait pour le développement du football algérien», a déclaré à l'APS le premier responsable de la CFA. Présent à l'assemblée générale ordinaire de la Ligue de football professionnel (LFP), tenue mardi à Alger, Lacarne a suivi les débats qui se sont fo-

calisés de nouveau sur l'arbitrage, très critiqué encore par les présidents et dirigeants de club. «Les erreurs sont humaines. Même dans les grands championnats européens, l'on assiste chaque week-end à des erreurs d'arbitrage, mais sans que les choses prennent d'autres proportions comme c'est le cas chez nous», a regretté Lacarne. Le patron de la CFA a estimé, en outre, que «les arbitres, très souvent montrés du doigt, sont des jeunes en phase de formation», appelant plutôt à être «patient» avec eux et à «les encourager». Il a tenu à préciser que sa commission «n'a jamais fermé les yeux devant les fautes graves de certains referees», étayant ses dires par la récente suspension de l'ar-

bitre Mokhtar Amalou, après les erreurs commises lors du match de championnat ayant opposé dernièrement l'USM Alger à la JS Kabylie (3-2). «On tient toujours compte des images de la télévision et des rapports des contrôleurs d'arbitres. Les fautes sont toujours sanctionnées, ne nous demandez pas de leur «couper la tête», a-t-il conclu. Le transfert sous l'égide de la LFP de la CFA, actuellement liée à la Fédération algérienne de football, est l'une des doléances revendiquées par les présidents de club dans l'amendement des statuts lors de l'assemblée générale extraordinaire de la structure qui gère les deux championnats professionnels prévue dans une quinzaine de jours.

Coupe de la Confédération - Vendredi à 15h00 : Red Lions-CSC  
Le Chabab ne compte pas revenir bredouille de Monrovia

Le CSC, soumis à une programmation démentielle en tablant sur plusieurs tableaux, ce qui lui a coûté d'ailleurs l'élimination en quarts de finale de la Coupe d'Algérie et le podium en championnat, est tenu de jouer ses chances à fond en Coupe de la Confédération pour sauver sa saison. Contrairement au précédent tour où il a dispersé ses forces en présentant deux équipes le même jour, l'une à Béjaïa face au

MOB en championnat de Ligue 1 et l'autre à Niamey face à l'ASN Nigelec du Niger, en perdant du coup les deux matches, le CSC, conscient de l'enjeu à savoir une qualification aux huitièmes de finale de la Coupe de la Confédération, se présentera demain à Monrovia avec son équipe type sous la houlette de Simondi, alors que son adjoint Nabil Medjahed dirigera la seconde équipe composée de réservistes et des éléments les

plus en vue chez les U21 à El Eulma, ce vendredi, face au MCEE. Inconnu sur la scène africaine, Red Lions qui se trouve à ce stade de la compétition grâce au forfait du représentant de la Guinée Bissau, Estrelade Cantanhez, retrouvera sur son chemin une équipe du CSC, laquelle, en se déplaçant par vol spécial hier à 17h00, s'est fixée comme objectif de ne pas revenir bredouille de cette sortie.

M. A.

Division nationale amateur Est  
Le MOC mise sur Collo

L'Entente Collo est-elle en mesure de mettre fin à la belle série du leader, le DRB Tadjenanet, qui caracole seul en tête ? Réponse au terme de cette 20e journée qui débutera demain avec un match avancé entre l'AS Aïn M'lila et l'US Tébéssa, alors que le MO Constantine évoluera sur du velours à domicile face à un mal classé. Ainsi, et toujours sous la menace de la relégation, l'E. Collo bénéficie d'une belle opportunité pour non seulement s'offrir le leader, mais également pour améliorer son classement. Toujours est-il que pour espérer bousculer le DRBT, qui n'a perdu qu'un seul match depuis le début de saison, les gars de Collo doivent se surpasser. Pour sa part, le MOC, vainqueur du match de mise à jour face à l'USFBBA, ce mardi, demeure toujours en course pour l'accession avec cinq longueurs de

retard sur le chef de file, et ne devrait pas trembler devant l'ES Guelma, qui pourrait s'enfoncer davantage au bas du tableau. Dans le bas du tableau, on suivra les duels à distance entre mal classés. C'est le cas de Hamra Annaba qui se rendra à Aïn Beïda avec la ferme intention de glaner des points. Par contre, l'US Biskra part avec les faveurs du pronostic à domicile face au WA Ramdane Djamel, la seule équipe qui a concédé le plus grand nombre de défaites (10) depuis le début de saison. A Chelghoum Laïd, l'avantage du terrain est incontestablement un atout non négligeable pour le HBCL, qui reçoit le NRB Touggourt. Enfin, le NC Magra et la JSM Skikda devront logiquement venir à bout respectivement de l'USM Khenchela et l'USF Bordj Bou Arréridj.

M. Benboua

## Vendredi à 15 h 00

Aïn M'lila	.....	ASAM	.....	UST
Samedi à 14h00				
Aïn Beïda	.....	USMAB	.....	Hamra
Collo	.....	E.C	.....	DRBT
Chelghoum Laïd	.....	HBCL	.....	NRBT
Magra	.....	NCM	.....	USMK
Biskra	.....	USB	.....	WARD
Skikda	.....	JSMS	.....	USFBBA
Constantine	.....	MOC	.....	ESG

## Europa League - 16èmes de finale retour

## Aujourd'hui (19h00)

- Naples (ITA) - Swansea (ENG)
- FC Séville (ESP) - Maribor (SVN)
- Shakhtar Donetsk (UKR) - Viktoria Plzen (CZE)
- Ludogorets (BUL) - Lazio Rome (ITA)
- Salzbourg (AUT) - Ajax Amsterdam (NED)
- FC Bâle (SUI) - Maccabi Tel-Aviv
- Eintracht Francfort (GER) - FC Porto
- (18h00) Rubin Kazan (RUS) - Betis Séville (ESP)
- (21h05) Tottenham (ENG) - Dniepropetrovsk (RUS)
- Trabzonspor (TUR) - Junventus (ITA)
- Lyon (FRA) - Tchernomoret Odessa (UKR)
- Fiorentina (ITA) - Esbjerg (DEN)
- Genk (BEL) - Anzhi Makhachkala (RUS)
- Valence CF (ESP) - Dynamo Kiev (UKR)
- Benfica (POR) - PAOK Salonique (GRE)
- AZ Alkmaar (NED) - Slovan Liberec (CZE)

## Ligue 1

## Le MCEE à l'aise, difficile pour l'Entente

La vingt et unième du championnat de Ligue 1 sera étalée sur trois jours, jeudi, vendredi et samedi. D'ailleurs, une fois n'est pas coutume et exclusivement en raison des obligations internationales de l'ESS, qui aura à affronter, dimanche prochain à Sétif, le club burkinabé de l'ASFA Yennenga pour le compte des 16èmes de finale de la Ligue des champions d'Afrique, les coéquipiers de Khedaïria ouvriront cet après-midi cette 21e journée à Blida, où ils affronteront le RCA de Chérif El Ouazzani, dans un match à haut risque. Défait à Béjaïa, le team de l'Arbaâ s'efforcera de re-

nouer avec le succès afin de se mettre à l'abri. Cependant, le fait de jouer l'Entente ne sera pas une partie de plaisir pour le RCA, d'autant plus que les Sétifiens, qui partagent la première place avec l'USMA, ne veulent absolument pas lâcher leur alter ego. Ils aborderont ce match avec un double objectif : l'emporter afin de mettre un peu plus de pression sur les Usmistes et faire le plein de confiance avant d'affronter la formation de l'ASFA.

Par ailleurs, cette étape se poursuivra demain avec un autre match intéressant entre le MCEE et le CSC. Vainqueur du MCO sur le fil, le Chabab de Constantine se présentera avec son équipe B à El Eulma, une occasion à saisir pour les locaux afin d'augmenter leur capital points.

M. Benboua

## Aujourd'hui à 15h00

Blida : ..... RCA - ESS  
Vendredi à 16h00  
El Eulma : ..... MCEE - CSC

## Ligue 2

## Bras de fer à Alger, l'USC en danger à Médéa



La vingt et unième journée du championnat professionnel de Ligue 2, prévue demain, verra les trois premiers évoluer à domicile, ce qui signifie clairement que l'on se dirige vers un statu quo en tête du tableau. En effet, le leader, l'USMBA, ne devrait pas éprouver de difficultés à faire respecter la hiérarchie face à la lanterne rouge, l'ESM, dont le sort est déjà scellé. L'USMB, quant à elle, accueillera l'USMA, une formation menacée par le spectre de la relégation. Entre deux équipes aux ambitions diamétralement opposées, les Blidéens partent favoris pour consolider leur deuxième place. De son côté, l'ASMO tentera d'exploiter la venue de l'USMMH pour signer sa première victoire de la phase retour, mais ce n'est pas gagné d'avance devant des Hadjoutis de l'entraîneur Zemiti

qui ne sont pas encore sortis de l'auberge. Logée à la même enseigne que l'USMB et l'ASMO mais avec un goal-average défavorable, ce même objectif est recherché par l'USC qui devra toutefois effectuer un déplacement périlleux à Médéa pour croiser le fer avec l'OM dans un match qui promet dans la mesure où les deux équipes doivent impérativement gagner pour demeurer dans le bon wagon. Pour sa part, le WAT se rendra au stade du 20-Août pour croiser le fer avec le NAHD dans un match considéré comme l'affiche de ce round. Au vu du programme et du classement actuel, les trois points sont inéluctables pour ces deux prétendants, car un nul n'arrangerait aucunement leurs affaires. Le MCS, qui ne veut pas abdiquer, compte profiter de la réception du MSPB pour augmenter son capital points en attendant la suite de la compétition. A Merouana, l'ABM, qui inspire confiance, devra confirmer face à son hôte du jour, l'ASK. Quant au CAB, il n'a aucune alternative que de l'emporter face à l'ABS, mais ce n'est pas évident face à des Bous-saâdis qui ne comptent pas effectuer le déplacement en victimes expiatoires.

M. Zeggai

## FAF - Adoption des bilans moral et financier

Les membres de l'assemblée générale ordinaire de la Fédération algérienne de football (FAF) ont adopté à l'unanimité les bilans moral et financier de l'exercice 2013. 98 membres sur les 122 composant l'AG ont assisté à ce conclave présidé par Mohamed Raouraoua, en présence du directeur général des sports au MJS, Mokhtar Boudina. L'assemblée générale de la FAF a en outre adopté quatre résolutions, à savoir le procès-verbal de l'AGO du 20 février 2013, celui de l'AG électorale du 7 mars

2013, ainsi que le budget prévisionnel de l'exercice 2014 et le quitus pour l'exercice 2014. Dans une brève allocution, le patron de la FAF s'est félicité du bon déroulement des travaux de cette AGO. «C'est une preuve que la FAF a fait beaucoup pour le football national. Ce vote à l'unanimité et cette sérénité reflètent également la bonne ambiance régnant au sein de la famille du football algérien, où tout le monde oeuvre dans le même sens pour le développement de la discipline», a déclaré Raouraoua.



07.00 Journal télévisé  
07.20 Sabah el kheir  
09.00 Saïdati  
10.00 Firqat el moudjazifine  
10.25 Iktichafat simsim wa labib  
10.50 Zahrat el nardjas  
11.40 Chahid wa chawahid  
13.00 Journal télévisé  
13.30 Djinan  
15.00 Mahla di aachiya  
16.00 Mihan lil moustaqbal  
16.30 Sibaq el madjarat  
17.00 Kaïfa souniat  
17.20 Fi taâni salama  
18.00 Journal télévisé amazigh  
18.20 Taqder tarbeh  
19.05 El Oumaimi  
20.00 Journal télévisé  
20.50 Emission el massar  
21.20 Rana hana  
21.50 El nakhil el djarih



20.45 Le discours d'un roi



**Avec Colin Firth, Geoffrey Rush, Helena Bonham Carter**  
Second fils du roi d'Angleterre George V, le prince Albert, surnommé Bertie, n'est pas appelé à régner. Il souffre de plus de graves problèmes d'élocution qui perturbent ses apparitions publiques et désolent son père. Sur l'insistance de sa femme, il accepte de consulter un spécialiste du langage, Lionel Logue, un Australien aux méthodes originales. Quand George V meurt, le frère d'Albert monte sur le trône sous le nom d'Edouard VII.



09.00 Bonjour d'Algérie week-end  
10.30 Waqai'e  
11.00 Sur le fil  
12.00 Journal en français  
12.25 Asr el khoula'fa'e  
13.20 Prière du vendredi (direct)  
13.45 Association el founoun el Djamilia Alger centre  
14.10 Réflexions  
15.30 MCEE/CSC en direct  
18.00 Journal en amazigh  
18.25 Waqai'e  
Feuilleton algérien  
19.00 Journal en français  
19.30 Djemei family  
20.00 Journal en arabe  
20.45 Travelling  
22.00 Gala artistique  
23.00 Sketch algérien



20.45 Faut pas rêver



**- Indonésie, d'île en île**  
**Présenté par Tania Young**  
Dans les airs de Bali. Chaque été, les habitants organisent une compétition de cerfs-volants, utilisés pour envoyer des messages aux dieux hindous • Les forçats du soufre. A Java, des mineurs plongent au cœur d'un «cratère vert» pour en extraire du soufre • L'île des hommes-fleurs. Sur l'île de Siberut vit la tribu des hommes-fleurs • L'île aux dragons. Les varans de Komodo ne sont plus que quatre mille, répartis sur des îles.



JEUDI



20.55 Section de recherches



**- L'arrivée**  
**Avec Xavier Deluc, Franck Sémonin, Chrystelle Labaude, Julie Fournier**  
Un an après l'éclatement de la Section de recherches, Bernier, qui a quitté les forces de l'ordre et s'interroge encore sur son avenir, rend visite à Nadia, installée dans le sud de la France. Alors qu'il est en chemin, une voiture lui barre la route. A son bord, le conducteur a pris une balle dans le dos.



20.50 Yamakasi, les samouraïs des temps modernes



**Avec Williams Belle, Malik Diouf, Châu Belle Dinh, Yann Hnautra**  
Les Yamakasi, sept amis de la banlieue parisienne, pratiquent la haute voltige en bondissant d'un immeuble à l'autre. Ils se livrent au jeu du chat et de la souris avec les autorités locales. Mais un jour, l'un de leurs admirateurs, le petit Djamel, se retrouve à l'hôpital pour avoir voulu les imiter. Les Yamakasi décident de tout mettre en œuvre pour réunir l'argent nécessaire à son opération.



20.50 Bones

**- La don de la vie**  
**Avec Emily Deschanel, Nora Dunn, David Boreanaz, Michaela Conlin**  
Au cours d'une promenade en forêt, deux jeux gens trouvent des restes humains coincés dans un barrage de castors. Il s'agit d'un homme d'une trentaine d'années qui travaillait en tant que mannequin. Sweets reçoit sa petite amie qui est bouleversée par la nouvelle. Angela découvre que le défunt vendait son sperme sur Internet.



20.45 Envoyé spécial



**Présenté par Guilaine Chenu, Françoise Joly**  
Sommaire donné sous réserve de changements liés à l'actualité. Teen parties : la fête interdite aux plus de 17 ans. Ces soirées en boîte de nuit réservées aux adolescents remportent aujourd'hui un grand succès. Pour rassurer les parents, l'alcool n'y est pas proposé, la fête dure de 18 à 22h et les entrées sont strictement surveillées. Les journalistes ont suivi Emma, 13 ans, qui se rend pour la première fois de sa vie en club. Ils ont également rencontré Maxime, organisateur d'événements.



20.55 Homeland



**- Pour l'honneur**  
**Avec Claire Danes, Damian Lewis, Mandy Patinkin, F Murray Abraham**  
Saul retrouve Nick Brody à Caracas, le rapatrié en urgence et le confie à des spécialistes chargés de le désintoxiquer. Le sevrage se révèle long et douloureux. Carrie est hospitalisée après avoir été blessée par balle et reçoit la visite du sénateur Lockhart qui tente de lui soutirer des informations sur Berenson.

22.35 Workinggirls



**- Tolérance zéro**  
**Avec Anne Marivin, Claude Perron, Laurence Arné, Vanessa David**  
Les deux Sophie multiplient les vols de chaises et de fournitures dans les bureaux, vendent de la drogue. Les standardistes font régner un véritable climat de terreur au sein de l'entreprise. Karine songe d'abord à les licencier, elle n'a aucune preuve et personne ne prend le risque de témoigner contre les deux femmes.



VENDREDI



20.55 Le grand concours des animateurs



**Présenté par Carole Rousseau**  
Cinq mois après la victoire de Christophe Beaugrand lors de la précédente édition, Carole Rousseau réunit à nouveau des animateurs de radio et de télévision venus de toutes les stations et de toutes les chaînes afin de tester leurs connaissances en matière de culture générale. Sont présents : Thierry Beccaro, Jérôme Bonaldi, Denis Brogniart, Patrice Carmouze, Benjamin Castaldi, Vincent Cerruti...

23.35 Vendredi, tout est permis avec Arthur



**Présenté par Arthur**  
L'animateur reçoit Ary Abittan, l'acteur Medi Sadoun de Kaïra Shopping, l'humoriste Caroline Vigneaux mais aussi Philippe Lelièvre, Enora Malagré, Baptiste Lecaplain et Jean-Luc Lemoine. Dans la décontraction et la bonne humeur, il leur lance des défis d'improvisation où l'autodérision est de mise. Les invités doivent par exemple jouer une saynète sur un décor penché à 22,5 degrés et ainsi défier les lois de la gravité au risque de chuter régulièrement.

20.50 Elementary



**- Irène**  
**Avec Jonny Lee Miller, Lucy Liu, Aidan Quinn, Jon Michael Hill**  
Irene est traumatisée et partiellement amnésique. Kidnappée dix-huit mois auparavant, la jeune femme est persuadée d'avoir passé sept ans en captivité. Holmes est bouleversé. Il ne veut plus mener l'enquête contre Moriarty et demande à Watson de prendre le relais. Elle remonte la piste d'un pigment rare, retrouve dans la maison où était Irene.



20.45 Boulevard du palais



**- Trepalium**  
**Avec Anne Richard, Pascal Elso, Jean-François Balmer**  
Patrick est très absorbé par son travail pour TSA, une entreprise qui effectue des crash-tests de voitures. Sa femme et son fils lui reprochent d'ailleurs son manque de disponibilité. Un matin, il s'installe à la place d'un mannequin au volant d'un véhicule et fonce dans un mur. Nadia, qui dirige l'enquête, comprend vite que Patrick était mis sous pression par sa hiérarchie.



21.00 39e cérémonie des César

**Présenté par Cécile de France**  
La 39e édition des César se déroule sous la présidence de François Cluzet, César du meilleur acteur en 2007. Cécile de France en est la maîtresse de cérémonie, prenant ainsi la relève d'Antoine de Caunes. Cette année, trois films ont la faveur des pronostics. Avec dix nominations, "Les Garçons et Guillaume, à table !" de Guillaume Gallienne est bien placé dans la course aux trophées devant "L'inconnu du lac" d'Alain Guiraudie et "La Vie d'Adèle" d'Abdellatif Kechiche avec huit citations chacun.



00.00 Möbius



**Avec Jean Dujardin, Tim Roth, Cécile de France, John Lynch**  
Grégory dirige une cellule d'espions russes à Monaco. Ils essaient d'obtenir des informations sur Rotovski, un puissant homme d'affaires. Pour cela, ils souhaitent approcher Alice, une jeune banquière qui travaille pour Rotovski. Mais ils ne savent pas qu'Alice déjà en mission secrète pour la CIA. Jouant double-jeu, Alice accepte de renseigner l'équipe de Grégory. Sans avertir son équipe, troublé, ce dernier tente de la séduire.



## Moines de Tibéhirine: Alger reporte une visite d'un juge français

Alger a reporté la visite prévue à partir de dimanche du juge antiterroriste français Marc Trévidic, au cours de laquelle il devait procéder à l'exhumation des têtes des sept moines de Tibéhirine assassinés en 1996, ont annoncé mardi à l'AFP des sources proches du dossier. «La visite est reportée fin mai-début juin», a déclaré une source judiciaire. Le juge Marc Trévidic et sa consœur Nathalie Poux avaient obtenu en novembre l'accord des autorités algériennes pour aller exhumer les têtes des moines enterrées à Tibéhirine, et procéder à leur autopsie dans le but de faire la lumière sur leur assassinat en pleine guerre civile. Ils avaient formulé cette requête dans une commission rogatoire internationale adressée aux autorités algériennes en décembre 2011. «C'est pour nous une immense déception», a commenté l'avocat des proches des religieux, Me Patrick Baudouin. «Le magistrat de liaison algérien en France a indiqué au juge Trévidic que tout n'était pas prêt pour cette visite».

## Manifestations contre la corruption d'Erdogan



Des milliers de personnes ont défilé mercredi dans les rues d'Istanbul et Ankara pour dénoncer la «corruption» du Premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, et exiger sa démission, après la diffusion d'une conversation téléphonique compromettante. Réunis à l'appel du principal parti d'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP), plusieurs centaines de manifestants ont rejoint la place Taksim d'Istanbul, symbole de la fronde antigouvernementale de juin 2013, aux cris «aux voleurs!» et «gouvernement démission!» Emmenés par le candidat du parti à la mairie d'Istanbul, Mustafa Sarigül, les militants du CHP ont distribué aux passants des faux billets, symboles de la «corruption» du régime islam-conservateur au pouvoir depuis 2002, avant de se disperser sans incident. Dans la capitale, Ankara, plus de mille personnes ont manifesté sur la place Kizilay, au cœur de la ville, avec les mêmes slogans, à l'appel de plusieurs syndicats de gauche.

## 98 migrants secourus au large de Djerba



La marine tunisienne a secouru mercredi matin 98 migrants clandestins dont l'embarcation a pris l'eau au large de l'île de Djerba, a indiqué à l'AFP le porte-parole du ministère de la Défense, le général Taoufik Rahmouni. «Les 98 personnes de diverses nationalités africaines étaient parties des côtes libyennes sur un pneumatique (...), probablement pour se rendre à Lampedusa» en Italie, a-t-il précisé. «La marine a été alertée par les appels de détresse. Lorsque le patrouilleur s'est rendu sur place, le pneumatique était vide. Les migrants s'étaient (réfugiés) près de la plateforme pétrolière Ashtart, sur un petit quai», a-t-il ajouté. Les migrants, parmi lesquels figuraient des femmes et des enfants, ont été ramenés par la marine vers le port de la ville tunisienne de Sfax, où ils ont été remis à la Garde nationale, l'équivalent de la gendarmerie.

# Le Quotidien

Edition Nationale d'Information

## Un poste de police incendié par des manifestants en Tunisie



Des manifestants dénonçant un concours de recrutement ont incendié un poste de police dans la région tunisienne de Gafsa, stratégique de part ses mines de phosphates mais où la grogne sociale en raison du chômage dégenère régulièrement en heurts.

Les manifestants ont incendié un poste de police de la ville de Métlaoui et ont affronté les policiers une partie de la nuit, selon un journaliste de l'AFP sur place. Aucun blessé n'a cependant été recensé, selon les autorités locales. Le calme n'est revenu qu'après l'envoi de

renforts policiers depuis la capitale régionale de Gafsa. Des manifestants ont cependant bloqué l'une des principales routes menant à cette ville et la reliant avec le Sud de la Tunisie. Les heurts ont éclaté après que les autorités ont commencé à annoncer les résultats d'un concours de recrutement d'une société publique travaillant dans le secteur de l'environnement. Les résultats de ce type de concours déclenchent régulièrement des violences entre candidats malheureux et policiers. Après des événements similaires en janvier, les autorités ont été obligées de suspendre la publication des listes des personnes recrutées dans toute la région de Gafsa. Cette région est stratégique pour la Tunisie en raison de ses mines de phosphates mais reste parmi les plus pauvres du pays.

## Des combattants saoudiens et qataris tués par l'armée syrienne

Plus de 175 combattants islamistes de la rébellion, dont des «Saoudiens, des Qataris et des Tchétchènes», ont été tués mercredi dans une embuscade tendue par l'armée syrienne près de Damas, a annoncé l'agence officielle Sana. L'agence a indiqué qu'une unité de l'armée «a repéré des terroristes du Front Al-Nosra (dijhadiste) et de Liwa al-Islam» près de Damas «et

en ont tué 175 et blessé d'autres», précisant que des Saoudiens, des Qataris et des Tchétchènes figuraient parmi ces combattants. Selon Sana, l'opération a eu lieu dans la Ghouta orientale, à l'est de la capitale, principale place forte de la rébellion contre le régime de Bachar al-Assad. «Ce groupe terroriste tentait d'alléger la pression exercée sur d'autres terroristes qui recevaient

des coups durs de l'armée dans la région du Qalamoun», a ajouté Sana, citant un dirigeant sur le terrain. Qalamoun est l'autre bastion des rebelles dans la province de Damas. La télévision d'Etat a montré des images de dizaines de corps de combattants au visage ensanglanté, certains portant des vêtements civils, d'autres en treillis, chaussés de baskets.

## Le Hezbollah menace de riposter après un raid israélien

Le mouvement chiite libanais Hezbollah a menacé mercredi de riposter «au moment opportun» après un raid israélien contre une de ses positions au Liban. «Lundi soir (...), les avions de l'ennemi israélien ont bombardé une position du Hezbollah à la frontière libano-syrienne, près de la région de Janta dans la Békaa», dans l'est du Liban, a annoncé le parti. «Cette agression n'a pas fait, grâce à Dieu, de martyr ou de blessé, mais uniquement des dégâts sur le site», a indiqué le Hezbollah dans un communiqué. Ce dernier a démenti que le raid ait visé «des positions d'artillerie et de missiles ou la mort de combattants comme cela a été évoqué dans certains médias». Lundi, une source de sécurité avait affirmé à l'AFP que deux raids avaient visé une «cible» du Hezbollah à la frontière libano-syrienne, sans plus de détails. «Cette nouvelle attaque est une agression flagrante contre le Liban, sa souveraineté et son territoire», a indiqué le parti. Elle «ne restera pas sans riposte de la Résistance, qui choisira le moment opportun, l'endroit approprié et la manière adéquate pour répondre», a-t-il menacé.



## EDITORIAL

Par K. Selim

### LE NÉO-MAKHZEN ALGÉRIEN

en aucun cas déboucher sur une miraculeuse «stabilité» retrouvée mais sur une accélération du processus de dégradation. L'implacable loi s'appliquant également aux «simples» sujets, aux princes et aux monarques, les cartes peuvent être rebattues à tout moment, sans préavis.

L'instabilité du système politique et son irrépressible tendance au désordre se combine à l'incertitude pour se transformer en risque majeur pour le pays. C'est dire l'absurdité intégrale du discours de la «stabilité» que les chaouchs de la politique tentent à grands cris de vendre sur les étals d'un marché déserté par les acheteurs. Le président Abdelaziz Bouteflika a cru pouvoir dire un jour de ses prédécesseurs qu'ils étaient des «amateurs» mais on sait déjà qu'avec infiniment moins de ressources le régime fonctionnait mieux sous ses devanciers. A l'ère de Chadli Bendjedid, que beaucoup réévaluent, sans nostalgie aucune, à l'aune du présent, le système disposait encore de la ressource humaine compétente pour réfléchir et imaginer des solutions. Les grandes ressources financières disponibles depuis le début des années 2000 n'ont pas empêché la rétrogradation d'un système exténué, absolument éreinté, frappé de sénilité. Sa mutation régressive vers un néo-makhzen a annihilé chemin faisant toute forme d'intelligence et

donc de capacité d'anticipation et de rectification.

On ne réforme pas, on tente vainement de revenir vers un passé définitivement révolu. Mais on le voit bien, les vieux instruments sont désormais inopérants et ne permettent plus d'appréhender et encore moins de faire face à des logiques mondiales où les superpuissances se défendent contre l'entropie en remodelant les autres pays, notamment ceux qui disposent de ressources énergétiques et minières. Depuis l'effondrement de l'URSS, on ne cesse d'assister, un peu partout, à des évolutions qui étaient hier purement inconcevables. L'état des réserves pétro-gazières de l'Algérie et les projections pessimistes des experts montrent déjà que le système de la rente est biologiquement achevé et qu'il n'est plus que nuisance et parasitisme.

Le refus obstiné de la réforme conduit le système vers une impensable impasse monarchiste. Pourtant nul n'ignore que ce néo-makhzen ossifié qui s'est installé dans un sidéral vide politique n'est pas une réponse, il n'est qu'une fuite en avant vers un inconnu redoutable. Cette ossification est à contre-courant de notre histoire, à contre-courant des valeurs et du combat multiforme des femmes et des hommes du mouvement national. Cette sclérose, prélude à la décomposition, est à contre-courant de la jeunesse de ce pays et de son avenir. Alors, oui bien sûr, l'humour aux dépens de l'Algérie ne fait pas rire grand monde, car ici la moquerie paraphrase trop visiblement une angoissante oraison entropique.

## 'Aigle Azur' installe une nouvelle borne d'enregistrement, à l'aéroport d'Oran



La compagnie aérienne 'Aigle Azur' vient d'installer, à l'aéroport d'Oran, 'Ahmed Benbella', une nouvelle borne d'enregistrement libre-service. Celle-ci permet aux passagers de la compagnie de s'enregistrer, en quelques minutes, gagnant ainsi un temps appréciable lors de leur départ. Cette initiative, notons-le, intervient juste après l'installation de bornes identiques à l'aéroport de Paris - Orly.

Facile d'utilisation, cette borne d'enregistrement offre, aussi, la possibilité aux passagers de choisir leurs sièges et de rejoindre, directement la zone d'embarquement. De plus, les passagers voyageant avec des bagages de soute n'ont plus qu'à les déposer, au comptoir d'Aigle Azur prévu à cet effet. M. M.

## Egypte : 26 personnes condamnées à mort pour terrorisme

Un tribunal égyptien a condamné à mort mercredi 26 personnes pour avoir créé et dirigé un «groupe terroriste» ayant notamment planifié des attaques contre des navires sur le canal de Suez entre 2004 et 2009, a-t-on appris de sources judiciaires. Les accusés ont été reconnus coupables d'avoir «fondé et dirigé un groupe terroriste ayant pour objectif de s'attaquer aux personnes, à la navigation sur le canal de Suez et de porter atteinte à l'unité nationale», a indiqué ces sources.

«Ils ont commis des crimes entre 2004 et 2009», a ajouté l'une des sources à l'AFP, un responsable au parquet précisant que les accusés avaient été jugés par contumace. Le juge a transmis la condamnation à mort au grand mufti d'Egypte, la plus haute autorité religieuse du pays qui doit confirmer cette peine, selon les procédures pénales en Egypte. Le verdict définitif est attendu le 19 mars. Les 26 accusés, qui peuvent interjeter appel, ont également été condamnés pour avoir fabriqué des roquettes et des explosifs afin de lancer leurs attaques, et pour avoir surveillé des locaux des services de sécurité afin de s'en prendre à eux.